offensive
L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE

Édito

offensive a trouvé sa place au sein de la presse libertaire. Notre périodicité trimestrielle nous amène à porter un **regard distancié sur l'actualité politique, sociale et militante**.
Nous avons la volonté d'enrichir nos pratiques de terrain de réflexions, qui elles-mêmes se nourrissent de nos investissements quotidiens dans les luttes. **Recherche et militantisme se complètent**. Un des objectifs de notre journal est de refuser leur opposition. Pour bouleverser les rapports de domination existants, il faut d'une part les analyser, et d'autre part pouvoir imaginer le monde après leur disparition.
Le pouvoir dominant dénie aux mouvements émancipateurs la possibilité de réfléchir. Les attaques viennent d'universitaires et d'experts –d'ailleurs souvent classés à gauche– qui se sont accaparés la connaissance. Nombre de «scientifiques» observent le monde dans leur bulle sans interroger l'utilité sociale de leurs travaux. Nous préférons fonctionner par réappropriations successives des savoirs. La théorie trouve un sens lorsqu'elle débouche sur des résistances et participe aux mouvements émancipateurs. La critique en vue de la transformation du quotidien est l'un des enjeux de la pensée.
Nos ennemis de classe présentent le capitalisme comme naturel. Pourtant, **ils s'appuient sur des groupes de réflexion**: les think-tanks dont la principale activité consiste à rédiger des textes d'experts dans d'obscures revues et à animer des conférences pour propager leurs idées au sein des élites. Serge Halimi explique: «La mondialisation fut aussi un long labeur intellectuel de construction de la "seule politique possible"». Leur dogme abrutit le peuple pour lui faire consommer toutes les saloperies qu'ils produisent en l'exploitant.
L'idéologie qu'ils développent considère la réflexion et les possibilités de son développement comme un danger. Ils les combattent en promouvant des valeurs qui s'y opposent: immédiateté, culte du corps, jeunisme, technophilie, compétition, repli sur sa sphère privée… Mais ils ont bien compris que les grands changements de société suivent et accompagnent les bouleversements théoriques.
Les capitalistes, des ultralibéraux aux sociaux-démocrates en passant par les gardiens du temple du savoir, universitaires et autres experts veulent nous empêcher de penser. **Le mouvement ouvrier, principalement dans sa composante libertaire a toujours accordé une place prépondérante à la connaissance et à la réflexion**, qu'elles passent par les livres, les journaux ou les discussions. Nous devons être capables, plus que jamais, d'articuler luttes sociales, construction d'alternatives, développement des savoirs et apports théoriques.

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros).

nom, prénom _____

adresse _____

_____

mail _____

téléphone _____

abonnement (10 euros) ☐

abonnement de soutien (20 euros) ☐

chèque à l'ordre de **Spipasso**
à renvoyer à **OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille**

Imprimeur
Les Établissements du ravin bleu
88, avenue Mozart
75016 Paris

Directeur de publication
Gildas GRIMAULT

Commission paritaire
En cours

Diffusion
Le journal est diffusé par la coopérative Co-Errances. Loin d'être une entreprise commerciale classique, celle-ci pose la diffusion de supports alternatifs comme un enjeu politique essentiel.

Co-errances,
45, rue d'Aubervilliers,
75018 Paris,
www.co-errances.org
contact@co-errances.org

Les articles d'Offensive ont été féminisés dans la mesure du possible. Lorsque, pour des raisons de temps, cela n'a pas été fait, les formulations générales sont à lire aussi bien au féminin qu'au masculin.

en bref ici

SOUS ASSISTANCE RESPIRATOIRE

L'oxygène va-t-il être bientôt coté en bourse? En tout cas, il y a de l'avenir de ce côté-là. Un récent rapport évalue que 9513 personnes de plus de 30 ans sont décédées en 2002 en raison de la pollution atmosphérique urbaine. Les particules fines provenant notamment des automobiles sont mises à l'index. Les décès prennent le plus souvent la forme de maladies cardio-vasculaires ou de cancers des poumons.
« Il n'y a rien de nouveau dans ce rapport, il ne fait que confirmer les études précédentes » a déclaré le ministre de l'Ecologie, Serge Lepeltier. Cela en dit long sur les changements auxquels nous devons nous attendre. Et puis, quand le ministre propose des solutions il ferait mieux de s'abstenir. Ainsi, il a proposé «une vraie piste» qui serait «de créer un moteur propre de marque française, un véhicule hybride, par exemple électricté-essence». Le ministère est déjà en contact à ce sujet avec les firmes Renault et Peugeot.
Cette déclaration est riche d'enseignements. Il faut une bagnole plus propre, mais il n'est jamais envisagé de voyager autrement: à vélo ou en transport en commun. Il n'est pas non plus imaginable de réfléchir autrement les déplacements. La place de la bagnole n'est pas remise en cause. Et surtout la place de l'industrie automobile: parce qu'il faut refléchir tout ça sous la bienveillance de Renault et Peugeot.

Radio libertaire sur le web

Depuis septembre 1981, les franciliens et les franciliennes peuvent écouter **Radio libertaire** sur leur poste de radio à la fréquence 89,4. Relais des luttes, présentation d'une pensée à contre-courant, espace pour la contre-culture, Radio libertaire est un **outil indispensable dans le paysage révolutionnaire francilien**. Depuis le début du printemps, il est possible pour ceux qui ont internet de l'écouter via ce média à l'adresse suivante : **http://www.propagande.org/temp/libertaire.m3u**. C'est un grand pas en avant pour la radio lui offrant une ouverture sur la France et l'international. Pour commencer à vous familiariser avec la grille des programmes, vous pouvez la retrouver sur **http://federation-anarchiste.org**.

L'INSÉCURITÉ AUGMENTE!

Les violences des forces de l'ordre sont en forte augmentation. La Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité a été saisie 70 fois en 2003 contre 40 fois en 2002 et 20 fois en 2001. Une hausse de 250% en deux ans, voilà le plus grand défi pour la baisse de l'insécurité du nouveau Ministre de l'Intérieur Philippe de Villepin. La commission nous apprend, par exemple, qu'en brûlant un feu rouge en bagnole, on peut se retrouver une semaine à l'hôpital!
Ces actes s'inscrivent dans un cadre répressif inquiétant lors des reconduites à la frontière. Deux sans-papiers sont décédés en 2003 «à la suite de gestes techniques d'intervention excessivement appuyés et prolongés». La commission est aussi « frappée par la fréquence statistique de personnes étrangères ou ayant des noms à consonance étrangère » parmi les victimes de violences policières. Bien évidemment, les syndicats policiers ont dénoncé «une polémique stérile ». Ils ont pourtant montré plus d'intérêt pour les chiffres de la délinquance par le passé!

Collectif libertaire de Touraine

L'union fait la force. Le collectif libertaire de Touraine réunit des orgas libertaires et des libertaires non-organisés tous les 15 jours. Le collectif permet de rendre plus visible et plus efficace les discours et pratiques libertaires. Il est investi notamment dans le bar associatif **«Un autre monde»** et organise régulièrement des débats. Ce travail se fait en collaboration avec d'autres groupes libertaires dans la région au sein du Collectif libertaire régional de Touraine.
Contact : 06 20 91 20 44

LE FESTIVAL FRAKA

Le printemps était agité à Grenoble avec la **6e édition du festival Fraka**. Le programme mêlait l'humour à l'originalité. Ainsi un **rassemblement de la «nostalgie militante»** à l'initiative de l'Amicale des anciens manifestants invitait «à une commémoration de toutes les manifs déjà faites avec concours de banderoles et slogans!». Il y était aussi organisé une **«guérilla jardinière»** pour désurbaniser notre quotidien en plantant des légumes en centre-ville... Et mille et une autres idées pour transformer nos vies...

BREST S'ENRAGE DEDANS

Keredern est «mis de côté», «on parle toujours de nous en mal». C'est ainsi que les habitants de Keredern, en périphérie de Brest, perçoivent leur quartier. Le festival «Enrageons-nous» à l'initiative d'un collectif d'associations a installé un **chapiteau au centre de la cité brestoise**. Pour la troisième édition, les enragés n'ont pas mis –volontairement– tous les atouts de leur côté en quittant le centre ville et les salles municipales. Le festival a essayé de décrocher les habitants du boulot-télé-dodo. Le collectif s'est même mis dans l'illégalité pour tisser des liens. Il a organisé des **petits dej' dans les cages d'escalier**, des rassemblements interdits depuis la loi LSQ des socialistes. Peu à peu, Keredern «où il ne se passe jamais rien», loin des centres de consommation et de loisirs, s'est mis à bouger. Même les tours se sont mises à danser lors du **concert vertical**. Une troupe de musiciens, plutôt que de jouer cloîtrée dans une salle polyvalente, est allée frapper à la porte des appartements pour monter sur les balcons. 400 personnes aux pieds des blocs de béton ou à leur fenêtre ont participé au spectacle.
Le plus dur commence pour les Enragé-e-s, c'est-à-dire réussir un travail politique sur la durée et surtout avec les habitants du quartier.

CASSONS LES MURS, TOUS LES MURS !

Début mai, à l'initiative notamment du **Collectif anti-expulsions (CAE)**, le chantier du centre de rétention de Palaiseau était occupé. Une cinquantaine de personnes a investi le chantier et une dizaine d'occupants s'était installée dans la grue avec vivres et couvertures. Les deux banderoles déployées indiquaient **« non aux centres de rétention », « non à toutes les prisons »**. Malheureusement, au bout d'une heure et demie, les occupants se sont fait évacuer du terrain. Les occupants de la grue auront, quant à eux, tenu onze heures avant que le RAID –aux grands maux les grands remèdes– ne les en déloge. Le projet lancé en 1996, maintenu par la gauche, n'a été revélé qu'en 2001 à la population. D'ailleurs, la campagne locale menée depuis trois ans, a permis de retarder le chantier pendant plus d'un an. Au début de cette année, l'État a tout de même ordonné le début du chantier (confié à Bouygues !). **Cette prison spéciale pour sans-papiers est devenu plus que nécessaire pour l'État-policier.** En effet, la loi Sarkozy fait passer la durée d'enfermement de 12 à 32 jours. L'occupation est la partie visible d'un travail réalisé depuis plusieurs mois par les antiprisons dans tout l'hexagone. En effet, plus de trente nouveaux lieux d'enfermement, et notamment de prisons, sont prévus. Il est encore temps de faire échec à ces chantiers comme à Rennes où des machines de construction avaient été endommagées (voir « Offensive » n°2). Reste que l'enjeu, s'il est sécuritaire, est aussi financier : la construction du centre de Palaiseau devant rapporter 10 millions d'euros à Bouygues.

Contact : 01 53 79 12 21

ACTION DIRECTE POUR LA LANGUE BRETONNE

Stourm Ar Brezhoneg (SAB) lutte pour le bilinguisme français/breton. Le groupe est né, au début des années 80, de la volonté de faire pression sur les politiques et l'administration française. Les militants pratiquent l'action directe en prenant notamment le symbole de la signalisation routière monolingue. Cela passe par le barbouillage des panneaux. Une première vague dans les années 80 a permis la mise en place d'une signalisation bilingue. Suite à l'absence de pression, la pose de panneaux bilingues ait tendance à disparaître ce qui a contraint SAB à reprendre du service. Les activistes ont plusieurs méthodes pour barbouiller les panneaux: cela va du jet de goudron ou de coaltar –plus efficace que la peinture–, aux œufs remplis de peinture à l'aide de seringue pour les cibles hautes, ou encore par le démontage de panneaux à l'aide d'une clef de 13! Toutefois, ces actions restent risquées et nécessitent la plus grande précaution. Régulièrement des militants sont jugés et risquent le plus souvent de la prison avec sursis, ce à quoi est ajouté le remboursement de panneaux. Malgré la répression, les résultats sont là. Pour les élus le calcul est simple: un panneau coûte plusieurs centaines d'euros. Lorsqu'il est détérioré une fois, deux fois, trois fois... il est plus économique d'installer des panneaux bilingues. La pression des militants de SAB a fait que certains départements mettent désormais systématiquement des panneaux en Breton.

ERNEST, LE HORS-LA-LOI

« Les accords sociaux sont sans cesse remis en cause par la loi, la rue et les juges » a déploré le président du Medef, Ernest-Antoine Seillière. Ah là là ! C'est terrible ces personnes qui expriment leur avis sur ce qui les regarde en manifestant. Et en plus, ils essaient de faire respecter le peu de droits qui leur reste. Ah, il est loin le temps d'un monde sans droit de grève ni code du travail... Une douce utopie désormais. Décidément, prolo partout, justice nulle part !

NE GARDONS PAS NOTRE LANGUE DANS NOTRE POCHE...

L'Europe se compose désormais de 20 langues officielles. La politique mensongère du « multilinguisme » ne tiendra plus. La langue de travail sera de toute évidence l'anglais. La domination de l'anglo-américain sur les autres langues officielles est à mettre en parallèle avec la domination des langues officielles sur les langues minoritaires. La France, qui a fini par signer la charte du droit des langues minoritaires, refuse de l'appliquer. Le conflit qui oppose l'état français aux écoles bretonnes, basques, corses et occitanes continue « parce qu'il n'y a qu'une langue qui est parlé en France, le français » ! La langue Espéranto se pose aussi en alternative linguistique. N'appartenant à aucun peuple, elle se veut langue auxiliaire. Ainsi, début mai, des partisans de l'Espéranto, des représentants des écoles bretonnes Diwan, des groupes de défense de langues minoritaires se sont retrouvés, lors de la journée de l'Europe, à Strasbourg, pour affirmer la diversité linguistique de l'Europe.

contact : http://europa-bunto.org

en bref

analyse LE SYSTÈME DE SANTÉ FRANÇAIS EST MIS À LA CASSE DEPUIS DES ANNÉES. CETTE GRANDE BRADERIE S'ACCÉLÈRE DE FAÇON NOTABLE DEPUIS QUELQUES MOIS. LES HÔPITAUX SERONT-ILS BIENTÔT EN VENTE ?

L'hôpital du capital

DROITE ET GAUCHE le répètent en cœur depuis des années: notre système de santé va mal. Gaspillage des dépenses de soin, lourdeur de la bureaucratie hospitalière et irresponsabilité du personnel soignant sont autant de faux arguments pour justifier la nécessité d'une refonte de la santé publique.
Loin de remettre en cause la logique libérale qui dégrade chaque jour un peu plus les conditions de travail et d'accueil dans les hôpitaux, la canicule de l'été 2003 a une fois de plus servi de prétexte pour justifier les réformes gouvernementales prévues ou en cours dans le domaine de la santé.

LA SANTÉ SOUMISE À LA LOI DU MARCHÉ!

Le plan Hôpital 2007 en est une des nombreuses illustrations. Lancé en 2002 par Mattei, il se situe dans la lignée des politiques précédentes. Sous couvert de responsabilisation des acteurs et actrices de la santé, et d'autonomie des établissements hospitaliers, les mesures appliquées par le gouvernement visent en fait à une remise en cause et à un démantèlement du service public. Premier axe de la réforme, la restructuration du fonctionnement interne des hôpitaux: leur organisation serait recentrée autour de pôles d'activité définis par les directions administratives et non par les praticienne-s. Cette mesure serait accompagnée par l'introduction du salaire au mérite et par la création de «conseils de politique générale» chargés de définir et de surveiller la politique médicale, mais surtout financière, des établissements.
Cet esprit ultra-libéral se retrouve sur le plan régional, avec la transformation prévue des agences régionales d'hospitalisation en agences régionales de santé. La mise en place des ARH, à partir de 1996, avait déjà pour but d'accroître la mainmise du gouvernement sur les hôpitaux, permettant notamment d'imposer par leur biais des restructurations ou des fermetures de services en passant outre l'avis des personnels et des usager-e-s. Ce pouvoir risque de s'accroître, puisque le plan prévoit de renforcer le rôle des directeurs d'ARH et d'élargir leur champ de compétences à des domaines comme la prise en charge de la vieillesse ou de la sécurité sanitaire.
Toutes ces mesures, que Mattei désignait pudiquement par l'expression «nouvelle gouvernance» visent en fait à transformer les hôpitaux en entreprises et à y pérenniser des méthodes de management empruntées au privé. La modification du financement autour de la tarification à l'activité va dans le même sens. Ce nouveau système, qui se substituerait aux enveloppes globales, permettrait d'allouer des budgets en fonction de la rentabilité des activités et donc d'introduire une concurrence entre les établissements hospitaliers. Soumis à cette logique de marché, les services peu ou non rentables seraient à terme condamnés, et les processus de fermeture de lits ou de services s'en trouveraient facilités.

> La notion de client-e se substitue progressivement à celle de patient-e

L'HÔPITAL SELON L'OMC

Cette politique de santé, prétendument adaptée à la situation sanitaire française, n'est en fait que l'application servile des directives de l'OMC relayées par le Medef. Les accords conclus en 1994 dans le cadre de l'AGCS (Accord général sur le commerce et les services) prévoyaient la mise en concurrence et la privatisation de services jugés essentiels comme la santé, l'éducation ou la culture, en les soumettant à la loi des marchés financiers au même titre que n'importe quelle autre entreprise. Le plan Hôpital 2007, tout comme la réforme programmée de la Sécu, n'en est qu'une des émanations. Les politiques de santé de ces dernières années, de gauche comme de droite, ont progressivement et innocemment préparé le terrain à un démantèlement des hôpitaux publics. Un des points

Manif des infirmier-e-s spécialisé-e-s le 6 février 2001 à Paris.

communs de toutes ces réformes est la part belle donnée au privé au détriment du public. Ainsi la loi Juppé de 1995 a permis aux médecins libéraux et aux cliniques privées d'utiliser les équipements onéreux comme les scanners et les IRM appartenant aux hôpitaux publics et donc financés par les contribuables. De même, les activités annexes, comme la prise en charge des repas servis ou des lits d'hôpitaux, ont progressivement été cédées à des entreprises privées comme Sodhexo, permettant ainsi aux gouvernements Juppé puis Jospin de privatiser des pans entiers du secteur hospitalier. Le plan actuel prévoit quant à lui de créer des structures communes entre privé et public, en augmentant la part des lits privés au sein des hôpitaux publics. La notion de client-e se substitue ainsi progressivement à celle de patient-e, et l'égalité d'accès aux soins est directement remise en cause par le gouvernement. Car tout en dépossédant les patient-e-s d'un service revenant à tous, les projets successifs ont également rendu la situation du personnel hospitalier plus précaire. Ainsi, les médecins et infirmier-e-s étranger-e-s employé-e-s dans les hôpitaux français ne bénéficient pas du même salaire et des mêmes droits que leurs collègues, leur situation reposant sur le droit du travail et le taux de rémunération de leur pays d'origine. En prétendant s'adapter à la situation économique actuelle, le gouvernement permet en fait au privé de transformer un service public en entreprise lucrative, tout en maintenant un financement public.

CONTRÔLE MÉDICAL, CONTRÔLE SOCIAL

Alors que 58 millions de cartes Vitales circulent en France, l'informatisation apparaît aujourd'hui comme un instrument privilégié de privatisation de l'assurance maladie. La première mouture de la carte Vitale, généralisée en 1999 mais expérimentée dès le milieu des années quatre-vingt, avait été initialement concue par Axalto, filiale de Schlumberger, avant que la gestion des cartes à puce ne soit confiée au réseau santé social de Cégetel (groupe Vivendi). La nouvelle carte Vitale devrait quant à elle bénéficier aux groupes Sagem (pour la conception des nouvelles cartes à puce), France Télécom et Atos Origin (nouveaux prestataires du réseau Sésame Vitale).
Il n'est donc pas étonnant de voir nombre d'informations contenues dans nos cartes augmenter d'année en année.
Renseignements administratifs, prescriptions et bientôt pathologies, antécédents médicaux et remarques des médecins, toutes ces données sont et seront gérées par des multinationales, sans réelles garanties de sécurité des systèmes informatiques.
L'informatisation de la Sécu remet directement en cause notre droit à l'anonymat, en permettant à des firmes privées d'utiliser des données confidentielles à des fins autres que sanitaires et sociales.
Elle apparaît également comme un instrument efficace de contrôle social et de répression. À peine nommé à la tête du ministère de la santé, Douste-Blazy annonce que des photos d'identité seront apposées sur chaque carte Vitale2 afin de lutter contre les fraudes. Dans la même optique, les actes médicaux non enregistrés sur les cartes ne devraient plus être remboursés. On peut pourtant s'interroger quant aux «abus et gaspillages» dénoncés par le gouvernement, quand on connaît les sommes faramineuses payées avec l'argent du public pour financer l'informatisation de l'assurance maladie. Tout comme la carte Navigo imposée par la RATP, la carte Vitale est en passe de devenir un des outils les plus discrets de flicage social et de privatisation des services publics, tout en engrangeant des profits énormes pour les multinationales dans le domaine de la santé.

QUAND LE GOUVERNEMENT ANESTHÉSIE LES USAGERS

Pas besoin d'attendre 2007 pour se rendre compte des conséquences désastreuses du capitalisme sur notre santé. Les politiques de ces dernières années, combinées à des mesures antiécologiques et antisociales, sont là pour nous le rappeler. En dix ans, plus de 70 000 lits ont été fermés. Le manque de
médecins et de personnel est aussi flagrant. Sans parler de l'augmentation du forfait hospitalier et du ticket modérateur... La politique de santé du gouvernement n'est pas fondée sur les besoins réels de la population mais sur un rationnement des soins. En poussant à l'émergence de grandes structures hospitalières bureaucratisées, particulièrement par le biais de fusions d'établissements au niveau départemental, les réformes successives (de la réforme Évin en 1991 à aujourd'hui) ont mis progressivement fin à un service hospitalier de proximité, tant sur le plan social que géographique. Et la prise en compte des problèmes sanitaires locaux diminue de jour en jour, puisque les plans successifs n'ont fait qu'accroître (volontairement) le fonctionnement pyramidal des établissements hospitaliers. Il est ainsi prévu que les conseils d'administration ne soient plus systématiquement présidés par les maires. Aux élu-e-s locaux-cales, déjà peu enclin-e-s à écouter la population, se substituent des directions administratives appliquant avec zèle les ordres du gouvernement. Quant aux usager-es qui souhaiteraient faire entendre leur voix, il leur faudra s'armer de patience pour réussir à déchiffrer le langage du gouvernement, tout en aphorismes et métaphores, et passer outre le corporatisme de certains syndicats faisant le minimum pour informer le public. Les mobilisations du secteur hospitalier contre le projet Mattei (repris depuis par Douste-Blazy) ont montré l'absence de perspective des syndicats majoritaires se bornant depuis longtemps à «gérer» les revendications du personnel hospitalier. Ce n'est qu'en passant outre la hiérarchisation du secteur hospitalier et en associant usager-e-s et personnel dans les prises de décision que l'on pourra proposer des pistes réellement alternatives et égalitaires de système de santé. **Aurélie**

L'INÉGALITÉ DES DROITS QUI PERSISTE ENTRE GOUINES, TRANS, PÉDÉS ET HÉTÉROSEXUEL-LE-S REVÈLE L'HOMOPHOBIE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE. REVENDIQUER L'ÉGALITE DES DROITS EST UN PRÉ-REQUIS POUR LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS FONDÉES SUR L'ORIENTATION SEXUELLE ET L'IDENTITÉ DE GENRE. UN PREMIER PAS VERS L'ABOLITION DES PRIVILÈGES (DU COUPLE, DU MARIAGE, DE L'HÉTÉROSEXUALITÉ) ?

Égalité des droits ou abolition des privilèges ?

LES GAIS, LES LESBIENNES ET LES TRANS font partie des rares catégories de citoyen-ne-s à être officiellement discriminé-e-s : en n'ayant pas accès au mariage, en ne pouvant accéder librement aux formes de parentalités qu'ils et elles souhaitent. En ne pouvant choisir le genre social qu'elles et ils veulent. Par ailleurs, le mariage est une institution sexiste et réactionnaire, dans une société où la famille est toujours « la cellule de base » et le couple une entité binaire et a priori fidèle. En tant que groupe de gouines et de pédés féministes non essentialistes, comment concilier ces deux points de vue ?

1. Lesbien, gai, bisexuel et transexuel (LGBT).

2. Procréation médicalement assistée.

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET ÉGALITE DES DROITS

Récapitulons les revendications des mouvements LGBT[1]. L'ouverture du mariage aux couples de même sexe et l'accès à l'adoption et à la PMA[2] quels que soient l'orientation sexuelle, l'identité de genre et le statut marital du, de la ou des demandeur-e-s. Le droit pour les trans, opéré-e-s ou non, de changer d'état civil et le respect de leur droit à choisir leurs médecins. La déclassification de la transexualité comme maladie mentale (« trouble grave de la personnalité ») dans le système de soins français. La mise en place de mesures éducatives et législatives de lutte contre l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie et le sexisme : prévention en milieu scolaire et pénalisation des propos discriminatoires.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ

Le Pacs a acté la reconnaissance du couple homosexuel, mais il a aussi confirmé l'absence d'égalité entre couple homosexuel et couple hétérosexuel (en n'ouvrant pas les mêmes droits qu'aux couples mariés). Les débats autour du Pacs ont volontairement éludé la question de la suprématie du couple et de la famille, question qui n'a pas été réouverte depuis. Parallèlement, les revendications d'améliorations du Pacs et de lutte contre les discriminations sont restées lettre morte. Dans cette indifférence législative, les insultes et agressions à l'encontre des trans, des gouines et des pédés, elles, continuent à bien se porter. Le 16 janvier dernier, l'agression particulièrement violente d'un homosexuel, brûlé vif dans le Pas-de-Calais, a été massivement relayée par les médias et a donné lieu à un large mouvement national de soutien et d'indignation. Dans un contexte international où de nombreux pays viennent d'ouvrir le mariage aux couples de même sexe (Belgique, Québec) et où d'autres en débattent (États-Unis, Espagne), les revendications ne pouvaient plus rester suppliantes et misérabilistes. Il n'était donc plus seulement question de grignoter telle ou telle réforme, mais de revendiquer l'égalité des droits, pré-requis de la lutte contre les discriminations.

ET LE FÉMINISME DANS TOUT ÇA?

Parmi les revendications d'égalité des droits, celle du mariage, parce qu'elle est l'institution pilier de l'hétéropatriarcat, a focalisé l'attention. Ce qui n'a pas été sans entraîner certaines réticences des féministes radicales – dont nous sommes – quant à l'opportunité de demander l'accès à une institution sexiste et rétrograde. Le mariage symbolise la domination des femmes par les hommes. Il est garant de tout ce que les féministes et les queer radicales combattent depuis des années : la famille, le couple, la filiation, la fidélité… Il s'agit donc d'adjoindre ces critiques aux revendications d'égalité des droits. Ou plus exactement de pousser la logique de l'égalité des droits jusqu'au bout. C'est-à-dire de revendiquer l'égalité des droits entre toutes les formes d'union, mais aussi entre ces formes d'union et le statut de célibataire. Bref, d'abolir les privilèges conférés aux couples et à la famille et de construire des droits sociaux qui ne dépendraient plus du statut matrimonial. Mais ces revendications « radicales » ne doivent pas passer à la trappe, une fois les premières étapes franchies.

REVENDICATIONS INTÉGRATIONNISTES?

Si revendiquer l'égalité des droits consiste à vouloir s'intégrer à l'ordre social dominant, très peu pour nous !
Les revendications sont complexes : elles correspondent à des aspirations d'intégration, mais viennent rappeler aux LGBT qu'ils ne sont pas des citoye-nne-s comme les autres, beaucoup semblant l'avoir oublié (et tout étant fait pour).
Il s'agit aussi de ne plus être défini-e uniquement par la négation : les gouines, les pédés et les trans sont celles qui « ne » peuvent avoir d'enfants, « ne » peuvent se marier, etc. Les hétérosexuels sont… les autres !

Revendiquer des droits n'implique pas forcément vouloir jouir de ces droits. Nous aussi on veut pouvoir se tromper. On veut pouvoir «faire le choix» de se marier pour les privilèges fiscaux ou autres avantages pratiques. On veut pouvoir choisir de ne pas se marier, de ne pas avoir d'enfants ou de garder le sexe social qu'on nous a attribué à la naissance sans nous demander notre avis.

TOUT, TOUT DE SUITE, MAINTENANT!

Ces revendications peuvent aussi bien dynamiter les institutions auxquelles elles prétendent accéder. Ou tout du moins les remettre en question. Les pays qui ont ouvert le mariage et la filiation aux LGBT n'ont sans doute pas remis en cause fondamentalement leur organisation sociale. Mais revendiquer aujourd'hui l'égalité totale des droits entre LGBT et hétérosexuelle-s remet, de fait, en cause la suprématie de l'hétérosexualité.

Tout dépend de la façon dont les revendications sont menées. Les désirs de reconnaissance sociale, de parentalité existent de fait. Ils ne sont pas assimilables tels quels par le contrat social. Ou plutôt ils sont assimilables par étapes, mais pas en bloc. Le contrat social est à l'image de la classe dominante. Elle peut l'aménager si elle peut mener des négociations sans y perdre son caractère dominant. Ce n'est visiblement pas le cas actuellement puisque, à de rares exceptions près, les politiques ne sont pas prêts à porter les revendications d'égalité des droits. Mener les revendications de front, selon nos exigences, c'est se réapproprier la critique du contrat social.

Le mariage est garant de tout ce que les féministes et les queers radicales combattent: la famille, le couple, la filiation, la fidélité...

ASSIGNATION A LA SUBVERSION

Les critiques que mènent à juste titre féministes et queers radicales deviennent paradoxalement les arguments fallacieux d'une gauche qui n'a pas le courage de pousser ces critiques jusqu'au bout. C'est-à-dire de défendre et l'égalité des droits et l'abolition du mariage. Selon elle, il ne serait pas opportun d'ouvrir aujourd'hui le mariage aux LGBT parce qu'il faudrait d'abord réformer cette institution poussiéreuse et ouvrir un «grand débat». Ce qui ne serait pas gênant si ladite réforme était imminente... Ce dont il est permis de douter alors même qu'il n'en a jamais été question à l'occasion du Pacs. Cette frilosité rappelle les arguments d'alors pour nous refuser une reconnaissance sociale, bien trop officielle pour nos identités si subversives.

ORDRE MORAL MENACÉ

La revendication d'égalité des droits est un bon révélateur de l'incompétence de la classe politique. Dès que les questions relatives à la sexualité entrent dans le champ du politique, elles sont reléguées au second plan. Ce n'est jamais le moment d'en débattre: «l'opinion publique n'est pas prête». Les opinions publiques, qui lorsqu'elles s'expriment semblent plutôt favorables, sont prises en otage par le manque de courage des politiques, qui les excluent de fait du débat.

Pourtant ce sont bien ces mêmes questions secondaires qui deviennent alors un enjeu fondamental pour la société. Parce que les lesbiennes jouissent sans bites, que les trans remettent en cause une illusoire et mythique division des sexes, que les pédés s'enculent et atteignent d'autres orgasmes que le seul orgasme pénien, elles et ils constituent une menace pour un ordre moral obsédé par sa propre perpétuation.

Accorder l'égalité des droits aux déviant-e-s remettrait donc en cause l'hétérosexualité, qui est incapable de se définir autrement que par la négative, selon le principe de «je ne suis pas gouine», «je ne suis pas pédé», etc. Et c'est bien là toute la force politique de la revendication!

ÉGALITE DES DROITS ET ABOLITION DES PRIVILÈGES

Les revendications d'égalité des droits entre lesbiennes, gais, bis, trans et hétéros sont aujourd'hui d'actualité. Et l'on peut difficilement se positionner contre. Cela reviendrait en effet à légitimer les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre: tant que les lesbiennes, les gays, les trans et les bis resteront des sous-citoyen-ne-s selon la loi, elles et ils continueront d'être insulté-e-s, stigmatisé-e-s et agressé-e-s...

La question de l'égalité des droits constitue un puissant levier politique, puisqu'elle fait réapparaître les crispations – soigneusement enfouies depuis les débats sur le Pacs – autour du mariage, de la filiation, de la «différence des sexes». Exiger en bloc l'égalité des droits et des politiques concrètes de luttes contre les discriminations, c'est provoquer un choc frontal avec le système politique.

Pendant que les politiques «ouvrent le débat», les hétérosexuels jouissent toujours de privilèges divers, notamment fiscaux, en détenant l'exclusivité du mariage. Pendant qu'ils condamnent la violence physique ou verbale que subissent les LGBT, leurs propos n'ont aucun prolongement concret: aucune mesure politique n'a été mise en place pour tenter d'enrayer les effets ou les causes du sexisme, de la lesbophobie, de la transphobie et de l'homophobie. Il est temps que la classe politique française prenne ses responsabilités et, au nom de l'égalité des droits, décide soit d'abolir le mariage et les privilèges qu'il institue, soit de l'ouvrir à tous-tes.

Revendiquer l'égalité des droits n'est pas pour nous une légitimation des droits en question, c'est exiger d'avoir des choix que l'on n'a pas. C'est un moyen d'interroger l'hétéropatriarcat, ce n'est pas une fin en soi. C'est un premier pas vers la remise en cause des privilèges (y compris celui de s'illusionner), réservés aujourd'hui aux seul-e-s hétérosexuel-le-s: un moyen de contester la suprématie de l'hétérosexualité.

Les Panthères Roses

LES PANTHÈRES ROSES SONT DES PÉDÉGOUINES

Aujourd'hui, les Panthères Roses sont lasses que les pédégouines soient vues comme exotiques ou comme des niches marketing, lasses qu'elles soient les oubliées de la gauche bien-pensante et les cibles de la droite réactionnaire.

Elles entendent donc systématiquement taper sur les doigts des hétéropenseurs, hétérocenseurs, hétéroppresseurs et autres hétéro-prosélytes. Elles mèneront cette lutte avec les acteurs du mouvement LGBT et avec les autres opprimé-e-s (femmes, drogué-e-s, putes, sans-papier-e-s, teufeur-e-s, salarié-e-s, etc.) pour contrer la domination du fric et de l'hétéronormâlité. Pour construire un monde qui prenne en compte les désirs et l'épanouissement collectif, plutôt que le droit du plus fort, la tranquillité et la sécurité, rejoins les Panthères Roses!

•pantheresroses@no-log.org
•http://pantheresroses.free.fr

EN FRANCE, NOUS ÉPROUVONS UNE TRÈS GRANDE DIFFICULTÉ POUR INTRODUIRE LA NOTION DE RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE DANS LES DÉBATS SOCIAUX ET, PAR LÀ MÊME, DANS LES LUTTES SOCIALES. QU'EN EST-IL DU TRAVAIL DES FEMMES DANS UNE PÉRIODE OÙ LES LUTTES SONT AXÉES SUR LE THÈME DE LA PRÉCARITÉ ?

Les femmes ont toujours travaillé **mais**…

IL SUFFIT D'ÉTUDIER un tant soit peu l'histoire pour voir que les femmes ont toujours travaillé, de la préhistoire à nos jours. Comme pour toutes les « minorités » du monde du travail (les jeunes, les immigré-e-s, etc.), le travail féminin a été invisibilisé pendant longtemps. Les études dans le domaine de la sociologie du travail, qui s'est emparée de ce thème depuis une quarantaine d'années, montrent pourtant bien les inégalités qui existent entre les femmes et les hommes dans le monde du travail.

Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire de nos sociétés, les femmes ont toujours travaillé, bien qu'elles ne soient rentrées en masse sur le marché du travail qu'à partir des années soixante. Il ne faut pas confondre travail et salariat. Quand on étudie le travail féminin, on ne peut pas faire l'impasse sur la place des femmes dans l'univers de la reproduction. L'opposition travail / hors travail ne tient plus si l'on considère que la sphère domestique est un lieu où se déroule un travail. Les lieux de la production et de la reproduction (l'activité professionnelle et la sphère domestique) sont donc des lieux de travail où les rapports sociaux entre les femmes et les hommes sont inégalitaires. Comment se structurent ces rapports ? Les femmes rentrent en masse sur le marché du travail dans les années soixante, en période de chômage pour la première fois dans l'histoire du salariat alors qu'avant, les femmes travaillaient principalement au cours de périodes d'expansion économique et de pénurie de main-d'œuvre. Malgré la crise qui a sévi dans les années quatre-vingt, les femmes ne sont pas rentrées « à la maison ». Dans les années soixante, les femmes représentaient 30 % de la population active contre 42,5 % en 1996. Deux tendances caractérisent la structuration des emplois depuis les années soixante, la salarisation et la tertiarisation du monde du travail (un boom de 40 à 70 % de la totalité des postes entre les années cinquante et les années soixante-dix). La forte augmentation de la salarisation est strictement parallèle à celle de l'emploi féminin. Ce sont donc les femmes qui, massivement, assurent le renouvellement et l'élargissement de la population active (les salarié-e-s et les personnes à la recherche d'un emploi, selon la définition de la Comptabilité nationale). Pendant ce temps, l'emploi masculin est stagnant ou décline, notamment dans l'industrie. Le développement rapide et massif du salariat féminin est accompagné de ce que l'on appelle une fixation dans l'activité. Cela veut dire que les femmes ne travaillent plus de manière sporadique mais de façon continue. Aujourd'hui, les femmes entre 25 et 49 ans restent dans la vie active, qu'elles aient des enfants ou non, qu'elles soient mariées ou non. C'est même dorénavant dans cette classe d'âge que l'on trouve les taux d'activité les plus élevés. La continuité de la vie professionnelle est devenue la norme dominante. On va donc vers une homogénéisation des activités féminine et masculine. Mais malgré quelques avancées, notamment l'accès à l'autonomie économique des femmes, les inégalités traditionnelles (comme les écarts entre les salaires féminins et masculins) persistent tandis que de nouvelles formes de ségrégation et de discrimination apparaissent. La domination masculine et celle du système capitaliste se renforcent l'une l'autre pour créer ce que l'on appelle la division sexuelle du travail.

LA DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL

Un des facteurs de la percée du travail féminin est la meilleure réussite scolaire des filles par rapport aux garçons. Mais les femmes sont pénalisées par la concentration dans des professions fortement féminisées et par le travail à temps partiel (en 1996, en Europe, 32 % des femmes travaillent à temps partiel contre 6 % des hommes). Le temps partiel est montré comme le signe que les femmes privilégient la vie familiale au détriment de la vie professionnelle. Il faut dire que, même quand elles travaillent, les femmes continuent à assumer la charge de la maison et des enfants. Malgré ce que l'on pourrait penser, le travail à temps partiel est plus répandu chez les jeunes et les plus de 50 ans, à des âges où on ne peut pas parler de conciliation entre les vies familiale et professionnelle. Il est communément admis que les femmes font le choix du travail à temps partiel. Peut-on vraiment parler de choix quand la majorité des postes proposés aux femmes sont à temps partiel ? S'il est clair que le temps partiel peut être une façon d'aménager le temps de travail, il peut être aussi une forme de sous-emploi flexible. L'emploi à temps partiel est par ailleurs souvent un emploi temporaire. Temps partiel rime donc fréquemment avec précarité. Pourtant, dans les professions exercées à mi-temps comme l'aide à domi-

Le Rajfire
(Réseau pour l'autonomie des femmes immigrées et réfugiées)

Le Rajfire est un réseau qui lutte contre les violences faites aux femmes sans papiers, demandeuses d'asile, migrantes en situation administrative précaire, etc. Ces femmes font face à de multiples problèmes notamment dans le domaine du travail. Elles sont obligées d'accepter des emplois non-déclarés (femmes de ménage, gardes d'enfants, soins aux personnes âgées, etc.).Même lorsque leur situation est régularisée, les compétences professionnelles que ces femmes ont acquises dans leur pays ne sont pas reconnues en France. Ce qui les amène à une déqualification, c'est-à-dire à avoir des emplois mal rémunérés et dépréciés sans rapport avec leurs compétences réelles. Le Rajfire combat tout cela et tient une permanence les 2e et 4e mardi du mois de 16h30 à 20h.

Rajfire
Maison des femmes
163 rue de Charenton, 75012 Paris
Tél. 01 44 75 51 27 • Fax 01 43 42 13
rajfire@wanadoo.fr
http://maisondesfemmes.free.fr/rajfire.htm

cile par exemple, on ne reconnaît pas les compétences des femmes. Celles-ci exercent une profession non qualifiée tout en utilisant des compétences acquises dans le travail domestique. Si les patrons les embauchent à cause de ces compétences, celles-ci ne sont pas valorisées.

Les disparités femmes-hommes sur le marché du travail ne se limitent pas aux inégalités professionnelles récurrentes que sont les inégalités de salaires (23% d'écart entre les salaires féminins et masculins en France en 1994) ou l'accès à des postes à responsabilité (10% des hommes sont cadres ou dirigeants contre 6% des femmes). Comme le dit très bien Margaret Maruani, « les disparités se retrouvent de façon centrale lorsque l'on aborde les situations d'emploi, c'est-à-dire d'accès et de retrait du marché du travail »[1]. Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage s'établit à 9,8% pour les hommes contre 12,8% pour les femmes. Le problème n'est pas seulement quantitatif car le chômage des femmes est plus durable et plus permanent, moins visible et plus toléré (puisque l'on considère toujours le salaire féminin comme un salaire d'appoint, tant pis pour les femmes qui ne sont pas en couple!). On parle alors de sur-chômage féminin et cela nous amène à nous interroger sur l'ensemble des situations de non-emploi. La frontière entre chômage et inactivité, par exemple, semble mouvante. Quelle différence entre chômage découragé et inactivité contrainte ? Est-ce que les inactives ont choisi de ne pas travailler ou ont-elles fini par se résigner après des années de chômage. Les politiques familialistes incitent d'ailleurs les femmes à rester à la maison. Si l'on prend l'exemple de l'allocation parentale d'éducation (APE), les bénéficiaires étaient majoritairement des femmes de milieu modeste, pour la plupart en situation de chômage ou de précarité (un tiers d'entre elles). L'APE a ainsi rayé des listes du chômage des dizaines de milliers de femmes qui sont devenues inactives. Ceci n'est pas valable uniquement pour les femmes, la préretraite est également une des formes d'exclusion du monde du travail, une bonne façon de faire baisser les chiffres du chômage.

LA PLACE DES FEMMES DANS LES LUTTES SOCIALES

L'accès à l'emploi, on l'a vu, ne se fait pas de la même façon selon que l'on est un homme ou une femme. Les femmes sont confrontées plus souvent que les hommes au sous-emploi, au chômage, à la précarité, à l'inactivité, etc. Dans la lutte menée par les intermittents et intermittentes, des revendications spécifiquement féminines ont émergé. Le gouvernement avait pondu une loi discriminatoire envers les femmes intermittentes. En effet, sous prétexte de promotion de l'égalité hommes-femmes, on ne fait aucune distinction entre les unes et les autres. C'est également très fréquent si l'on considère les différentes mesures prises dans les entreprises. Mais les situations étant déjà complètement inégales, ne pas faire de distinction revient à pénaliser les femmes. Les intermittentes exerçant des métiers physiques comme celui de camerawoman se seraient vu contraintes d'arrêter de travailler bien avant le délai légal et donc sans indemnités. Le mouvement des intermittents a heureusement réussi à faire plier le gouvernement sur ce point. En espérant que leur réflexion collective sur la place de la culture dans la société soit également entendue...

Dans les autres luttes sociales de ces derniers mois, on n'a pas vu les femmes participer en masse que ce soit au moment du mouvement sur les retraites ou sur la lutte contre le Pare et le RMA en cours actuellement dans l'Hexagone. Les femmes vont être les premières touchées par le problème des retraites puisqu'elles sont plus touchées par le chômage et l'inactivité. Ce sont elles qui fournissent le plus grand nombre de travailleurs pauvres et autres précaires. Pourquoi ces femmes ne descendent pas dans la rue pour défendre leurs droits aux côtés des hommes ? Le fait que le mouvement féministe n'ait jamais été aussi minoritaire depuis le point culminant que furent les années soixante-dix ne doit pas être sans conséquence. Les idées féministes ne font apparemment plus recette et nombreux sont ceux, et malheureusement celles, qui remettent en cause la lutte des femmes pour leur libération et l'égalité femmes-hommes. L'idéologie selon laquelle « si l'on détruit le capitalisme, tous les problèmes seront réglés » a de beaux jours devant elle. Pourtant, on l'a vu, les différentes dominations ne se contentent pas de se juxtaposer, sans influence les unes sur les autres. Au contraire, elles se renforcent, se combinent et se multiplient. La variable sexe, combinée à l'âge, à la nationalité et à l'appartenance sociale fait des ravages dans le monde du travail et dans bien d'autres domaines. S'il est tout à fait compréhensible que la lutte anti-sexiste ne soit pas la priorité de tout un chacun-e, il me semble qu'il faut conjuguer les luttes et faire tomber nos ennemis communs : le capitalisme, le patriarcat, le système raciste, l'impérialisme, etc. Ce n'est qu'en luttant ensemble et en analysant les imbrications de tous les types de dominations et d'exploitations entre les différents systèmes que nous arriverons à une vraie libération des individus, hommes et femmes. C'est à chacun-e d'entre nous de se battre pour que cesse cette hiérarchisation des luttes et pour faire connaître les analyses-clés qui permettent de combattre collectivement les systèmes qui nous oppriment.

La Noireaude

premières touchées par le chômage et les problèmes de retraite

1. Les données chiffrées ainsi qu'une grande partie de l'analyse du travail féminin sont tirées de son excellent ouvrage « Travail et emploi des femmes », éd. La Découverte (Repères), 2000.

A LIRE

Marie-Paule Dousset
Au boulot les filles !
Éd. Seuil, 2004

DÉTRUIRE LA PUB

LA PUBLICITÉ FORMATE LES CONSCIENCES ET GANGRÈNE L'ESPACE PUBLIC. DE MULTIPLES MOUVEMENTS SPONTANÉS SONT APPARUS POUR COMBATTRE LE TOTALITARISME TENTACULAIRE DE LA PROPAGANDE CONSUMÉRISTE. ANATOMIE D'UN AVATAR DU CAPITALISME.

CHAQUE JOUR DANS LE MÉTRO, la rue, les médias, sur les routes, nous recevons en moyenne 2500 messages publicitaires[1]. Cette agression peut paraître anodine pour certain-e-s, elle est pourtant redoutablement efficace. Les annonceurs y consacrent plus de 24 milliards d'euros par an.
Vous pensez que la pub est une forme d'art ? C'est avant tout une propagande marchande. Si les publicitaires font dans le beau, le rigolo ou le nouveau, c'est seulement pour vous faire mettre la main au porte-monnaie. Enfermé-e-s sous terre, ballotté-e-s dans les wagons, nous, usager-ère-s du métro, promeneur-euse-s ou chaland-e-s, sommes à la merci de l'avalanche d'affiches qui couvrent les couloirs, les quais, les bus, les rues, etc. Les publicitaires profitent de notre passivité pour nous imposer des images, des idées et des désirs que nous ne choisissons pas, et dont le seul message est : pour exister, il faut consommer, acheter !
Les rengaines les plus réactionnaires sont ainsi chaque jour rebattues : la pub montre un monde formaté où le bonheur peut s'acheter (sic), où les rôles sexués (sexistes !) sont nettement tranchés (aux femmes-objets érotiques s'opposent les hommes virils et volontaires), où la couleur de peau vire à un blanc tristement uniforme (sauf pour les produits à base de noix de coco !), où les seules personnes âgées sont montrées comme atteintes d'un mal à éradiquer (pour la pub : vieillesse = laideur = abandon = mort).

ESPACE PUBLIC OU ESPACE SOUMIS ?

Il est impossible d'éviter la pub qui « orne » les murs du métro, et plus largement tout l'espace public ainsi privatisé. Or ces images nous agressent en nous disant quoi penser, quoi rêver, comment se comporter et nous imposent une image de nous-même dévalorisée. Alors que sévit toujours une loi (datant de 1942, donc de Pétain) qui sanctionne la distribution de tracts dans le métro, les publicitaires, eux, envahissent l'espace. Le règne sans partage de la marchandise sur nos vies est le fer de lance d'un ordre sécuritaire grandissant.
La liberté d'expression n'est pas tolérée : elle se paye ou se fait réprimer si elle déborde des cadres définis par l'État et les entreprises. Ainsi en est-il des personnes qui ont voulu exprimer leur refus de la pub. Résultat : une poignée d'entre elles sont attaquées en justice par Métrobus (filiale du groupe Publicis) et la RATP pour dégradation d'espaces publicitaires dans le métro.
Et si c'était la pub qui dégradait nos relations sociales, nos aspirations, et plus largement nos vies ? La publicité (tout comme le déploiement sécuritaire) pervertit l'espace public. Celui-ci devient une zone de contrôle et de consommation alors qu'il devrait être un lieu de vie collective, de création et de libre expression.
Nous refusons de nous laisser endoctriner passivement par des représentations capitalistes, sexistes, racistes, âgistes, homophobes, anti-écologiques et mortifères.
Nous voulons des espaces libérés de toute publicité. Nous soutenons et appelons à soutenir toutes les personnes qui résistent à la propagande publicitaire.

1. Ignacio Ramonet, « La pieuvre publicitaire », « Le monde diplomatique », mai 2001.

A LIRE

François Brune
Le bonheur conforme
Éd. Gallimard, 1985.
Ouvrage mythique, réédité depuis sa première parution en 1981, qui a sonné l'avènement de l'ère antipub.

François Brune
De l'idéologie, aujourd'hui
Éd. Parangon, 2004.
Un recueil d'analyses brillantes du système publicitaire et consumériste.

Naomi Klein
No logo
Éd. Actes Sud, 2000.
Un pavé édifiant sur le poids des marques.

Florence Amalou,
Le livre noir de la pub
Éd. Stock, 2001.
Beaucoup de chiffres et peu d'analyses de fond. Un panorama néanmoins appréciable par son ampleur.

Dominique Quessada
La société de consommation de soi
Éd. Verticales, 1999.
Une description minutieuse du nouvel ordre consumériste des consciences.

Paul Ariès
Putain de ta marque !
Éd. Golias, 2003.
Un tour d'horizon édifiant des ravages de la pub.

SEMAINE du 23 au 29 avril 2004 ANTI-PUB

LA SEMAINE précédent le procès des antipubs a été riche en action. **Le Collectif contre le publisexisme, Dignité, la Fédération anarchiste, Offensive libertaire et sociale, Résistance à l'agression publicitaire, le Réseau pour l'abolition des transports payants** et **Collectif de soutien aux 62 inculpé-e-s** ont organisé à Paris une semaine d'actions contre la pub : happening pour prier les divinités consumeristes, actions pour la liberté d'expression et de circulation, remplacement de publicités par des infos antipub...
LORS DE CETTE SEMAINE D'ACTION NATIONALE ANTIPUB :
À TOULOUSE, le **Collectif féministe libertaire** s'est mobilisé contre le publisexisme dans deux supermarchés.
À MONTPELLIER, une neuvième action d'emballage antipub a été menée.
À ROUEN, les **Moutons moutardes** et leurs allié-e-s de circonstance ont une fois de plus libéré la ville des pubs qui la gangrénaient.
À TOURS, une semaine antipub (concomitante à la « Semaine sans télé ») s'est déroulée peu après.

Le mouvement antipub ne cède pas devant la répression et continue à s'organiser tout en se politisant. Poursuivons l'offensive...
semaineantipub@no-log.org

DOSSIER

L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE

« Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain, le moulin à vapeur vous donnera la société avec le capitaliste industriel », écrivait déjà Marx dans sa « Misère de la philosophie ». **La technique n'est pas, contrairement à ce que l'on nous rabâche chaque jour, un phénomène neutre et contrôlé**. D'une part elle induit des valeurs, des comportements, et donc des fonctionnements sociaux ; d'autre part elle échappe souvent au contrôle des humains qui l'ont développée initialement. L'apparition de la technique est concomitante de celle de l'être humain : les deux naissent simultanément. **Elle n'est donc pas le pur produit de l'humain, mais ce qui le définit aussi.** Dès lors, son emprise sur nos sociétés est déterminante. **À un certain système technique correspondra une forme particulière d'organisation sociale. À** l'état actuel des technologies correspond la forme contemporaine du capitalisme mondialisé. La technique, en lien avec la science moderne, forme un système qui nous dissout un peu plus chaque jour. Bien que l'ère atomique, et avec elle la possibilité d'un anéantissement de l'humanité, soit largement entamée, **l'emprise technologique va toujours grandissante**.

La technique n'est ni neutre, ni maîtrisée sur le long terme. Tout comme les dimensions politiques, économiques ou sexuelles de nos sociétés nous déterminent, sont mises en causes et bouleversées par nos luttes, la part technique grandissante de nos vies doit être interpellée, questionnée et battue en brèche pour que le péril technologique conjugué au péril écologique nous guettant soit refoulé. **Au côté des luttes anticapitalistes, antipatriarcales, antiautoritaires… doit se mener un combat antitechnicien pour faire reculer l'emprise technoscientifique sur nos vies**.

ON CROIT SOUVENT QU'UN OUTIL (OU UN SYSTÈME TECHNIQUE) N'EST JAMAIS BON OU MAUVAIS EN SOI, MAIS QUE SA QUALITÉ DÉPEND DE L'USAGE QUE L'ON EN FAIT : BÉNÉFIQUE SI SON USAGE EST MESURÉ ET RÉFLÉCHI, MALÉFIQUE DANS LE CAS CONTRAIRE. POURTANT, L'HISTOIRE MONTRE BIEN QU'À LA FAUCILLE CORRESPOND LA SOCIÉTÉ FÉODALE ET À LA MOISSONNEUSE-BATTEUSE L'EXPLOITATION INDUSTRIELLE ET CAPITALISTE. UNE TECHNIQUE N'EST JAMAIS NEUTRE.

LE **MYTHE** DE LA NEUTRALITÉ

ON ENTEND PARFOIS DIRE que l'apparition de l'être humain serait celle du langage, de l'intelligence, du savoir, de l'art... André Leroi-Gourhan[1] fait remonter cette apparition à celle de la technique : l'émergence de l'être humain est concomitante de celle de la technique. Pour Leroi-Gourhan, si les animaux ont des atouts naturels (griffes, crocs, fourrure...), les attributs de l'humanité sont naturellement techniques. Cette histoire remonte selon lui au redressement des hominidés sur deux pattes, leur libérant les mains, ouvrant ainsi la voie à la manipulation des objets. L'organe premier de l'intelligence serait donc les mains. Pour parler en ses termes, la technique serait une véritable exsudation du corps humain: l'outil serait une excroissance naturelle de l'être humain, un prolongement direct de son corps. C'est aussi pour cela que Leroi-Gourhan lie apparition du langage et apparition de la technique : l'être humain « fabrique des outils concrets et des symboles [...], les uns et les autres recourant dans le cerveau au même équipement fondamental [...]. Le langage et l'outil sont l'expression de la même propriété de l'homme. » Cela revient à dire que l'être humain est dans son essence même technicien, qu'il est naturellement technique. On peut alors parler « de transduction » entre l'être humain et la technique. Ce mot étrange ne signifie rien d'autre qu'une relation de co-construction, de co-évolution[2]. L'être humain fait exister et définit la technique ; à l'inverse, la technique produit l'être humain, le fait advenir comme tel, et détermine son existence. L'existence humaine est technique et la technique est par essence humaine.

> La technique produit l'être humain, le fait advenir comme tel

LA TECHNIQUE N'EST PAS NEUTRE

Si l'on comprend aisément comment la technique est une production humaine, on peut s'interroger sur la façon dont la technique produit l'être humain. Avec ou sans voiture, avec ou sans perceuse, l'être humain est tel qu'il est, il ne change apparemment pas. Pourtant, n'importe quel outil induit de lui-même une certaine utilisation. Ainsi, le marteau, par son apparence, va déjà pousser à être tenu par le manche, sans quoi il n'est pas stable. Plus encore, le fusil implique la possibilité de tirer sur quelqu'un, de blesser et de tuer. On peut évidemment vouloir se servir de la crosse pour casser des noix, mais il est clair que globalement, l'existence même du fusil induit une utilisation guerrière. Mais certaines techniques n'induisent pas seulement des types d'action, elles peuvent aussi engendrer de nouvelles organisations sociales, créer des modes de pensée inédits ou modifier fondamentalement les potentialités humaines. Un exemple flagrant est celui de l'écriture. L'apparition en Mésopotamie de la première forme d'écriture, le cunéiforme, est rendue nécessaire par l'organisation agraire des civilisations du Tigre et de l'Euphrate. Ces sociétés sédentaires et profondément agricoles ont besoin de pouvoir comptabiliser leurs stocks et les idéogrammes de l'écriture cunéiforme leur permet cet exploit. Ces premières formes d'écritures étaient de simples techniques permettant de dresser des inventaires sous forme de listes destinées à la récolte des taxes. L'apparition de l'écriture et de la taxation sont donc simultanées.

Ce que cet événement inaugure n'est rien d'autre que la possibilité d'un nouveau mode de pensée, que Jack Goody a nommé la Raison graphique[3]. L'écriture induit l'utilisation de la liste qui est un mode de représentation du monde propre aux cultures écrites. Pour nous, toute chose fait ou ne fait pas partie d'un ensemble listé et fini (une pomme de terre est un légume, pas un véhicule). Ainsi, nos capacités d'abstraction sont induites par la connaissance de l'écriture. Aleksandr Luria[4] montre que les civilisations non-lettrées n'ont pas la capacité d'utiliser le raisonnement syllogistique[5] car elles ne maîtrisent pas la notion de formule. Ainsi, des opérations de pensée qui nous semblent évidentes et naturelles, comme le classement selon un tableau à double-entrée, ne sont pas possibles avant l'apparition de l'écriture. La preuve en est que lorsque l'on veut parler d'un tableau, il faut en passer par l'explication orale de l'organisation spatiale du tableau sur le papier : on ne peut pas reproduire les raisonnements écrits identiquement à l'oral. C'est l'appréhension même du monde qui est modifiée par la maîtrise de la technique de l'écriture. Là où les cultures non-écrites et panthéistes voient un tout, les cultures écrites, chrétiennes par exemple, fonctionnent par dichotomie et classification. L'écriture a induit de nouveaux modes de pensée (et d'organisation sociale).

Certains auteurs en viennent ainsi à défendre l'idée que notre époque verrait l'avènement d'une nouvelle forme de rationalité : la Raison computationnelle, issue de notre civilisation numérique. L'informatique induirait un nouveau mode de rapport au monde, le lien hypertextuel, un nouveau mode d'accès et d'organisation du savoir, etc. Si la culture écrite était fondée sur la liste et le tableau, la nouvelle forme impliquée par les techniques numériques serait le réseau. D'où une approche radicalement différente de la réalité.

LA TECHNIQUE CRÉE UN MONDE COMMUN

Par ailleurs, l'outil est aussi le réceptacle d'un savoir humain déposé et sédimenté dans l'objet. Les premiers silex, les bifaces, portaient en eux-mêmes la trace de leur construction, du savoir-faire qui présidait à leur élaboration : les marques et entailles issues de leur fabrication étaient une forme de mémoire extériorisée des humains du Paléolithique. Tout objet technique porte ainsi en lui-même la trace de sa fabri-

1. André Leroi-Gourhan, « Le geste et la parole, t.1 : Technique et langage », 1964, « t.2 : La mémoire et les rythmes », 1965, Éd. Albin Michel.

2. La meilleure représentation de la relation de transduction est tout simplement une flèche à double sens, chacun des termes définissant et produisant l'autre.

3. Jack Goody, « La Raison graphique », Éd. de Minuit (Le sens commun), 1979.

4. Aleksandr Romanovich Luria, « Cognitive Development. Its Cultural and Social Foundations », Harvard University Press, 1976.

5. Un syllogisme est raisonnement de la forme de type si A implique B et B implique C alors A implique C.

6. Bernard Stiegler, « Aimer, s'aimer, nous aimer », Éd. Galilée, 2003.

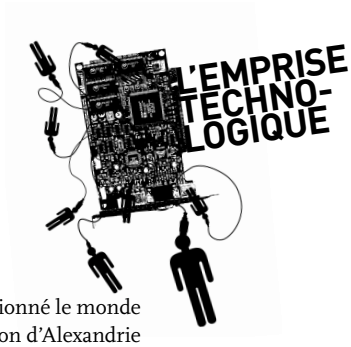
7. Les départements français ont été délimités à l'origine pour qu'une journée de cheval soit la durée maximum d'un voyage pour rejoindre n'importe quel point du département depuis la préfecture. De la même façon, au Moyen Âge, on vivait uniquement au rythme du soleil, et les journées étaient donc plus longues en été qu'en hiver.

8. Paul Virilio, « Cybermonde, la politique du pire », Éd. Textuel, 1996.

9. Bernard Stiegler, op. cit., p. 33.

10. Cornélius Castoriadis, « Encyclopedia Universalis », art. « Technique ».

11. Cela lui permettait de réaliser un mécanisme ouvrant automatiquement les portes d'un temple lorsque l'on faisait du feu dans une vasque prévue à cet effet. Le feu actionnait une machine à vapeur camouflée, qui ouvrait les portes miraculeusement, sous les yeux émerveillés des fidèles de la divinité. Bruno Jacomy, « Une histoire des techniques », Éd. Seuil (Sciences), 1990.



cation et de son usage : il est une mémoire de l'espèce humaine. Si cela nous semble évident pour les livres, les disques ou les ordinateurs, la moindre fourchette est elle aussi le témoin muet d'une certaine forme de pratique sociale alimentaire : elle est faite pour piquer les aliments (à la différence des baguettes). On peut ainsi parler de mnémo-technologies.

Plus généralement, si toute société est formée par un « nous » commun fantasmatique, ce qui préside à la formation de ce « nous » est un processus d'adoption, très largement technique. Comme l'explique très bien Bernard Stiegler[6], pour s'imaginer français ou allemand, il faut adhérer à une fiction qui consiste à fantasmer un passé et un territoire communs. Je n'ai aucun moyen de savoir si mes ancêtres sont véritablement gaulois, cependant, l'important est que cette fiction crée du sens et du lien, qu'elle fasse exister un « nous ». Cela ne veut absolument pas dire que l'État-nation soit le seul ni même le meilleur mode de création d'un « nous » commun, mais simplement que tout groupe n'existe que par la fiction d'un temps et d'un espace partagés : d'une calendarité et d'une cardinalité communes. Ces deux barbarismes signifient simplement que l'organisation d'une société dépend largement de sa capacité à disposer de repères homogènes dans le temps et dans l'espace : d'un calendrier et d'un système cardinal assimilés et partagés par toute personne appartenant au groupe. Ainsi, lorsque l'on voyage, et que l'on est incapable de lire les cartes, les panneaux indicateurs ou les noms des rues du lieu où l'on se trouve, on se sent irrémédiablement étranger.

Or, cette calendarité et cette cardinalité sont très largement constituées par le système technique. Si les transports – tout comme l'éclairage ou la production alimentaire – ont toujours conditionnés l'organisation spatiale et temporelle des sociétés[7], la nôtre voit ses limites sans cesse modifiées par l'accroissement de la vitesse : « la vitesse change la vision du monde », comme le dit Paul Virilio[8]. La question est bien celle des technologies de l'adoption, qui définissent nos modes d'appréhension du monde, nos repères dans le temps et dans l'espace, et qui sont aujourd'hui accaparées par le complexe médiatico-industriel : « ce qui organise la calendarité n'est plus local, ni familial, ni national, ni religieux, car ce n'est plus un "nous" : c'est le grand système télévisuel de consommation »[9]. Ainsi, le système technique dominant dans une société va induire une certaine forme d'organisation temporelle et spatiale : une forme déterminée d'organisation sociale. Par exemple, on sait bien que la première révolution industrielle a généré, par les techniques mêmes qu'elle a fait naître, une nouvelle société fondée sur des rapports de production très éloignés de ceux qui préexistaient à l'industrialisation de la machine à vapeur. Cornélius Castoriadis analyse ainsi : « s'il était vrai qu'"au moulin à eau correspond la société féodale, et au moulin à vapeur la société bourgeoise", comme l'écrivait Marx, à la centrale nucléaire, à l'ordinateur et aux satellites artificiels correspondrait alors la forme présente du capitalisme américain et mondial, et l'on ne voit ni comment ni pourquoi on pourrait ériger là-dessus une autre "superstructure" politique et sociale. »[10]

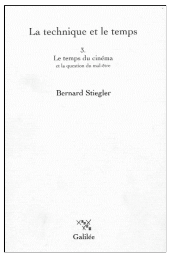
TECHNIQUE ET SOCIÉTÉ

Pourtant, la technique ne dirige pas entièrement la société. Car pour qu'une société soit capable d'accueillir un certain type d'innovation technique en son sein, il faut qu'elle dispose des infrastructures sociales adaptées. L'invention seule ne suffit jamais. On a pour habitude de faire de Denis Papin l'inventeur de la machine à vapeur qui a révolutionné le monde moderne, mais il faut savoir que le grec Héron d'Alexandrie avait déjà conçu une telle machine presque deux millénaires auparavant[11]. Mais si le concept de machine à vapeur existait, son intégration à la société antique n'était pas possible : les grecs ne disposaient ni de la fonte, ni de grandes plaques de tôles. Ces simples questions de matériaux non-reproductibles en série empêchaient l'existence sociale de la machine à vapeur dans le monde antique. Par ailleurs, si l'on a souvent tendance à croire que la découverte scientifique précède l'innovation technique, ce n'est là qu'une simple particularité des dernières décennies de nos sociétés modernes. Toute l'histoire des sociétés humaines montre bien que l'apparition d'une technique précède très largement l'explication scientifique de son fonctionnement.

Si la société doit être capable d'accueillir une technique pour que celle-ci se développe, cela ne signifie pas pour autant que nous avons le libre choix de déterminer ce qui créera notre monde commun. La télévision en est un exemple typique. Personne n'a jamais décidé clairement de créer autour de cet objet un culte le promulguant au rang de troisième activité humaine après le sommeil et le travail. Pourtant, cet objet a bel et bien produit une société atomisée matériellement, grégaire et formatée intellectuellement.

Si la technique est, en tant que phénomène, consubstantielle à l'humain, qu'elle le détermine autant qu'il la détermine, cela ne signifie pas qu'il faille en faire la seule question à analyser ou le seul terrain sur lequel lutter, mais revient simplement à dire qu'il faut penser la dimension technique de nos sociétés au même titre que la dimension politique, économique ou sexuelle. L'économique n'est pas en soi facteur d'aliénation, mais certains systèmes économiques (tel le capitalisme) le sont. La technique n'est pas en elle-même aliénation. Mais l'organisation technicienne, spectaculaire et techno-scientifique de la société contemporaine est le socle sur lequel s'érige un monde commun fait de dépendance, d'oppression et d'instrumentalisation. Pirouli

A LIRE



Bernard Stiegler
La technique et le temps
5 tomes
T.1 La faute d'Epiméthée•1994, T.2 La désorientation•1996, T.3 Le temps du cinéma et la question du mal-être•2001, T.4 et T.5 à paraître
Éd. Galilée

LA SOCIÉTÉ DU TÉLÉPHONE PORTABLE

Le téléphone portable s'est introduit en Occident avec une rapidité surprenante, confirmant ainsi les théories de la « révolution technologique permanente » qui animerait nos sociétés. À la fin 2003, selon l'ART, près de 70% de la population en possède un ! Loin d'être un simple gadget sans conséquence, le téléphone portable modifie profondément les relations humaines. Car la disponibilité permanente tant vantée par les opérateurs de téléphonie mobile a cependant son revers. D'une part, il existe sans doute des risques pour la santé (les leucémies à répétition déclarées à proximité des antennes-relais en sont un indice fort, et le gouvernement a même publié un rapport pour s'en dédouaner...). Mais surtout, si la gestion du temps, des déplacements et des rendez-vous se trouve ainsi modifiée (« on s'appelle pour se retrouver »), une barrière de plus entre la vie privée et la vie professionnelle peut sauter. Dans le salariat précaire contemporain, la disponibilité permanente est une condition sine qua non du fonctionnement en flux tendu des marchandises, services et capitaux. Le portable ne permet pas seulement de retrouver son ami-e perdu-e dans la foule, il sert aussi les évolutions capitalistes contemporaines d'une société fondée sur la vitesse, l'immédiateté, la superficialité et l'absurdité.

DOSSIER

ET SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

BERTRAND LOUART, RÉDACTEUR ET ÉDITEUR DE LA REVUE «NOTES ET MORCEAUX CHOISIS: BULLETIN CRITIQUE DES SCIENCES, DES TECHNOLOGIES ET DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE», NOUS A FAIT PARVENIR CE TEXTE, ÉCRIT EN AVRIL DERNIER, SYNTHÉTISANT UNE PARTIE DE SES ANALYSES SUR LA TECHNIQUE.

LA TECHNIQUE EST UN ÉLÉMENT omniprésent et inséparable de la condition humaine. Par exemple, tenir une fourchette ou des baguettes demande une certaine habileté que l'on peut qualifier de technique: «ensemble de procédés employés pour produire une œuvre ou obtenir un résultat déterminé» (*Le Robert*). De même un dessinateur ou un peintre utilise certaines techniques afin d'exprimer à sa manière, de faire partager des sentiments, des émotions, un ensemble d'impressions subjectives. La technique n'est donc pas employée qu'à des fins strictement utilitaires et fonctionnelles. Il est ainsi possible de juger, de discuter, de critiquer, de s'opposer et même de refuser certaines techniques, et pas seulement pour des raisons d'efficacité ou de manque d'efficacité; mais en tout cas, cela n'a aucun sens d'être contre la technique, pas plus que d'être contre la gravitation ou le temps qu'il fait (malgré le changement climatique...).

Les techniques ont pris plusieurs formes que l'on peut regrouper selon leur origine historique, des plus simples aux plus élaborées:

• **Les techniques empiriques**, qui désignent de manière très large ce qui concerne les arts et les métiers depuis le néolithique jusqu'aux environs du XVIIIe siècle; c'est-à-dire l'ensemble des procédés, des outils et des quelques machines simples qui ont été découverts par hasard ou spontanément et mis au point par essais successifs par les paysans, les artisans, les prêtres et les guerriers.

• **Les techniques méthodiques**, qui depuis la Renaissance et l'usage systématique de la méthode scientifique dans l'étude et la connaissance de la nature ont permis de mieux maîtriser les propriétés de la matière et par là de comprendre les ressorts des techniques empiriques. Il y eu également des réalisations de technique méthodique durant l'Antiquité (machines de guerre, aqueducs, etc.), mais même jusqu'au XVIIIe siècle, elles restèrent ponctuelles et limitées à des besoins très spécifiques. Ce n'est qu'avec la révolution industrielle au XIXe siècle que cette forme de technique est développée de manière systématique par les scientifiques et les ingénieurs, c'est-à-dire à la fois comme système économique et technique avec le capitalisme industriel et son machinisme, qui restent pour l'essentiel l'extension à une plus grande échelle des procédés des métiers ou de certains processus naturels.

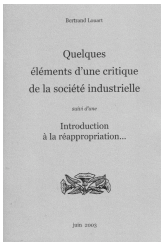
• **La technologie**, le système technique qui nous occupe aujourd'hui, se développe sur cette base, dans les différentes branches de l'industrie, aux environs de la Seconde Guerre mondiale. La guerre a été, comme à son habitude, un puissant catalyseur qui a permis à différents éléments technico-scientifiques épars de se cristalliser et de s'articuler en un tout, dès le début relativement cohérent, y compris au niveau idéologique. Outre la chimie de synthèse, qui est la base de très nombreuses applications, transformations et créations de matériaux ou substances (créés pour un usage ou des propriétés spécifiques), sont apparues à la même époque l'électronique et les bases de l'informatique et des télécommunications, la cybernétique et les bases de l'automatisation, les antibiotiques et les bases de la biologie moléculaire, les fusées et les bases de l'aéronautique moderne, et enfin le symbole par excellence de ce complexe technologique: la bombe atomique et les bases de l'industrie nucléaire.

Ce système technique est radicalement différent de celui, empirique et traditionnel, des arts et métiers ou de celui, méthodique et machinique, du capitalisme industriel. Même si elle est fondée sur les procédés industriels, la technologie est le pur produit d'une alliance entre des connaissances scientifiques très pointues et une maîtrise technique très fine issue d'analyses et d'études purement quantitatives et abstraites – ne faisant intervenir aucun savoir-faire empirique et ne laissant place à aucune subjectivité – qui permettent la réalisation d'une machinerie qui effectue des travaux, produit des matériaux et des biens qu'aucun être humain ne pourrait autrement réaliser. Et de ce fait, ce qui caractérise toutes ces technologies de manière récurrente, c'est que les matériaux, les produits ou les machines qu'elles engendrent tendent à remplacer et à se substituer aux matériaux naturels, aux produits de l'activité sociale ou au travail humain en cherchant à réaliser la forme parfaite et singulière, absolue, d'une propriété, d'un bien ou d'une fonction.

L'illustration la plus flagrante de cela est évidement la bombe atomique: elle est la destruction sous sa forme absolue; en cas de guerre nucléaire, il ne resterait rien de l'humanité et plus grand chose de la planète. L'énergie atomique est l'énergie sous sa forme absolue, directement issue de la désintégration de la matière, qui selon ses promoteurs dans les années cin-

1. Conférence «La société de l'avenir», 1987, in «L'âge de l'ersatz», Éd. de l'EdN, 1996.

A LIRE



Bertrand Louart **Quelques éléments d'une critique de la société industrielle**, Notes et morceaux choisis, 2003.

quante (mais encore aujourd'hui avec le réacteur à fusion ITER) devait être propre, sûre, abondante, inépuisable et par conséquent gratuite. La chimie de synthèse et maintenant les biotechnologies ont créé des substances et des êtres vivants jamais vus sous le soleil; défoliants, herbicides, plantes tueuses et stériles, la guerre au vivant se poursuit sur d'autres champs de bataille. Ces produits sont mis au point hors du contexte où ils vont être employés, pour des propriétés spécifiques et dont on connaîtra les effets sur l'homme et la nature lorsqu'il sera trop tard et que leur dissémination aura été irréversiblement effectuée. Ainsi, dans tous les secteurs de la production, l'activité humaine est complètement dévalorisée, les savoir-faire sont anéantis, les impératifs économiques et techniques dictent aux hommes leur comportement et à la société sa forme : voilà ce qu'est la société industrielle.

On dira que je dresse un tableau exagérément sombre des technologies développées ces cinquante dernières années, et qu'elles nous ont tout de même aussi amené quelque «progrès». Peut-être. En attendant, c'est pourtant d'un prix très lourd, non seulement en nuisances mais aussi en destruction des capacités humaines et des possibilités sociales, que nous le payons – et que nous n'avons pas fini de le payer...

On dira aussi que tout cela n'est que l'effet de l'usage capitaliste de toutes ces merveilles technologiques, et qu'en me focalisant sur la critique de ces techniques j'en oublie de critiquer le système économique qui en dévoie l'usage par sa recherche effrénée du profit. Et enfin, on ajoutera que le principal moyen de libérer l'être humain du travail réside dans l'automatisation des tâches productives... et que cette critique est donc belle et bien réactionnaire. Je n'oublie pas le capitalisme. Il me semble plutôt que ce sont les critiques du capitalisme qui ont un peu négligé d'examiner l'origine historique et les circonstances politiques d'apparition de la technologie et qui semblent avoir du mal à comprendre en quoi l'envahissement de la vie quotidienne et de la vie sociale par les machines et leurs produits contribue au maintien de ce système et à la faiblesse des mouvement sociaux. Partout, en effet, on se plaint des conséquences de la modernisation dans le même temps que l'on réclame des solutions techniques aux problèmes humains et sociaux; alors que c'est justement cette fuite en avant qui renforce les causes et accroît les effets combinés de tous ces problèmes.

La technologie n'est que la matérialisation du projet politique né avec les totalitarismes du XXe siècle, qui sont eux-mêmes issus des contradictions du capitalisme. Ce projet est très simple : il s'agit de transformer le monde, et donc l'homme et la nature, en une immense accumulation de choses, de ressources gérables et manipulables à volonté de manière à en faire la matière des marchandises. Ainsi, tous les problèmes politiques et sociaux peuvent être réduits à des problèmes économiques et techniques. Tout devient beaucoup plus simple : on ne se demande plus pourquoi on a besoin d'autant d'énergie, de transport ou d'éducation, mais comment en produire, en distribuer et en vendre toujours plus. Quant aux nuisances, aux maladies et problèmes sociaux que génère cette conception mortifère de la vie, elles ouvrent de nouveaux marchés et apportent donc des «opportunités de croissance». Où est le problème ?

L'automation de la production est un mythe pernicieux, car on ne voit pas que, pour la réaliser, on reconduit et on porte même à son paroxysme cette conception mortifère. On oublie que les machines, les plus perfectionnées soient-elles, ne peuvent manipuler que des choses selon des rapports déterminés et que le monde n'est pas (ou du moins pas encore) une immense accumulation d'objets inertes et morts, mais bien un ensemble de choses et d'êtres qui ont entre eux des rapports vivants. Les valeurs et les critères qui nous font apprécier quelque chose, qui nous dirigent dans la construction de notre environnement et dans l'élaboration de notre existence ne sont pas, ou plutôt ne devraient pas être d'ordre exclusivement économiques et techniques. C'est donc l'automatisation qui est réactionnaire par l'appauvrissement, la dépossession et l'aliénation qu'elle engendre et qui privent tout le monde des conditions et des capacités de prendre ses propres affaires en mains.

Les problèmes politiques et sociaux sont réduits à des problèmes économiques et techniques

L'être humain ne sera pas libéré par les machines, mais par lui-même, par une organisation sociale radicalement différente où la contrainte et la nécessité ne seront plus les ressorts de la production. Comme le disait William Morris: «Prenez la peine et transformez-la en plaisir. Telle est, je n'en démordrai pas, la clé du bonheur.» [1].

Les machines peuvent utilement assister l'activité humaine, mais pas la remplacer sinon elles risquent finalement de la déterminer. Certaines techniques et machines ne sont donc pas compatibles avec le projet d'émancipation parce qu'elles portent atteinte, par les nécessités propres de leur fonctionnement, à l'autonomie des humains et de leur communauté. L'organisation économique et technique qu'implique l'usage des machines ne doit pas devenir démesurée, c'est-à-dire empiéter sur l'organisation sociale et politique de ceux qui les emploient. Un équilibre est à trouver que seul pourra déterminer une expérimentation sociale, à partir d'une réappropriation des arts, des sciences et des métiers dont le but est de créer de manière consciente et unitaire les conditions d'une existence libre et autonome.

Bertrand Louart

AGIR

STOP NOGENT
La centrale nucléaire la plus proche de Paris est à Nogent-sur-Seine (à 95 km). Un accident entraînerait l'évacuation de l'Île-de-France ! Le collectif propose un bulletin régulier d'information sur la centrale, qui de plus est l'une des plus vétustes du parc nucléaire français.
Stop Nogent
c/o Nature et progrès
49, rue Raspail
93100 Montreuil
http://membre.lycos.fr/stnogent

ARRÊT IMMÉDIAT DU NUCLÉAIRE
EPR, rallongement de vie des centrales : malgré ses absurdités, la pieuvre nucléaire se porte bien. Des cercles de lobbying luttent mais sans remettre en question la société qui a construit cette situation. Pour lutter en dehors de ces logiques, des libertaires s'organisent en région parisienne.
antinucleaire@no-log.org
Au niveau hexagonal, existe une coordination de groupes anti-nucléaires radicaux.
Stop nucléaire
c/o Librairie La Gryffe
5, rue Sébastien Gryphe
69007 Lyon

DOSSIER

EN 1986, L'INTRODUCTION DANS LES USINES DU CONTRÔLE INFORMATIQUE EST DÉJÀ DÉNONCÉ PAR DAVID NOBLE, QUI PROLONGE AINSI LE DÉBAT CLASSIQUE SUR LES DANGERS DE L'AUTOMATISATION DES USINES POUR LE TRAVAIL OUVRIER. IL EST ÉTONNANT DE VOIR COMBIEN LES TRAVAUX DE SOCIOLOGUES CONTEMPORAINS, TELS STÉPHANE BEAUD ET MICHEL PIALOUX[1], CONFIRMENT CE QUE DÉNONÇAIT ALORS DAVID NOBLE DANS « FORCES OF PRODUCTION » : L'INFORMATISATION DE LA PRODUCTION DÉPOSSÈDE LES OUVRIER-E-S DE LA MAÎTRISE DE LEUR TEMPS ET DE LEURS OUTILS. PLUTÔT QUE DE CONTRÔLER CES DERNIERS, ILS LEURS SONT ASSERVIS.

LE CONTRÔLE NUMÉRIQUE

Extrait de David Noble, « Forces of production », Oxford University Press, 1986, pp. 231-232.

PLUS QU'UN SIMPLE accroissement des capacités industrielles, les technologies de contrôle numérique semblaient offrir aux directions patronales plusieurs perspectives d'avenir. Premièrement, elle leur promettait un meilleur contrôle de la production, tout en réduisant leur dépendance à la main-d'œuvre salariée. En rendant possible la séparation de la conception d'avec sa réalisation, et de la programmation d'avec son application par une machine, les technologies de contrôle numérique semblaient promettre la disparition programmée des prises de décision des ouvrier-e-s et de la prise en compte de leurs avis dans les ateliers. Ainsi cette partie « intellectuelle » dans le processus de production pouvait dorénavant être accaparée par les directions, les ingénieurs et les programmateurs, et enfermée dans les bureaux. Une fois les décisions prises et les standards de fabrication et de production établis, des ordres détaillés seraient envoyés aux ateliers, non seulement aux personnes y travaillant, par le biais de plannings et autres, mais aussi directement aux machines, grâce au contrôle télématique. En bref, le contrôle numérique permettait aux directions patronales d'atteindre par la technique des objectifs envisagés jusqu'alors sous l'angle de l'organisation du travail. Le consultant en entreprise Peter Drucker observait ainsi que « ce que l'on nomme aujourd'hui automatisation est sur le plan conceptuel une extension logique des méthodes de management scientifiques pensées par Taylor. [...] Il préconisait, pour une meilleur productivité, de séparer le "faire" du "planifier". [...] Une fois les opérations pensées pour être appliquées mécaniquement et organisées en conséquence [...], elles devraient pouvoir être exécutées par des machines plutôt que par des mains humaines. » En encodant les exigences patronales sur bande et en les entrant directement dans les machines, le timing de chaque opération ne serait pas décidé par les opérateurs mais par la bande, permettant ainsi de sortir du dilemme récurrent auquel Taylor était confronté, la productivité disciplinaire ou l'improductivité tranquille. Le patronat pouvait ainsi dicter en détail non seulement ce qui serait fait et comment, mais aussi combien de temps cela mettrait. Dorénavant, les machinistes employé-e-s dans les ateliers deviendraient de simples pions soumis à leurs machines comme leurs frères et sœurs dans les chaînes de montage, contrôlé-e-s par des machines aussi bien que par des contremaîtres.

ÉLIMINATION DES REBELLES

Deuxièmement, avec une « intelligence de production » intégrée au préalable dans la machine ou ajoutée ensuite directement par la direction, les compétences des machinistes ne seraient désormais plus nécessaires. Le contrôle numérique semblait rendre possible l'élimination complète des ouvrier-e-s spécialisé-e-s, de loin les travailleurs-ses les plus rebelles (du point de vue patronal), et les piliers de l'activisme syndical dans les industries de la métallurgie. Ces travailleurs-ses seraient remplacé-e-s par des ouvrier-e-s semi-qualifié-e-s et plus dociles chargé-e-s d'appuyer sur des boutons, c'est-à-dire par des personnes moins enclines à contester l'autorité patronale. On espérait qu'une telle « réduction de compétence » signifierait aussi une diminution notable des qualifications requises et une dépréciation définitive de l'échelonnement salarial, c'est-à-dire un abaissement des coûts, directs et indirects, du travail. Enfin, puisque les machines contrôlées numériquement étaient vraisemblablement plus productives que les machines traditionnelles et réduisaient ainsi les frais généraux, leur introduction dans les usines permettrait de réduire le nombre de personnes employées par heure, donc, de diminuer les coûts directs du travail, les gratifications annexes, les taux de syndicalisation, et alors d'amoindrir le pouvoir ouvrier.

Le contrôle numérique [...] a été une innovation plutôt coûteuse et économiquement incertaine. Mais, de même que les innovations précédemment introduites pour « soulager » la main-d'œuvre et permettre au patronat un meilleur contrôle de la production, ce n'est pas le marché mais l'État qui l'a financé, aux frais du contribuable. De plus, ce ne sont pas ceux qui avaient à y gagner mais ceux qui avaient à y perdre qui ont supporté le plus les coûts engagés pour l'occasion, parce que les hommes et femmes destiné-e-s à être sacrifié-e-s sur l'autel de « l'inéluctable changement » ont doublement payé de leur peine – d'abord avec leurs impôts, ensuite avec leur pouvoir salarial, leurs qualifications, leurs emplois, leurs salaires, et leur dignité. Mais, tout comme les innovations précédentes, le changement annoncé par l'avènement du contrôle numérique fut lent. Cette technologie coûteuse et incertaine fut introduite petit à petit, et ce pendant une période de forte croissance économique et industrielle qui servit à masquer ses graves, mais prévisibles, conséquences.

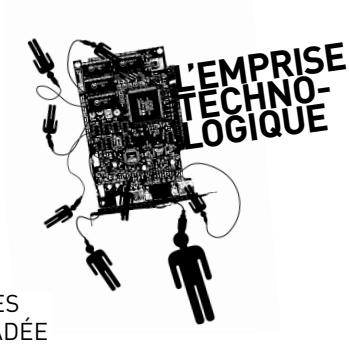
Traduit de l'anglais par Aurélie

1. Stéphane Beaud et Michel Pialoux, « Retour sur la condition ouvrière », Ed. Fayard, 1998.

LES LUDDITES UNE RÉSISTANCE À L'INDUSTRIALISATION

Les « luddites » britanniques (communautés de tisseurs), au début du XIXe siècle, se sont attaqués aux machines et aux usines nouvellement introduites par des entrepreneurs capitalistes. Sans idéaliser la révolte de la communauté luddite, cette lutte est assez emblématique des conséquences de l'industrialisation des métiers. La machine a été une occasion de passer d'un système communautaire, fondé sur une économie domestique, sur le droit coutumier, sur la réciprocité et l'entraide à l'intérieur du village, vers un système fondé sur l'échange marchand et le salariat. La lutte des luddites était conservatrice mais elle constitue un des rares mouvements de résistance à l'industrialisation.

L'IMPÉRIALISME TECHNOLOGIQUE



LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE VERS LES PAYS DU SUD EST LOURD DE CONSÉQUENCES SUR LES RAPPORTS NÉOCOLONIAUX QUE NOUS ENTRETENONS AVEC CES PAYS. PERSUADÉE QUE LA VOIE QU'EMPRUNTENT LES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES EST LA MOINS PIRE VOIRE LA MEILLEURE, L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DÉTRUIT LES SOCIÉTÉS ALLOGÈNES.

LA SOLIDARITÉ envers les pays du Sud ne peut pas faire l'impasse d'une critique radicale de notre société, et donc du rôle d'un développement fondé sur le progrès technique.
Dans le mythe technologique, le progrès technique n'est pas discutable, il est nécessaire. L'idéologie de l'aide au développement se confine souvent au mythe du progrès (sanitaire ou agraire, généralement). Leur retard technologique rendrait les peuples du Sud arriérés. L'économiste Rostow a fait l'unanimité durant des années sur l'idée que le développement se faisait par quatre étapes successives. La première était que les sociétés traditionnelles étaient « fondées sur la science et la technologie prénewtoniennes et sur des attitudes prénewtoniennes à l'égard du monde physique ». Bref, il faut connaître la science et le progrès technique pour espérer se développer ! Cette idée est bien naïve. Le développement n'est pas une question d'ignorance mais de choix. Levi-Strauss prenait la métaphore d'un train qui va dans une direction pour décrire les sociétés non-occidentales. Quand on croise un autre train, on peut avoir l'impression qu'il recule, en fait il va dans une autre direction. Si les pays capitalistes développent toutes sortes de technologies, les sociétés non occidentales ne font pas obligatoirement ce choix. Cela ne signifie pas qu'elles sont en retard.

UN SAVOIR INDISCUTABLE

Dans le mythe technologique, le progrès technique s'impose sur tous les autres savoirs. Les organisations – paragouvernementales ou de solidarité internationale– aiment d'ailleurs résumer leur action par cette devise: « plutôt que de donner un sac de riz à quelqu'un, mieux vaut lui apprendre à planter du riz ». Comme si les pauvres habitant-e-s du Sud avaient attendu les blancs pour cultiver du riz. Quelle ignorance! Les famines au XXe siècle ne sont pas liées à des problèmes de production, mais à des guerres et autres enjeux géopolitiques, dans lesquels les occidentaux sont largement impliqués. Mais, forte de ce dicton, une organisation internationale, plutôt que d'offrir des bouteilles d'eau au Bangladesh, a décidé de creuser des puits en profondeur. Elle n'a pas écouté les habitant-e-s qui parlaient d'« eau du diable ». Résultat, l'eau est remontée à la surface. Les habitant-e-s l'ont bue. Mais ils-elles ont été empoisonné-e-s à l'arsenic dilué dans « l'eau du diable ! »

BON PAR NATURE

Dans le mythe technologique, le progrès technique est par nature bon. Qui plus est, l'introduction de nouvelles technologies, même les plus anodines, a des impacts inestimables sur le fonctionnement des sociétés. On a l'exemple d'âmes charitables du Nord qui installèrent une pompe à eau au centre d'un village africain. Finis les longs kilomètres à pied. Pourtant, les femmes qui allaient chercher l'eau ont vite délaissé cette merveille de la science. Cet apport technique signifiait pour elles la fin des discussions en se rendant au puits, la fin de la présence d'un espace de liberté, de résistance au patriarcat. Les effets de l'arrivée d'une technologie ne sont pas mesurables. « Mais, combien ses effets sont plus redoutables lorsqu'elle est brusquement implantée dans un milieu étranger, et qu'elle y apparaît dans toute sa puissance du premier coup ! », précisait Jacques Ellul.

RÉSORBER LA PAUVRETÉ

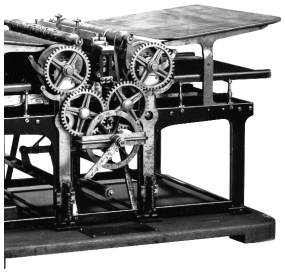
Dans le mythe technologique, le progrès technique va résorber la pauvreté. Dans le débat qui oppose les anti et pro-OGM, leurs pourfendeurs clament que l'introduction d'une agriculture génétiquement modifiée permettrait de nourrir la planète. En fait, nous produisons déjà une fois et demie la quantité d'aliments nécessaires pour nourrir la planète. Ainsi, l'Inde dont une grande partie de la population est confrontée au problème de la faim, disposait en 2003 de 40 millions de tonnes de surplus alimentaires. La faim est avant tout un problème de redistribution des richesses. **Gildas**

POUR DES SEMENCES PAYSANNES

Les OGM font perdurer un système agronomique fondé sur l'homogénéisation des semences et la course à la production. En France, s'est constitué, en 2003, un réseau intitulé : « Réseau Semence Paysanne ». Ce réseau veut réhabiliter la sélection, la conservation et l'échange des semences par les paysans. Le but est d'augmenter l'autonomie des agriculteurs. Actuellement, en France, les agriculteurs sont obligés d'acheter des semences industrielles, « distinctes, homogènes, stables », inscrites au catalogue. La systématisation de ces variétés dites « à haut rendement » – appauvrit les ressources génétiques mondiales. Or, la biodiversité est la seule vraie garante de la sécurité alimentaire. Le Réseau réclame le droit de produire collectivement des variétés adaptées à la diversité des terroirs et des systèmes agraires. Cette rupture est d'autant plus dure que l'agro-business impose, par contrat, aux « agriculteurs-salariés » un type de semence, un type de production. Il s'agit donc d'une vraie alternative.
Réseau Semence Paysanne
C/o Hélène Zaharia Cazalens
81600 Brens Tél. : 05 63 41 72 86
semencepaysanne@wanadoo.fr

DOSSIER

SELON JACQUES ELLUL, LA TECHNIQUE NE PEUT SE RÉSUMER À LA MACHINE. DÉFINIE PAR SA RECHERCHE RATIONNELLE DE L'EFFICACITÉ, LA TECHNIQUE ENVAHIT TOUTES LES ACTIVITÉS HUMAINES ET EN DEVIENT AUTONOME. L'ANALYSE DU PHÉNOMÈNE TECHNIQUE FAITE PAR ELLUL EN 1954 DANS SON LIVRE « LA TECHNIQUE OU L'ENJEU DU SIÈCLE » EST UNE GRILLE DE LECTURE ESSENTIELLE ET TOUJOURS PERTINENTE POUR COMPRENDRE LA DOMINATION DE LA TECHNIQUE ET LA COMBATTRE.



L'ENJEU DU SIÈCLE ?

LA DÉFINITION FAITE par Jacques Ellul de la technique est particulière et beaucoup plus étendue que ce que l'on entend habituellement par « technique ».

On pense spontanément à la machine lorsque l'on parle de technique. C'est une erreur, pense Ellul, fondée sur le fait que la machine est la forme la plus évidente, la plus massive, la plus impressionnante de la technique. C'est aussi la forme historique de la technique. Pourtant, la machine ne représente plus la principale forme de la technique. La technique assume la totalité des activités de l'humain et pas seulement son activité productrice (la comptabilité, l'éducation, le journalisme, le sport, etc.).

Le phénomène technique ou système technicien

Il faut distinguer l'opération technique et le phénomène technique. L'opération technique recouvre tout travail fait avec une certaine méthode pour atteindre un résultat. Ce peut être une opération aussi simple que de couper du bois ou aussi compliquée que la construction d'une fusée. La complexité des techniques modernes est amplifiée par l'usage du savoir scientifique qui rend leur compréhension plus difficile mais il n'y a pas de différence de nature entre une technique complexe et une technique simple. Ce qui identifie les techniques, ce n'est pas leur complexité mais leur efficacité (mais pas forcément en terme de recherche de rendement financier). Les techniques sportives ont d'autres motivations que la rentabilité financière. De même, dans la technique policière, l'efficacité se mesure par rapport au règne de l'ordre.

Le phénomène technique possède deux valeurs ajoutées par rapport à l'opération technique : une double intervention de la raison et de la conscience. La rationalité permet à la fois une recherche méthodique des nouvelles techniques et une évaluation des techniques existantes en vue d'améliorer leur efficacité. La prise de conscience fait apparaître clairement les avantages de la technique, ce que l'on peut faire avec elle dans un domaine particulier mais aussi des possibilités d'extension à d'autres domaines. Cela produit une extension rapide et presque universelle de la technique. Cette double intervention dans le monde technique produit le phénomène technique qui peut se résumer par « la recherche du meilleur moyen dans tous les domaines » (« the one best way »). Le phénomène technique est donc « la préoccupation de l'immense majorité des hommes de notre temps, de rechercher en toutes choses la méthode absolument la plus efficace ». Ce phénomène s'étend à tous les domaines: cela va du fait de se raser au fait d'organiser le débarquement en Normandie. Il y a une technique de l'amitié comme il y a une technique de la natation.

A LIRE

Jacques Ellul,
La technique ou l'enjeu du siècle
Éd. Economica, 2001.

la technique trouve des solutions techniques à des problèmes qu'elle a elle-même engendrés

La technique telle que nous venons de la définir comporte plusieurs caractères. Premièrement : il faut du chiffrable. Pour sortir de « la subjectivité et de l'arbitraire », il faut pouvoir mesurer les grandeurs, les comparer: comment voulez-vous prendre en compte la fatigue d'un ouvrier sans être la proie du subjectif ? Il faut une méthode pour mesurer la fatigue, à partir de la biochimie, des statistiques, etc. Deuxième grand principe: l'automatisme (« the one best way »). « L'homme ne maîtrise pas la technique : elle s'auto-accroît en suivant sa propre logique ». C'est le fait que l'orientation et le choix technique se fait de lui-même. Quand toute méthode se fonde sur des mesures, il n'y a pas à proprement parler de choix ; entre trois et quatre: quatre est plus grand que trois. Cela ne dépend de personne. La décision quant à la technique est exactement la même, il n'y a pas de choix entre deux techniques : l'une s'impose fatalement parce que ses résultats se comptent, se mesurent, se voient indiscutablement. Cela a pour conséquence d'éliminer le non-technique, qui laisse une place au hasard, à l'irrationnel, au subjectif. Troisième caractère: l'unicité de la technique. « La technique n'est ni bonne ni mauvaise ». Son application induit des conséquences néfastes **et** bénéfiques. Il serait illusoire de vouloir séparer les deux aspects pour ne retenir que les bons côtés et ceci pour la simple et bonne raison que « ce qui est technique, sans distinction de bien ou de mal, s'applique quand on l'a entre les mains ». Ainsi, de la bombe atomique, on a dit que « puisque c'était possible, c'était obligatoire ».

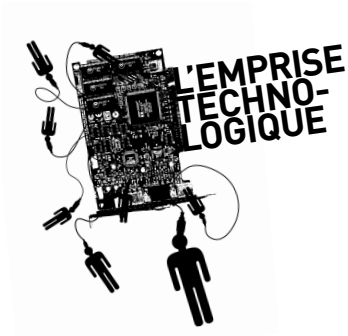
Enfin, « la technique est vouée par nécessité et par nature à l'universel ». Il ne peut en être autrement puisqu'elle dépend d'une science elle-même universelle et parce qu'elle devient le langage universel. Il n'y a pas besoin de se parler pour piloter ensemble un avion : des gestes, les appareils de commande suffiront. Les techniques ont tendance à uniformiser les civilisations.

LA SOCIÉTÉ TECHNICIENNE

Ellul définit trois secteurs d'application de la technique, en fonction de leurs objets : la technique économique (production-distribution) ; la technique de l'organisation qui concerne les masses (entreprises, États) ; la technique de l'humain (qui devient un objet de la technique).

Les techniques économiques

Au sein des techniques économiques, une catégorie a un rôle fondamental : les techniques de constatation. La statistique, la comptabilité, les modélisations, les sondages, permettent d'identifier, de mesurer et de suivre l'évolution des grandeurs macro-économiques (PIB, coût de l'énergie, taux de chômage,



natalité, etc.). Les techniciens peuvent alors suivre de très près l'activité économique. Mais ces techniques sont-elles de simples techniques de constatation, de la pure connaissance ? Il était évident qu'avec une telle connaissance, les techniciens n'allaient pas s'arrêter en si bon chemin. On a bientôt pu établir des lois économiques, simuler, anticiper l'évolution des grandeurs, mettant au jour des déviations par rapport à des normes («le normal»). À ce stade, ce qui démangeait nos techniciens, c'était de pouvoir intervenir sur la réalité, en montrant aux États comment intervenir sur l'économie, en pointant du doigt les phénomènes « hors norme ».
Comme pour les autres techniques, le développement d'une technique économique poussée ne rend plus possible la démocratie. L'aristocratie technicienne détient des secrets que le peuple ne peut plus percer. Les décisions des électeurs et même des élus sont simplistes, incohérentes, inadmissibles techniquement. Il est illusoire de croire que l'on peut concilier la technique économique avec un contrôle démocratique à la base.

Les techniques et l'État

La conjonction entre la technique et l'État n'est pas un fait neutre : « La technique renforce l'État qui renforce la technique». L'amélioration des techniques policières, des techniques de propagande, des techniques administratives permettent d'accroître l'efficacité de l'État, de mettre de l'ordre dans la société. En retour, la technique a besoin de l'État. Les techniques, de par leur taille, l'ampleur des capitaux qu'elles nécessitent et les conséquences qu'elles impliquent ne peuvent que faire appel à l'État : le nucléaire a eu besoin des capitaux étatiques pour voir le jour et se maintenir. Le Cyclotron, Ariane, Concorde : ces projets pharaoniques ont eu également besoin du soutien de l'État voire de consortiums d'États. L'énergie atomique, avec les risques qu'elle comporte « ne peut » être laissée aux mains des privés. Le gigantisme de ces techniques nécessite une puissance, une force de contrôle et de répression mais aussi une puissance administrative capable de coordonner, de suivre statistiquement l'application de ces techniques.
Ce n'est pas uniquement la structure et le fonctionnement de l'État qui sont modifiés : ce sont les doctrines politiques elles-mêmes. Soit les idéologies sont adaptées à la technique soit elles s'effacent d'elles-mêmes. La meilleure technique s'impose d'elle-même quelle que soit la couleur du gouvernement. Les fonctionnaires, cabinets et autres commissions techniques montrent au politicien les différentes voies possibles mais une seule voie s'impose, une seule dont on peut quantifier l'efficacité. Le politicien peut toujours s'y opposer pour des raisons idéologiques, à ses risques et périls. Mais est-on vraiment libre devant un échec annoncé ?

Les techniques de l'humain

Les techniques de l'humain, dans leur diversité (sociologie, médecine, pédagogie, psychologie, propagande, marketing, sport, loisirs), ont pour principal intérêt de modifier l'être humain et de lui permettre de s'adapter à une société devenue complètement technique, envahie par la machine, qui a horreur du hasard, du subjectif, de la lenteur, de l'inefficace. On voit, là encore, une application d'un grand principe de la technique : « la technique trouve des solutions techniques à des problèmes qu'elle a elle-même engendrés ».

LA TECHNIQUE AUTONOME DE L'ÉCONOMIE ET DU POLITIQUE

Il est vain de déblatérer contre le capitalisme : ce n'est pas lui qui a créé ce monde, dit Ellul, c'est la machine. La technique n'est plus l'objet que l'humain maîtrise. Lorsque la technique entre dans tous les domaines et dans l'être humain lui-même, il devient pour elle un objet. En renversant la relation entre l'humain et la technique, la technique s'autonomise par rapport à celui-ci. L'être humain n'a alors plus aucun moyen pour agir sur la technique. Il ne peut plus ni la limiter ni l'orienter. Tout dans notre société sert la technique : l'État que certains voient comme protecteur est lui-même devenu technique ; les contre-pouvoirs (syndicats, organisations ou partis politiques) également. On a dit que l'humain moderne se trouve au milieu de la technique comme l'humain préhistorique au milieu de la nature : milieu dont il tire sa vie mais qui le met en danger ; puissances qui l'effraient. Ce constat d'impuissance présenté par Ellul (il ne fait pas de propositions pour en sortir) ne doit pas être mal interprété : Ellul en « appelle à la responsabilité, à la lucidité du lecteur : décrire un destin, c'est déjà le maîtriser ». Menyou

L'INCLASSABLE JACQUES ELLUL

Jacques Ellul est un personnage complexe, plein de contradictions mais auteur d'une œuvre d'une rare clarté et ô combien éclairante quarante ans après la publication de ses premiers bouquins. Marxiste, il considère la pensée de Karl Marx comme le meilleur outil pour analyser le monde dans lequel il vit. Pourtant, très tôt il a eu des problèmes de « compatibilité » avec les communistes. Les différentes manœuvres politiques des communistes d'État, les positions de Marx face à Proudhon, l'ont poussé à les détester et à se rapprocher des anarchistes. Il définit l'anarchisme comme la forme la plus complète et la plus sérieuse du socialisme. Mais Ellul vit une contradiction qu'il ne peut dépasser : il se dit à la fois chrétien et anarchiste ! Auteur d'une cinquantaine d'ouvrages, la moitié sont dédiés à des questions théologiques, les autres analysent le système technicien, la propagande, la révolution, les institutions. Ses ouvrages, bien que régulièrement édités aux États-Unis, sont pratiquement indisponibles en France. Pour une présentation plus complète de Jacques Ellul et des principaux thèmes abordés dans ses livres, lire la biographie de Jean-Luc Porquet « **L'homme qui avait (presque) tout prévu** », Éd. Le Cherche Midi, 2003.

A SUIVRE

Colloque Jacques Ellul
Libre examen d'une pensée sans frontières les jeudi 21 et vendredi 22 octobre 2004 à Poitiers
Le dixième anniversaire de la mort de Jacques Ellul doit nous donner l'occasion de lui rendre un hommage sincère mais aussi de confronter son œuvre à l'épreuve du temps. Programme disponible sur **http://www.ellul.org/aijep.htm**

A VISITER

Site de l'Association internationale Jacques Ellul **www.ellul.org/aije.htm** ou de la Jacques Ellul Society **www.icta.org**

DOSSIER

L'AVÈNEMENT DE L'ÈRE INDUSTRIELLE A ENGENDRÉ DE NOMBREUSES CRITIQUES DE LA TECHNIQUE. SI CELLES-CI SONT PARFOIS RESTÉES CONFIDENTIELLES, ELLES N'EN DEMEURENT PAS MOINS FONDAMENTALES. NOUS NOUS PROPOSONS ICI DE CERNER LES PRINCIPAUX TRAITS ET ENJEUX DES PLUS RADICALES D'ENTRE ELLES.

LES CRITIQUES DE LA TECHNIQUE

AU SENS ANTIQUE, la technique (*tekhnê*) désigne le savoir-faire, typiquement artisanal, mais aussi la production elle-même Aujourd'hui, le terme « technique » recouvre des acceptions à la fois plus larges et plus spécialisées, issues de ces deux grandes définitions. Au savoir-faire artisanal a été substitué la notion de suite d'opérations, organisée rationnellement en vue d'une fin ; de la même façon, l'antique production (*poïêsis*, création par imitation de la Nature, qui a donné notre « poésie ») a été remplacée par la transformation et la maîtrise de la nature en vue de la fabrication. Cette double modification de l'acception antique du terme de technique va nous permettre de comprendre les principales critiques qui ont été formulées à son encontre : la technique est aujourd'hui à la fois l'ensemble des processus industriels et le produit de ces processus.

CONTRÔLE ET NEUTRALITÉ DE LA TECHNIQUE

Le sens commun considère que la technique est neutre, et qu'elle est contrôlée par la volonté humaine. Le vieux poncif rabelaisien (« Science sans conscience n'est que ruine de l'âme. ») veut faire croire que si l'on utilise à bon escient une technique, elle sera bénéfique (et inversement). La technique est ainsi considérée comme neutre, dépendant de l'usage que l'on fait d'elle ; elle n'est pas censée véhiculer de valeurs qui lui soient propres.

Le second lieu commun est de penser la technique comme inféodée aux désirs et besoins humains. Étant un geste humain, la technique serait éternellement soumise au développement humain, elle ne le guiderait pas.

Ces deux idées reçues, que l'on trouve généralement réunies dans l'idéologie progressiste libérale (l'être humain fait sciemment avancer le progrès des techniques, et il lui faut donc le faire de façon bonne et morale) sont celles contre lesquelles vont s'ériger les critiques de la technique. Marx gratifiera ainsi la technique d'une certaine autonomie. Si pour lui elle reste neutre (elle ne fait que répondre de façon plus ou moins rapide et plus ou moins efficace à des besoins naturels), elle est cependant autonome, car un système technique implique des modes de production spécifiques. Dès que la machine à vapeur se répand, l'humanité se voit guidée par celle-ci dans sa production qui devient inévitablement industrielle.

La neutralité de la technique, quant à elle, sera dénoncée dès les premières révolutions technologiques industrielles. L'apparition du chemin de fer aura son lot de détracteurs, qui y voient l'avènement d'une technique inhumaine (la fameuse « bête humaine » de Zola) - comme pour le téléphone ou l'informatique, plus tard. Cela revient simplement à dire que la technique n'est pas neutre, mais qu'elle induit des valeurs, des modes spécifiques d'organisation sociale, de production, de rapport au monde, etc. Ce refus de la neutralité de la technique, couplé à la dénonciation de son autonomie, se retrouve métaphoriquement dans le mythe de Frankenstein, version moderne de l'apprenti-sorcier. Que Mary Shelley écrive *Frankenstein or the modern Prometheus* en 1818 (en plein déploiement de la première révolution industrielle) ne peut que faire réfléchir. On peut penser ce récit comme une allégorie de la technique, qui, une fois libérée par son créateur humain, va non seulement devenir autonome, mais aussi le mettre en danger. Les critiques de la technique auront donc généralement ce double trait : remettre en question la neutralité de la technique (elle induit des valeurs, des fonctionnements : elle n'est pas neutre), mais aussi penser son autonomie par rapport à la volonté humaine (l'être humain ne contrôle pas les créations techniques, celles-ci acquièrent leur propre autonomie).

HEIDEGGER : L'ASSERVISSEMENT

Martin Heidegger écrit un court mais célèbre texte sur la technique[1]. Il y déclare que l'« essence de la technique n'est rien de technique », c'est-à-dire que le principe même, l'identité profonde de la technique la dépasse et touche à l'être même du monde. Pour lui, l'essence de la technique est le *Gestell*. La traduction la moins inexacte du terme *Gestell* est arraisonnement. C'est-à-dire que l'essence de la technique est d'arraisonner le monde, la nature et l'être humain. Arraisonner prend ici une fonction rassemblante : mettre ensemble tous les actes, tous les êtres, tous les objets qui visent à rendre raison de la nature, à l'arrêter et à l'inspecter. Rendre

1. Martin Heidegger, « La question de la technique », in « Essais et conférences », Gallimard (Tel), 1958, pp. 9-48.

2. Michel Henry, « La barbarie », chap.3 : « La science seule : la technique »,PUF (Quadrige), 2001 (1re éd. 1987), pp. 71-100.

3. Jean-Pierre Rioux, « La révolution industrielle, 1780-1880 », Seuil (Points Histoire), 1989 (1re éd. 1971) ; le second chapitre (« Techniques et circulation nouvelles ») l'explicite pour les inventions dans le tissage et la filature, qui voient se développer simultanément en des endroits différents des techniques similaires.

4. Theodor Adorno et Max Horkheimer, « La dialectique de la Raison », Gallimard, 1947.

5. Herbert Marcuse, « L'homme unidimensionnel », Les Éditions de Minuit, 1968.

6. Jürgen Habermas, « La technique et la science comme "idéologie" », Gallimard (Tel), 1973.

7. Cet article fait volontairement l'impasse sur les critiques réformistes de la technique qui la décrivent de façon non-neutre mais totalement contrôlée. Il suffirait alors d'avoir un développement technique éthique pour que les valeurs que celles-ci induisent soient positives. L'un des objectifs de ce dossier est bien évidemment de montrer en quoi cette approche peut être naïve et/ou inféodée au pouvoir technocratique.

L'ENCYCLOPÉDIE DES NUISANCES

Cet éditeur réalise un travail intéressant depuis 1984, en ayant publié une vingtaine d'ouvrages publiés sur les ravages de la société industrielle. À noter parmi leurs publications : **Le relevé provisoire de nos griefs contre le despotisme de la vitesse**, **La société industrielle et son avenir** de Theodore Kaczynski ; **L'effondrement de la très grande Bibliothèque nationale de France** et **Après l'effondrement** de Jean-Marc Mandosio. Ces deux derniers ouvrages traitent de l'utopie néo-technologique au travers de la TGBNF. On trouve également des essais signés Georges Orwell ou René Riesel, des positions sur le mouvement de 1995 ou sur l'urbanisme parisien (destruction de Belleville).

L'Encyclopédie des nuisances
80, rue de Ménilmontant
75020 Paris

raison signifie bien asservir la nature au règne de la raison, la domestiquer rationnellement, et plus encore, dévoiler le réel comme fonds, c'est-à-dire comme réserve inépuisable, comme matériau à maîtriser, transformer, quadriller, calculer. Pour Heidegger, le danger de la technique provient de son essence même : en asservissant la totalité du monde à la raison, à des processus qui agissent sur le réel comme s'il n'était qu'un ensemble quantifiable et maîtrisable, la technique asservit du même coup l'humain en oblitérant la part non-rationnelle et non-quantifiable qui fait qu'il est humain (son être, en réalité). Le danger de la technique n'est autre que celui de la maîtrise scientifico-technique du monde, humain compris. Ce dernier est asservi, au même titre que le reste du réel, par la technique, dont l'essence lui permet de se reproduire infiniment, et indépendamment de lui. La technique n'est pas neutre : elle induit un rapport quantifié, mesuré, aliéné au réel, aux autres, et elle n'est pas non plus contrôlée: elle est autonome, son essence échappe à l'être humain qui n'a pas de véritable prise sur elle.

L'adhésion de Heidegger au national-socialisme ne suffit malheureusement pas à balayer ses thèses, car elles sont étonnamment proches de bien d'autres critiques, y compris de gauche et d'extrême-gauche. Celle de Jacques Ellul (voir article pp. 20-21) résonne de façon bien similaire (le système technicien ressemble beaucoup au *Gestell* de Heidegger), tout comme celle de Michel Henry[2], pour qui la technique moderne n'est autre qu'une transcendance noire, sans visage et sans regard. Ce dernier considère aussi la technique originelle comme une production humaine (le fameux savoir-faire artisanal de l'antiquité), comme une production de la vie même, mais pense que la modernité et l'avènement du capitalisme ont transformé la technique en une pure puissance négative. Lorsque la production est guidée par des impératifs économiques et non plus de subsistance ou d'utilité, la fin de la technique n'est plus la vie, mais la production elle-même, et ce faisant, ce qui guide la production elle-même n'est plus l'humain, mais le simple état des techniques à un moment donné. Toute innovation étant alors due non plus à l'inventivité humaine, mais à ce que le système technique rend possible. Il explique ainsi la simultanéité des inventions qui ont lieu lors des révolutions industrielles : en des endroits différents et au même moment, différentes personnes « découvrent » les mêmes techniques[3]. C'est l'état donné des techniques qui induit le développement des techniques ultérieures, et non plus la volonté humaine, qui n'a plus prise ni contrôle sur ce phénomène de prolifération. Henry conclut : « Ainsi l'univers technique prolifère-t-il à la manière d'un cancer, s'autoproduisant et s'autonormant lui-même, en l'absence de toute norme, dans sa parfaite indifférence à tout ce qui n'est pas lui – à la vie. ».

L'ÉCOLE DE FRANCFORT CONTRE LA TECHNO-SCIENCE

Theodor Adorno et Max Horkheimer[4], fondateurs de l'école de Francfort, héritière d'un marxisme peu dogmatique, jetteront les bases d'une critique de la rationalité, de la raison occidentale comme dominatrice. La dialectique classique se déploie en trois temps (qui a donné notre classique thèse-antithèse-synthèse) : état initial, suivi de sa contradiction puis dépassement en un nouvel état issu des deux précédents. Leur dialectique sera négative et pessimiste, elle ne comportera pas le dernier temps. La Raison, après avoir soulevé des espoirs chimériques de libération par le progrès des sciences et des techniques, dévoile son vrai visage : elle n'est qu'une pure puissance de calcul destinée à l'asservissement de la totalité du monde. La technique moderne est ce qui a permis aux camps de concentration d'exister. Cette entreprise de destruction rationnelle est bien une production de la modernité et le jumeau sombre et refoulé du progrès des Lumières.

Les disciples de l'école de Francfort, notamment Herbert Marcuse[5] (mais aussi Jürgen Habermas[6]), pousseront la réflexion jusqu'à développer le concept de techno-science : dans la société moderne, la science et la technique ont fusionné, pour devenir un avatar négatif de la raison émancipatrice : la rationalité instrumentale, qui vise à calculer, segmenter, quadriller le réel, à dominer l'humanité. Marcuse écrit : « La rationalité technique et scientifique et l'exploitation de l'homme sont liées l'une à l'autre dans des formes nouvelles de contrôle social », par conséquent, « l'horizon instrumentaliste de la raison s'ouvre sur une société rationnellement totalitaire ». Ces critiques radicales, qui vont infuser l'esprit de Mai 68, sont trop souvent oubliées aujourd'hui.

Cependant, il convient de préciser la distance qui se crée entre les premiers critiques de la technique et les penseurs de la techno-science. Ces derniers, s'ils posent toujours la technique comme un phénomène qui n'est pas neutre, et induit des formes sociales de domination, la pensent déjà un peu moins autonome, et plus directement reliée à la société. Pour Marcuse, « c'est le mode social de production et non la technique qui est le facteur historique fondamental » même si « la texture de la domination est devenue la texture de la Raison elle-même, et c'est pour cette société un engrenage inéluctable ». Si la technique reste toujours une dimension à penser et sur laquelle lutter, c'est parce qu'elle n'est pas totalement autonome[7], mais qu'elle est issue d'une certaine société – la nôtre – qu'il faut bouleverser et révolutionner. **Pirouli**

AGIR

Centre for Alternative Technology
Créé à la fin des années soixante-dix, en Grande-Bretagne ce lieu se veut espace d'expérimentation concrète d'alternatives à la société industrielle. Des techniques sont d'abord essayées, (énergies renouvelables, matériaux sains, jardins biologiques, auto-construction) puis à travers des stages de réappropriation des techniques, des visites du site, des classes vertes, des brochures, ces pratiques sont diffusées largement. Un lieu très motivant!
CAT • Machynlleth, Powys SY20 9AZ
www.cat.org.uk

A LIRE

Andrew Feenberg
(Re)penser la technique
Éd. La Découverte, 2004.

DOSSIER

ISABELLE STENGERS ENSEIGNE LA PHILOSOPHIE À L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES ET PARTICIPE À DE NOMBREUSES LUTTES (NOTAMMENT ANTI-OGM). PENSEUSE STIMULANTE ET ENGAGÉE, ELLE DÉCORTIQUE ICI LES MÉCANISMES AU CŒUR MÊME DES ENJEUX TECHNO-SCIENTIFIQUES D'AUJOURD'HUI.

SCIENCES

Entretien avec
Isabelle Stengers
Propos recueillis
par **Pirouli**,
mis en forme par
La Noireaude

Tu t'inscris plus ou moins dans une tradition de critique de la science. Au début de «L'invention des sciences modernes»[1], tu parles de trois types de critique de la science: la critique technoscientifique, la critique féministe radicale et la critique de la sociologie des sciences. En quoi la troisième critique dérange plus les scientifiques?

La critique des sociologues – qui n'est pas une critique, elle se veut simplement une description, une explication sociologique – a formidablement énervé les scientifiques, ce qui est très intéressant car cela nous a montré ce à quoi ils tiennent. Les deux autres critiques, technoscientifique et féministe, n'ont pas tellement dérangé les scientifiques. En effet, dans les deux cas, ce que l'on critique c'est la rationalité scientifique. Cette rationalité, ceux qui critiquent la technoscience vont la dire manipulatoire, car elle ne s'attache pas à comprendre le monde mais à l'asservir, à le réduire à un calcul. Une critique féministe reprendra globalement ce thème de la rationalité mais en assimilant cette rationalité conquérante à une attitude typiquement mâle de domination. Quand les sociologues se sont mis à étudier les sciences, ce qu'ils ont fait n'a pas été de les critiquer. Ils ont entrepris de montrer qu'il s'agissait d'une entreprise sociale comme les autres. Ils ont fait disparaître tout à coup de la scène cette rationalité avec un grand R, héroïque, asservissante, critiquable si l'on veut.
Des sociologues anglais ont travaillé sur le thème de l'accord des scientifiques, qui, pour eux, n'est finalement qu'un accord social. D'autres, aux États-unis notamment, ont repris ce thème critique plutôt dans les *cultural studies*[2]. Ils ont dit qu'au fond le problème ce n'est pas que la science soit asservissante mais qu'elle triche. Peut-être que les lois de la nature ne sont que des règles du jeu que cette entreprise fait passer pour une connaissance objective. Cela les a rendus furieux. Accuser les scientifiques et les expérimentateurs notamment de se mettre d'accord entre eux à propos d'une nature incapable de faire la différence, c'est-à-dire de fonder une interprétation, une position contre d'autres interprétations possibles, c'était une véritable insulte! Et c'est aussi ce qui ne va pas: dire «ce n'est qu'une construction sociale comme les autres, ils trichent», c'est insultant, y compris pour les autres pratiques sociales, dont aucune n'est «comme les autres», sauf peut-être pour un sociologue.

> Peut-être que les lois de la nature ne sont que des règles du jeu que la construction scientifique fait passer pour une connaissance objective.

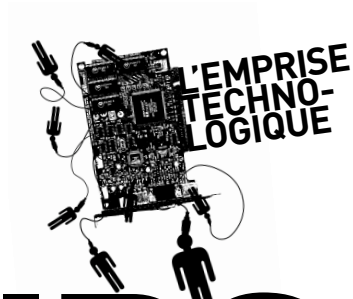
À propos de la sociologie des sciences, tu cites notamment Bruno Latour et la pandorine. Est-ce que tu pourrais nous détailler le cas pour que l'on comprenne comment on peut considérer que la science est, d'une certaine façon, une construction sociale?

L'histoire de la pandorine est une fiction, que Latour a employé dans *La science en action*[3] pour caractériser toute l'activité de construction de réseaux d'un scientifique innovant. En fait, c'était une manière de rapporter des choses qu'il avait apprises sur le terrain, qu'il avait faites aux États-Unis comme ethnologue dans le laboratoire qui avait mis au point ces démonstrations de ce qu'il appelle la pandorine. Une molécule a été identifiée dont on a pu montrer qu'elle a un rôle dans le métabolisme du cerveau. Bruno Latour suit la manière dont le scientifique s'active pour intéresser le maximum de protagonistes du champ social aux promesses de cette boîte de pandore pour voir ce qui en sortira. Et là, c'est tout et n'importe quoi. Depuis des rapports avec l'État français, en passant par une association de patients qui réclament des subventions pour qu'on lui facilite les démarches afin que cela devienne un médicament, les journalistes qu'il s'agit à la fois d'intéresser en leur disant que c'est révolutionnaire tout en leur reprochant leur sensationnalisme, les industries bien sûr, et même jusqu'à un jésuite pour expliquer que la pandorine peut être l'explication des extases mystiques de Saint-Jean de la Croix. Cela rend évident que la science est une pratique sociale mais cela ne permet pas de dire qu'elle «n'est que» cela. Le scientifique essaie de donner à la pandorine toutes ses chances, de «fabriquer» un monde qui donnera le maximum d'importance aux différences qu'elle permet de faire, mais

1. Isabelle Stengers, «L'invention des sciences modernes», Éd. Flammarion (Champs), 1999.

2. L'expression «cultural studies» commence à se répandre aux États-Unis et en Grande-Bretagne à la fin des années soixante-dix. L'émergence des «cultural studies» dans les cursus britanniques, puis américains, et dans la critique internationale ne marque pas l'apparition d'une nouvelle discipline, mais un nouveau rapport interdisciplinaire entre les domaines des sciences humaines qui ont eu jusqu'alors à se pencher sur la notion de culture pour leur propre compte: anthropologie, histoire des idées, linguistique, sociologie, ou bien sur les sciences de la littérature. Cette interdisciplinarité a conduit les «cultural studies» à assimiler les vagues successives de théories critiques: le structuralisme et le post-structuralisme, la psychanalyse lacanienne, le féminisme, le marxisme (Gramsci, Althusser, École de Francfort), etc. Sa vague aux États-Unis en a fait le forum où s'articulent les recherches sur le genre-gender, l'ethnicité, le post-colonialisme, les minorités, les relations inter-raciales, la littérature populaire, etc.

3. Bruno Latour, «La science en action», Éd. La Découverte, 1989.



ET POUVOIRS

il faut encore que la pandorine permette effectivement de faire des différences. On voit alors que c'est à la fois de la propagande et quelque chose qui est continu. On y reconnaît ce que je pense être la singularité des pratiques scientifiques expérimentales : construire la situation telle que si un « être » (la pression, les électrons, la molécule de pandorine, etc.) a un rôle, ce rôle va être exhibé, mis en scène, identifié. C'est cela la réussite expérimentale, et ce n'est pas donné.

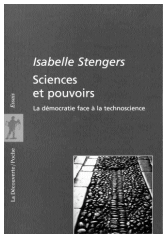
Tu abordes dans tes ouvrages la question de l'événement, de l'histoire, de comment se crée véritablement le scientifique (l'humain) et l'objet scientifique en tant que tels au sein du laboratoire.

Le terme d'événement est important parce que ce que je décris, c'est une aventure compromise. Nous ne savons pas ce qu'auraient été les sciences hors le capitalisme car les deux sont contemporains et corrélés dans leur expansion. Mais les sciences avaient établi avec le capitalisme un type d'articulation qui préservait à grand prix une partie de leur propre aventure. On peut se demander aujourd'hui si ces pratiques vivantes ne sont pas en train d'être absorbées et redéfinies intégralement par le capitalisme. Ma description des sciences pourrait alors faire partie d'un passé un peu romantique. Aujourd'hui, dans les laboratoires, on parle beaucoup de brevets. Les questions qui se posent peuvent éventuellement en venir à être déterminées par la possibilité de prise de brevets, c'est-à-dire des utilisations immédiates en société industrielle (et être aussi canalisées par les brevets que d'autres ont). À ce moment-là, ce dont je parle n'existe plus et, effectivement, les sciences modernes deviennent une entreprise de plus cannibalisée par le capitalisme. Ce serait alors la pure technoscience : non pas une rationalité manipulatoire toute-puissante, mais un savoir qui n'étudie les phénomènes que du point de vue de leur participation éventuelle aux modes de production industriels capitalistes. C'est possible mais justement il faut résister à cela même si les sciences sont compromises dans l'ensemble des stratégies des dominations.
J'essaye alors de décrire ce qui rendait les scientifiques vivants et inventifs parce que participant à une pratique d'invention collective. Un collectif qui crée et fabrique un certain type d'accord sans arbitre, sans autorité extérieure, ce n'est pas courant, et c'est intéressant, notamment d'un point de vue libertaire. Qu'est-ce qui unit les scientifiques, qu'est-ce qui leur permet mais aussi les force à travailler ensemble ? Ce sont les non-humains auxquels ils tentent de s'adresser. On parle souvent de l'objectivité des sciences. On va dire que l'électron existe, que les atomes existent « objectivement ». Mais ce qui force les scientifiques à travailler ensemble, ce n'est pas l'objectivité. Ce qui les force à travailler ensemble, ce qui les passionne, c'est justement le non-humain, ce qu'il s'agit d'interroger, ce à quoi il s'agit de réussir à conférer ce rôle d'arbitre entre eux quant à ce qu'est la bonne manière d'interroger. Quand on dit que les sciences respectent les faits et que c'est en cela qu'elles sont neutres, objectives, rationnelles, etc., on fait comme si un fait avait « naturellement », en lui-même, le pouvoir des mettre les gens d'accord.

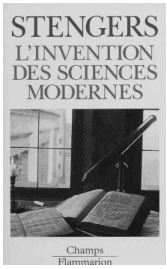
Tu parles de l'autonomie des sciences, de ce collectif autonome formé par les scientifiques qui permettait à de véritables découvertes d'advenir. D'un autre côté, tu défends le fait que cette autonomie peut être un danger avec des scientifiques qui se poseraient en experts d'une réalité qui dépasserait tout le monde.

Les sciences sont à la fois une superbe aventure et une histoire redoutable, hantée depuis le début par un discours qui les identifie avec une rationalité triomphant de l'opinion arbitraire. Pourtant les scientifiques et surtout ceux de laboratoire savent que l'aventure dépend vraiment de la trouvaille des bonnes questions. Si l'on vous impose des questions, l'aventure est morte. Les scientifiques depuis longtemps, et surtout depuis le XIXe siècle, quand les sciences se sont mises à intéresser les pouvoirs publics et les industries, ont été très soucieux d'attirer les ressources dont elles ont besoin tout en défendant le choix de la question. Et c'est là que les rapports entre sciences et pouvoirs ont commencé sur le mode que nous connaissons encore ■■■

A LIRE



Isabelle Stengers
Sciences et pouvoirs : la démocratie face à la techno-science
Éd. La Découverte (Poche Essais), 2002.



Isabelle Stengers,
L'invention des sciences modernes,
Éd. Flammarion, 1999.

■■■ aujourd'hui et qui touche peut-être à sa fin. Si la technoscience triomphe, c'en est fini de l'autonomie des scientifiques. Par le passé, ils ont conclu un pacte: celui de rester libres dans la recherche fondamentale en échange de retombées industrielles pour le bien-être et le progrès collectif. Cela voulait dire qu'ils laissaient complètement sans défense et asservis tous ces scientifiques qui travaillent dans l'industrie. Ils défendaient l'autonomie, le choix de la bonne question mais uniquement pour ces rares scientifiques qui travaillaient en milieu académique, qui faisaient de la recherche dite neutre, fondamentale, désintéressée... D'un point de vue politique, c'est une solution catastrophique qu'ils ont trouvée, enfin qu'ils ont produite pour se défendre eux-mêmes de l'intérêt qu'ils suscitaient de la part des pouvoirs modernes que sont l'industrie et l'État. Cela a créé au fond un rapport apolitique qui n'existait pas du tout au XVIIIe siècle par exemple. A cette époque «des Lumières», l'aventure scientifique, et celle de l'émancipation marchent ensemble. Au XIXe siècle, les deux vont diverger. Le scientifique devient alors cet être qui dit: «je ne fais pas de politique, je sers le bien commun. Mes découvertes sont neutres et elles engendrent un bien-être pour tout le monde, mais cela ne me regarde pas. Mon travail, c'est la recherche désintéressée, la recherche neutre...». Cette figure-là, qui date globalement de la seconde moitié du XIXe siècle et qui explose au XXe siècle, fabrique une science extrêmement dangereuse. Finalement, elle paye son autonomie de son désintérêt officiel quant à ce que l'on fera de ce qu'elle produit comme nouveaux types de possibles. Ce qui ne les empêche pas de s'activer, à intéresser tous ceux sans lesquels ces possibles ne se produiraient pas.

Les scientifiques trichent un petit peu. Pour reprendre l'expression de Bruno Latour, c'est comme s'ils avaient un pied dans la chambre de la nature et un autre pied dans la chambre de la société et qu'ils disaient: «Regardez, nous on n'a que des faits» alors qu'en même temps ils produisent des valeurs.

Ils trichent, mais s'ils trichaient comme individus, on pourrait dire, qu'il existe là comme partout des brebis galeuses, intéressées ou corrompues... Ce qui me semble être le point politique, c'est qu'ils sont littéralement formés à cela. Intéresser d'autres pouvoirs à ce qu'ils produisent tout en refusant de penser les raisons de l'intérêt qu'ils suscitent –nous sommes scientifiques, cela ne nous regarde pas!

Il faudrait d'une certaine façon tirer les scientifiques vers l'intérieur de la société et véritablement essayer non seulement de dialoguer mais qu'il y ait co-construction de savoirs et de pouvoirs avec eux. Dans ton ouvrage, tu cites un exemple à Cambridge (aux Etats-Unis) qui va dans ce sens...

Au XIXe siècle, les chimistes se fichaient de la pollution. Maintenant qu'on leur a dit qu'ils ne pouvaient plus lâcher autant de saloperies dans l'atmosphère, ils se sont mis à inventer d'autres types de procédés. Du moment qu'ils le devaient, à la suite d'une transformation politique de la définition de ce qui est acceptable, ils l'ont fait, mais cela on le met sous le signe du progrès technique que l'on imagine nécessaire et continu.
Les habitants de Cambridge, étaient très inquiets parce que se développait le début de la biotechnologie, non pas les OGM mais déjà des modifications génétiques. Ils étaient inquiets pour la sécurité. Il y a donc eu des discussions entre habitants inquiets et scientifiques. Cela a été un événement pour les scientifiques parce qu'ils croyaient que ces gens allaient avoir des peurs irrationnelles et qu'il faudrait les calmer... Mais le type de dispositif a réussi et les habitants se sont sentis *empowered* de poser leurs questions: c'est-à-dire qu'ils se sont sentis habilités, ont produit cette puissance nécessaire pour sortir de l'attitude de l'ignorant face aux scientifiques, qui accepte que le scientifique lui dise d'abord ce qui est avant qu'il puisse poser quelques questions. Les scientifiques ont découvert que certaines des objections des habitants devaient les inciter à concevoir autrement la sécurité de leurs installations. Certaines propositions ont pris force de loi. Les scientifiques se sont rendus compte que leur idée («nous posons les questions qui comptent vraiment et le public ignorant doit être rassuré») était fausse, que les intéressés non-scientifiques, non-experts, pouvaient poser de fort bonnes questions. C'est la dimension

HOMMAGE À LA MISE AU FRIGO D'UNE RECHERCHE CATACLYSMIQUE (EXTRAIT)

En France, ce 9 mars 2004, des centaines de directeurs de labo se sont réunis en assemblée pour décider s'ils mettent en œuvre leur intention de démissionner de leurs responsabilités administratives face à des propositions gouvernementales (3 milliards d'euros d'investissements et 120 postes statutaires) jugées insuffisantes. [...]
Ce 9 mars est en effet à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire récente des activités techno-scientifiques: pour la première fois depuis longtemps, celles et ceux par qui «la recherche» est produite reconnaissent leur rôle-clé dans l'orientation et la fabrication de processus que l'on nous prétend d'habitude «trop complexes, trop en réseaux» pour être influencés par la volonté de quelque groupe humain que ce soit. Celles et ceux qui brandissent l'hypothèse de leur démission collective manifestent que l'objection de conscience est possible dans les labos, spécialement dans les unités où se pratiquent les sciences dites «dures» et que, de fait, on arrête bien le «progrès». Qu'ils peuvent suspendre la fuite en avant de la Recherche. Que ni l'usage d'ADN recombiné (transgenèse) ni le clonage ni l'irradiation des aliments ni le recours aux plastiques ni les nanotechnologies et nombre d'autres résultats délétères issus de l'effort de recherche public ne sont des fatalités, des phénomènes hors de portée du choix éthico-politique. [...]
«Dans l'état actuel des connaissances, le temps perdu par la recherche est du temps gagné pour la conscience.»
Des chercheur-e-s de l'Université libre de Bruxelles, des étudiant-e-s et des quidams

intéressante des forums citoyens, c'est l'*empowerment* de gens sans diplôme qui se sont ou non mis en situation de faire bafouiller les experts, de tester le mélange entre bêtise, arrogance et intelligence, qui caractérise un expert.

Qu'est-ce qui, pour toi, permettrait de faire pencher la balance vers une science plus démocratique, même si c'est un peu naïf de dire cela ?

On en est encore loin parce que les scientifiques sont en danger de voir ce qu'ils ont pu sauver, la recherche qu'ils disaient pure, désintéressée, fondamentale, être démembrée par leurs anciens alliés qui deviendraient leurs maîtres. On est dans un moment de crise, et les gens qui se sentent menacés pensent rarement...

D'un seul coup, l'analyse techno-scientifique pourrait prendre le pas et devenir très valable...

Exactement. Et à ce moment-là, les jurys citoyens peuvent aller se brosser, il n'y aura plus grand chose à examiner, les scientifiques travailleront comme déjà les scientifiques en industrie travaillent. Cette perspective ne dépend pas véritablement des scientifiques mais du politique. Ce qui est important c'est de mettre le problème en politique, c'est-à-dire d'ôter leurs majuscules à Esprit scientifique, Progrès, Rationalité, etc. Il faut montrer que l'esprit scientifique, le progrès, la rationalité ne sont pas réductibles à des rapports de force sociaux, mais qu'ils sont néanmoins sujets des rapports de force politiques qui déterminent ce qui doit être pris en compte, ce qui ne doit pas l'être et donc peuvent être le lieu de conflits politiques. On ne peut pas être très optimiste, parce que la politique ne va pas bien. Mais la mise en politique des sciences passe par la lutte politique. Il ne faut pas se laisser prendre dans les grands conflits avec comme unique choix la science ou l'âge de la caverne... Il faut pouvoir s'adresser aux scientifiques autrement, en sachant où ils sont intelligents et où sont leurs zones d'arrogance, de bêtise, c'est-à-dire de dépendance au pouvoir.
Aujourd'hui, les chercheurs qui sont dans la rue sont nostalgiques de l'époque où on les laissait chercher librement mais où ils ne s'occupaient absolument pas de ce que l'on ferait avec ce qu'ils proposaient. Ils rêvent du passé. Mais on ne peut faire de la politique que lorsque l'on n'est plus nostalgique d'un âge d'or où l'État était un bon État.
Il y a un petit collectif qui répond à « Sauvons la recherche » par « Ouvrons la recherche ». Ils veulent sortir de cette espèce de forteresse où l'on peut chercher bêtement, qu'ils ont collaboré à construire pour chercher librement. Il y a d'autres types de libertés qui passent justement par le partage des problèmes et la manière dont chaque type de pratique peut, avec sa force propre, contribuer à élucider ou à résoudre ou à poser un problème. Le fait qu'il y ait, en droit, place pour d'autres manières de faire de la science permet de poser le problème sur un mode politique et pas sur un mode idéologique. Je ne peux pas, en tant que penseuse, aller plus loin qu'essayer de créer les problèmes dont on puisse s'emparer politiquement et de libérer la situation de visions idéologiques statiques, dramatiques, du genre « vous êtes pour ou contre la science ». C'est un peu comme Spinoza qui avait dit que l'on ne sait pas ce que peut le corps humain : nous ne savons pas ce que peut la science et il faut l'expérimenter.

Nous ne savons pas ce qu'auraient été les sciences hors du capitalisme car les deux sont contemporains et corrélés dans leur expansion

Tu parlais justement de cette idée d'enlever la majuscule au mot Science. Est-ce que les réactions des scientifiques par rapport à cela ne viennent pas aussi du fait qu'ils sentent l'entièreté de leurs pratiques mises en jeu ? Jusqu'où il n'y a pas besoin de cette illusion, de la science avec un grand S, de la rationalité avec un grand R pour que fonctionne vraiment la science ?

Je ne crois pas. Je pense que si l'on respecte leur type d'intelligence, ils peuvent créer du moment qu'on les respecte là où ils sont respectables. Cela traduit ce que j'appelle usuellement l'écologie des pratiques : du moment qu'une pratique est respectée dans ce qui la fait tenir, elle peut devenir. Le problème par rapport auquel la politique ou la culture peuvent intervenir, ce sont les relations entre pratiques, la manière dont ces pratiques existent les unes par rapport aux autres, se présentent dans ce qu'elles savent faire ou peuvent faire. Aujourd'hui ceux qui insultent les autres (« ce n'est pas de la science » !) sont gagnants, mais une écologie politique pourrait les contraindre à l'intelligence, s'ils veulent être entendus. C'est une idée qui n'est pas si éloignée de ce que Deleuze et Guattari, dans *Milles plateaux*[4], appelaient les rhizomes. Faire rhizome, c'est un type d'organisation du travail ensemble qui s'oppose à la figure de l'arbre, qui est une manière hiérarchique d'organiser un problème, que ce soit dans les sciences ou en politique, où on est tous censés se soumettre à l'intérêt général qui est comme le tronc d'où sortent les branches qui nous organisent tous. La figure rhizome, c'est un réseau. Sauf que ce n'est pas un réseau technique, qui répond à un projet d'ensemble, ce sont des embranchements sur des embranchements et il n'y a pas moyen de les réduire à un principe d'économie où l'on verrait un arbre derrière. Faire rhizome, cela veut dire créer des relations entre pratiques en tant qu'elles sont hétérogènes, ne sont pas soumises à un même principe. Ce « faire rhizome », c'est quelque chose que l'on devrait apprendre à faire et qui est déjà intéressant aujourd'hui mais qui, quelle que soit la société dans laquelle on pourrait vivre, est quelque chose qu'il faut apprendre. ■

4. Gilles Deleuze et Félix Guattari, « Milles plateaux. Capitalisme et schizophrénie », Éd. de Minuit, 1980.

AGIR

Ouvrons la recherche
Agents de la recherche et de l'enseignement supérieur du secteur public demandant une ouverture et une transparence de la Recherche vis-à-vis de la société.
Des chercheurs et universitaires, au nom de leur implication dans le débat sur le développement durable et les perspectives des biotechnologies réclament une véritable ouverture de la Recherche à la société.
http://ouvronslarecherche.free.fr

TOUTE CRITIQUE N'A DE SENS QU'EN TANT QU'ELLE PEUT (TOUT AU MOINS POTENTIELLEMENT) S'ARTICULER SUR DES PRATIQUES MILITANTES PERMETTANT D'IMAGINER UNE TRANSFORMATION DU MONDE. LES CRITIQUES DE LA TECHNIQUE ONT DONNÉ LIEU À DES ATTITUDES RADICALEMENT DIFFÉRENTES. CET ARTICLE SE PROPOSE D'EN DÉCRIRE QUELQUES UNES, DES PLUS RÉACTIONNAIRES AUX PLUS ALTERNATIVES, EN PASSANT PAR DES DEGRÉS DIVERS D'ACTIVISME ET DE PASSIVITÉ.

LES CRITIQUES DE LA TECHNIQUE ont cette particularité qu'elles ont souvent donné lieu à des attitudes ambivalentes. Si Martin Heidegger est critiquable sur bien des points (à commencer par son adhésion au national-socialisme), son attitude au sujet de la technique est fort intéressante, en ce qu'elle nous montre clairement quels peuvent être les conséquences et les dangers d'une pensée radicale en la matière. Si lui-même ne formulait pas l'alternative ainsi, on peut cependant dégager a posteriori trois pistes qui l'ont plus ou moins séduit à différents moments de sa vie.

1. Face à une critique qui voit dans le machinisme contemporain l'apogée de la domination instrumentale, on peut tout d'abord être tenté de contenir cette déferlante, c'est-à-dire de vouloir contrôler la technique pour l'infléchir, ou même la transformer radicalement. Mais Heidegger montre que l'essence de la technique, l'arraisonnement, n'est rien d'autre que l'essence même de la volonté de maîtrise, de l'emprise rationnelle sur le monde. Comment peut-on penser contrôler ce qui est l'essence même de la maîtrise, comment peut-on penser maîtriser la maîtrise la plus aboutie? Cette première « solution », qui s'apparente fort aux différents « comités d'éthique » (visant à réguler positivement le développement technique) que l'on voit fleurir aujourd'hui, ne peut qu'apparaître naïve et inutile.

2. Face à cette critique radicale de la technique, qui voit dans cette dernière l'essence même de la domination, de l'aliénation humaine, en ce qu'elle dépossède l'être humain de son être propre, deux solutions sont encore pensables. La première est celle de la réaction, du passéisme figé nourrissant une nostalgie amère pour un âge d'or perdu et fantasmé. Ce sera celle du nazisme, qu'empruntera Heidegger, du culte voué aux antiques statues grecques, de cette nostalgie pour une époque où la Culture existait vraiment, où l'Art n'était pas technicien, où le monde était différent. On ne sait malheureusement que trop où mène ce genre de considérations. La nostalgie d'un passé fantasmé est le terreau sur lequel les nationalismes les plus durs peuvent s'ériger [1].

3. La dernière solution, qui n'en est pas non plus vraiment une, est l'attentisme, l'invitation à ne rien faire. Sur la fin de sa vie, Heidegger prononce ces paroles: « seul un dieu peut encore nous sauver ».

REFUSER L'AUTONOMIE TOTALE DE LA TECHNIQUE

Trois culs-de-sac, trois impasses. Andrew Feenberg [2] théorise cette incapacité à penser une sortie du système technicien. Pour lui, toute théorie qui conceptualise la technique comme totalement autonome ne peut qu'aboutir, au mieux, à une passivité totale. Si la technique est mauvaise et qu'elle est totalement autonome, alors que peut-on faire ? Rien, répond-il implacablement. C'est la raison pour laquelle il défend une version plus « sociale » de la technique : dans la lignée d'un Marcuse ou même d'un Foucault, il pense qu'il faut identifier les interactions sociales qui permettent aux techniques d'émerger et de fonctionner.

Feenberg refuse l'autonomie totale de la technique. Si des mécanismes de pouvoir sont à l'origine du développement social de chaque technique, il faut les identifier, éventuellement les combattre, et peut-être même les renverser. Si la sphère technique (comme l'économique ou le politique) peut être une dimension de notre société, il faut refuser de la considérer comme totalement indépendante de ses sœurs, et donc influer et lutter au sein de celle-ci, au même titre qu'au sein de la sphère économique ou politique. On peut même renouer avec les analyses de Marcuse, qui prônait un changement radical et révolutionnaire pour mettre à bas la société rationnellement technicienne et totalitaire qui se profilait alors.

QUELLE TECHNIQUE VOULONS-NOUS?

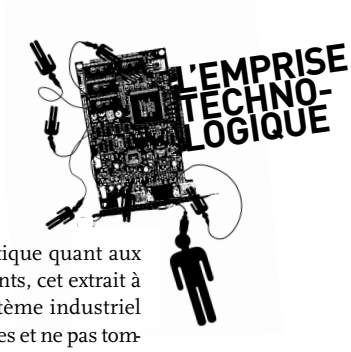
Il serait stupide de se positionner en « anti-technique ». La technique est constitutive de l'humain. La question est de savoir quelle technique nous voulons. Quelle technique pour quelle société ? Dans cette partie, nous souhaitons dégager des principes et des pistes pour lutter contre la domination technicienne.

Une première définition est proposée par Bertrand Louart [3].

AGIR

Car Busters
Magazine trimestriel (imprimé et web) d'information sur l'anti-bagnole et le mouvement pour les transports durables, une large part étant laissée à l'activisme. Initiateurs de la journée mondiale sans voiture.
Krátká 26,
10000 Praha
10 Czech Republic
carbusters@ecn.cz
www.carbusters.ecn.cz

Reclaim the streets (Londres)
Groupe d'action directe méconnu qui a popularisé la «street party», et s'intéresse aujourd'hui aux effets de la mondialisation et des multinationales.
PO Box 9656
Londres, UK N4 4YJ
+(44) 171-281-4621
rts@gn.apc.org
www.gn.apc.org/rts



Il parle d'une « réappropriation des arts, des sciences et des métiers ». Selon lui « Une réappropriation devrait d'abord avoir cette dimension politique : son but est la maîtrise des humains sur leurs propres activités et créations, la domination de la société sur sa technique et son économie. [...] Savoir et comprendre ce que nous faisons : tel pourrait-être en résumé le thème central de cette démarche de réappropriation ». Il s'agit également de mettre en place des technologies permettant l'autonomie de chacun par rapport aux grands ensembles (étatiques ou économiques), ce que définit très bien Ingmar Granstedt[4] : lui, parle d'autonomie conviviale. Il nous faut, pour sortir de l'impasse industrielle, découvrir d'autres moyens de produire : « Une manière fondée sur les capacités qu'a chaque personne, homme ou femme, d'agir elle-même, d'utiliser elle-même les possibilités offertes par son environnement naturel, technique et culturel pour prendre soin d'elle-même et de ses proches. Réhabiliter et recouvrer cette manière-là de produire suppose de désindustrialiser très largement l'économie pour réoutiller les gens là où ils vivent, dans leur commune, leur quartier, leur immeuble. Cela suppose de réorienter sciences et techniques vers la création d'outils adaptés à l'action autonome des gens. Il faut sortir de cette vision du progrès fondée uniquement sur la concentration et la puissance. »

Pour définir ces technologies de façon positive (et non pas ce qu'elles ne doivent pas être), Ivan Illitch nous parle d'activités vernaculaires : « Il nous faut un mot simple, direct, pour désigner les activités des gens lorsqu'ils ne sont pas motivés par des idées d'échange, un mot qualifiant les actions autonomes, hors marché, au moyen desquelles les gens satisfont leurs besoins quotidiens – actions échappant par leur nature même, au contrôle bureaucratique, satisfaisant des besoins auxquels par ce processus même, elles donnent leur forme spécifique [...] ce terme doit être assez large pour désigner de façon adéquate la préparation des repas et la formation du langage, l'enfantement et le divertissement, sans évoquer pour autant une activité privée parente des travaux ménagers de la femme moderne, un hobby ou une démarche primitive irrationnelle. Nous ne disposons pas d'un tel adjectif. Mais "vernaculaire" peut convenir.»

UNE TECHNIQUE À TAILLE HUMAINE

Un critère essentiel apparaît: la taille. Celui-ci est évoqué par plusieurs personnes. Theodore Kazincsky (connu également sous le nom de *Unabomber*)[5] oppose les technologies de taille communautaire aux technologies industrielles : « Nous distinguons deux types de technologie: la technologie à petite échelle, mise en œuvre par des communautés restreintes, sans aides extérieures, et la technologie qui implique l'existence de structures sociales organisées à grande échelle. [...] Pour l'essentiel, la technologie élaborée depuis la révolution industrielle est une technologie qui implique l'existence d'une organisation à grande échelle. Prenez l'exemple du réfrigérateur. Il serait pratiquement impossible à une poignée d'artisans locaux d'en construire un sans disposer de pièces usinées ou de l'outillage de l'ère post-industrielle. Si par miracle ils y parvenaient, cela ne leur servirait à rien sans une production régulière d'électricité. Ils devraient donc construire un barrage sur une rivière ainsi qu'un générateur, ce dernier nécessitant beaucoup de fils de cuivre. Imaginez ces artisans en train de fabriquer ces fils sans machines modernes. Et où trouveraient-ils le gaz pour la réfrigération ? Il leur serait beaucoup plus facile de conserver la nourriture dans la saumure ou en la séchant comme cela se faisait avant l'invention du réfrigérateur. » Si l'on peut être plus critique quant aux solutions avancées pour conserver les aliments, cet extrait à le mérite de bien montrer comment le système industriel est un tout. Il faut donc des réponses politiques et ne pas tomber dans le piège des solutions individuelles. Dans une perspective libertaire, cette distinction paraît un peu plus nécessaire : « L'anarchiste recherche lui aussi le pouvoir mais un pouvoir exercé par les individus ou les petits groupes; il veut qu'ils puissent maîtriser leurs conditions d'existence. Il s'oppose à la technologie parce qu'elle rend les petits groupes dépendant des organisations. [...] Plus généralement, l'autonomie locale augmentera peu à peu, parce que faute de technologie avancée, il sera plus difficile aux gouvernements et aux grandes organisations de contrôler les communautés locales. »

Dans son livre *Small is beautiful,* E.F. Schumacher[6] pose également la question de la taille des réalisations technologiques et milite pour une société à la mesure de l'être humain. Il oppose un système de production de masse et le système de production par les masses. Le premier « repose sur une technologie sophistiquée, très gourmande en capital, tributaire d'une forte consommation d'énergie et qui fait économie du travail manuel de l'être humain, et présuppose que l'on soit déjà riche car on a besoin d'un fort investissement pour établir un seul poste de travail. Le système de production par les masses mobilise, lui, les ressources propres à l'être humain : leur esprit éclairé et leurs mains expertes. Elle favorise la décentralisation et la démocratie directe. Elle se propose de servir l'être humain au lieu d'en faire l'esclave des machines ».

Comment avancer ? La réappropriation, précise Bertrand Louart, est « une démarche expérimentale et critique ». C'est cette double dimension qui permet de donner une perspective politique à la réappropriation : « Ainsi, à partir de la mise en commun, de l'analyse des expériences, il devient possible de dépasser les limitations de chaque expérience particulière, de développer une critique plus précise et, progressivement de constituer un espace public où puisse s'élaborer d'autres pratiques ». On ne commence pas de zéro: des pratiques dites « alternatives » existent déjà dans différents domaines (alimentation, énergie, habitat, santé, démocratie directe,...). Il faut pouvoir les relier afin de leur donner une perpective politique plus profonde et clairement « anti-industrielle ».

Pirouli et **Menyou**

1. Sans pour autant traiter Michel Henry de nazi, on peut noter qu'il cultive lui aussi cette amertume légèrement réactionnaire, souvenir fantasmé d'une époque où l'art dominait le monde, et où la vraie culture existait à ses yeux.

2. Andrew Feenberg, « (Re)penser la technique », La Découverte-Mauss, 2004.

3. Bertrand Louart, « Quelques éléments d'une critique de la société industrielle », juin 2003, N&MC
52, rue Damrémont
75018 Paris
http://netmc.9online.fr

4. Ingmar Granstedt, « Du chômage à l'autonomie conviviale », 1982, co-édition Silence-Utovie, Ligne d'horizon-MRER.

5. Theodore Kaczynski « La société indutrielle et son avenir », 1998, Éd. de l'Encyclopédie des nuisances.

6. E.F. Schumacher « Small is beautiful », 1978, Éd. Le Seuil.

RÉSISTANCES AMÉRICAINES AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES

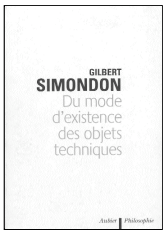
« Une nuée d'organisations se préoccupe surtout de défendre les victimes des dérives scientifiques [...] S'inspirant de la riche tradition des « luddites », les militants écologistes, en particulier ceux du mouvement Earth First, se sont montrés les plus actifs, protestant contre des projets de barrage, de déboisage, de construction de routes, d'électrification, d'expérimentation animale et autres « crimes écologiques », parfois en sabotant les machines (« ecotage »), en bloquant les routes, en rendant dangereuse la coupe des arbres. Aucun aperçu du mouvement néoluddite américain ne serait complet s'il ne mentionnait le personnage d'« Unabomber » (Theodore Kaczynski), que ses bombes meurtrières, ses proclamations enflammées et l'interminable traque par le FBI (dix-sept ans) ont rendu mondialement célèbre. [...] Unabomber, un homme qui refuse les technologies porteuses de déstabilisation sociale, de dislocation économique et de destruction de l'environnement. »
Kirkpatrick Sale (« Le Monde Diplomatique », Février 1997)

DOSSIER

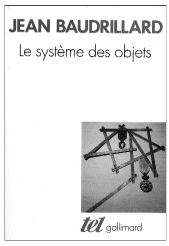
COMMENT SORTIR DE L'ALIÉNATION TECHNIQUE ? IL SUFFIRAIT DE CONSIDÉRER AUTREMENT LES USTENSILES, OUTILS ET INSTRUMENTS QUI NOUS CERNENT : C'EST CE QUE PENSENT GILBERT SIMONDON ET JEAN BAUDRILLARD. LE PREMIER PLAIDE POUR UNE AUTRE VISION DE LA TECHNIQUE. POUR LE SECOND, C'EST LE REGARD QUE L'HUMAIN PORTE SUR LUI-MÊME QUI DOIT ÉVOLUER.

POUR UN NOUVEAU RAPPORT **AUX OBJETS TECHNIQUES**

A LIRE



Du mode d'existence des objets techniques
Gilbert Simondon
Éd. Aubier, 1958.
Ce philosophe méconnu, disparu en 1989, aborde, entre autres, les notions d'encyclopédisme, de progrès technique, d'individuation et propose une définition du travail comme « activité technique ». Pour lui, la technologie peut réduire l'aliénation lorsqu'elle permet à l'humain d'être créateur de la société.



Le système des objets
Jean Baudrillard
Éd. Gallimard, 1978.
Le sociologue décrit minutieusement les différentes facettes du « cancer de l'objet » propre à notre société qui conjure par l'accumulation de signes, de gadgets et de « machins » le vide des relations humaines.

EXISTE-T-IL UNE LOI, « selon laquelle toute invention technique, qui est d'abord un moyen de libération et de redécouverte de l'homme, devient par l'évolution historique un instrument qui asservit l'homme », s'interroge Gilbert Simondon ? Ou bien vivons-nous, comme le suggère Jean Baudrillard « une maladie infantile de la société technicienne, due à la dysfonctionnalité de notre structure sociale, à savoir le capitalisme »[2] ? Les humains étant vraisemblablement dotés d'une intelligence fabricatrice, la première hypothèse reviendrait à dire que nous sommes voués à l'auto-asservissement. Reste que l'*homo faber* peut sans doute modifier la relation qu'il a instaurée jusqu'ici avec la technique, et avec les objets en particulier. Ces derniers ne sont pas des simples produits de notre intelligence: nous y projetons notre psychologie. Dans notre société, où la technique se fonde sur la volonté de dominer ce qui nous entoure, les objets représentent les moyens de cet élan. Et si le fait de considérer les objets techniques comme des moyens d'asseoir notre puissance était un facteur fondamental d'aliénation ?
Aujourd'hui, « la machine est seulement un moyen, souligne Gilbert Simondon. La fin est la conquête de la nature, la domestication des forces naturelles au moyen d'un premier asservissement : la machine est un esclave qui sert à faire d'autres esclaves ». Ces objets, vrais prolongements de notre corps et de nos gestes, sont perçus comme étrangers à nous. Pourtant, produit mixte de l'humain et de la nature, ils renferment de l'humain ; matérialisé, asservi, mais de l'humain quand même.

OBJETS SI HUMAINS

Plutôt que d'appréhender les outils dont il a besoin comme des esclaves soumis à sa volonté, l'humain devrait peut-être voir en l'objet une entité propre. Au lieu d'instrumentaliser les objets techniques, Gilbert Simondon propose de les voir comme des individus techniques porteurs d'un sens et d'une pensée, celle de leur constructeur. Il faudrait que « l'homme ne soit ni inférieur, ni supérieur aux objets techniques, mais qu'il puisse les aborder et apprendre à les connaître en entretenant avec eux une relation d'égalité, une réciprocité d'échanges : une relation sociale en quelque manière ». Cette relation d'individu humain à « individu technologique » que Simondon qualifie de « transindividuelle » est un rapport, à travers l'objet, à la pensée qui a présidé à son invention, concrétisée dans la chose. La pensée technique étant « l'univers mental et pratique de la technicité, dans lequel les êtres humains communiquent à travers ce qu'ils inventent ». L'humain deviendrait alors un « interprète vivant des machines les unes par rapport aux autres ».

Jean Baudrillard dans *Le système des objets* explique que, dans notre société technicienne, techniques et objets souffrent les mêmes servitudes que les hommes. La relation à la technique dévoile en fait comment nous appréhendons le monde et notre propre corps : comme des machines étrangères à nous-même qu'il nous faut contrôler. La prolifération des gadgets en tous genres exprimerait le mythe « d'une fonctionnalité miraculeuse du monde » : tout dans l'univers répondrait à une fonction déterminée. Ce « délire fonctionnel » qui fait inventer des outils pour le moindre geste (brosse à dent électrique, levier de vitesse automatique, cuillère à cocktails mécanique...) témoigne d'une croyance que tout problème pratique (et même psychologique) peut être résolu d'avance par un objet adapté.

CORPS-MACHINE

Ce mythe est étroitement lié au « fantasme d'une fonctionnalité miraculeuse du corps ». L'objet « idéal » actuel, le robot, l'objet totalement automatisé, révèle la signification que l'humain prend dans une société technique : « celle du plus bel objet à tout faire, de modèle instrumental ». Par ailleurs, les objets apparaissent comme les supports de projection de notre libido, de notre énergie de vie. Tout instrument est bien un « complexe projectif et phallique de la puissance » et peut être vu comme un substitut d'un phallus domestiqué. Notre fascination parfois obsessionnelle pour les outils sophistiqués et puissants (voitures, ordinateurs...) ne s'expliquerait-elle pas ainsi ? La peur d'une révolte des robots (crainte récurrente, comme le prouvent la science-fiction, miroir de l'inconscient social), devient alors celle que nous éprouvons vis-à-vis de notre propre sexualité. Sexualité appréhendée comme une force « non-humaine » à domestiquer...
C'est donc moins la technique en soi qui paraît aliénante que la relation que nous entretenons avec elle. Il s'avère nécessaire pour sortir de « la maladie infantile » dont souffre la société occidentale de reconnaître la technique comme partie intégrante de la culture. Une meilleure connaissance de sa nature et de son essence contribuerait à réduire notre aliénation. Ce qui implique d'incorporer la technique à la culture, alors même qu'on les oppose, en reléguant les objets techniques à la sphère de l'utilité pure, de la non-signification. Quant à changer notre regard sur ce qui nous entoure et sur notre propre corps, cela ne relève ni plus ni moins que d'une révolution anthropologique... **Leila**

en bref ailleurs

BRÉSIL

LULA, L'ILLUSIONNISTE

L'homme du peuple arrivé au pouvoir, le métallurgiste devenu président du plus grand pays d'Amérique du Sud aurait-il réussi en moins d'un an à démontrer qu'on ne peut rien changer en imposant d'en haut. En effet, peu à peu, nombre de ses partisans perdent leur illusion.

L'homme qui était censé rénover le pouvoir montre sa capacité à reproduire les systèmes qu'il décriait auparavant. Ainsi, le Parti des travailleurs qui l'a placé au pouvoir est au cœur d'une vaste affaire de corruption. Diniz, membre influent du Parti, avait concédé des modifications d'appels d'offre publics sur le marché des machines de pari dans l'État de Rio. En contrepartie, Diniz obtenait le financement des campagnes de candidats du PT. Bizarre, pour un Parti qui était censé faire fuir les investisseurs et les patrons, de trouver des appuis aussi haut placés...

Ensuite, Lula brille par sa fibre écologiste. Récemment, il a annoncé la construction d'un gazoduc dans la forêt amazonienne, ce qui fait fulminer les associations écolos. Pour se justifier, il a déclaré au passage que « l'Amazonie ne doit pas être le sanctuaire de l'humanité ». Cela en dit long sur ses visées en terme de développement.

Cette décision fait écho à l'autorisation de l'utilisation de semences transgéniques donnée quelques mois auparavant. José Bové va devoir retourner au Brésil arracher les plants de soja comme il l'avait fait lors du Forum social mondial de 2001 qui avait lancé la campagne électorale d'un certain Lula...

De quoi nous donner espoir, dans les récentes velléités électorales des altermondialistes français et autres personnalités d'Attac.

Sources : « *Us Military out of Shannon* »
Matthieu Violette, *Poivre Rouge* n°6

ROYAUME-UNI

EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

En terme de sécurité, le citoyen français ne doit pas regarder son compère britannique avec envie. En effet, depuis 1952, les résidents anglais n'ont plus besoin de pièce d'identité à présenter aux policiers curieux de connaître leur date d'anniversaire. En quelques mots, le Royaume-Uni est le tiers-monde du sécuritaire... Ce retard va être rattrapé grâce au gouvernement Blair qui a entrepris un vaste programme pour créer un registre national de l'identité. Bien évidemment, devenir un pays sécuritairement développé demande d'agir par étapes. Pour l'instant, une grande opération est réalisée pour savoir quel fichage biométrique est le plus efficace : doigts, visage, iris, etc. Tout cela est de bon augure pour la création de mouvements de sans-papiers.

DES SOLDATS AMÉRICAINS RECHERCHENT L'ASILE POLITIQUE AU CANADA

Les soldats américains Brandon Hughey et Jeremy Hinzman, tous deux opposés à la guerre et à l'occupation de l'Irak, recherchent l'asile politique au Canada. Leur lutte pour un asile politique est un véritable test pour les futurs dissidents de l'armée US qui s'opposent à leur utilisation par le régime de Bush comme chair à canon pour atteindre ses visées expansionnistes dans la région du Golfe.

Hinzman, ainsi que sa jeune famille, et Hughey ont trouvé un avocat canadien. Ce dernier a commencé la procédure pour leur octroyer le statut de réfugié. Il espère convaincre les officiels du service d'immigration canadien que Jeremy et Brandon « n'auraient pas dû être forcés de prendre part à une guerre illégale qui viole les règles de base de la décence humaine. »

Pour plus d'informations
http://www.jeremyhinzman.net
http://brandonhughey.org/

NIGER

NUCLÉAIRE, GÉRER LA CATASTROPHE

La production d'uranium représentait plus de deux tiers des exportations pour le Niger. Au niveau local, l'économie est centrée autour de cette industrie. Des villes ont été construites de toutes pièces autour des mines. Bien sûr, le danger pour la vie des travailleurs-euses et habitant-e-s des cités minières est inouï. Dans la région d'Arlit, deux filiales du groupe AREVA-COGEMA mènent la danse macabre. Fin 2003, deux études ont été menées par l'ONG Sherpa, suite aux demandes de la population d'Arlit se disant victime d'une dégradation sanitaire de la région et de la CRII-RAD. Les constatations alarmantes de l'association Sherpa sont confirmées par les analyses de l'autre ONG : financements de deux hôpitaux, liés directement aux deux exploitants miniers, pour masquer les décès anormaux ; commande massive de Viagra pour combattre de forts troubles sexuels ; faiblesse de la nomenclature des maladies professionnelles ; contrôle de la radioactivé par une autre filiale de la COGEMA ; personnel mal formé ; recours à la sous-traitance... La CRII-RAD affirme qu'il existe un problème radiologique sérieux à travers la dispersion et la réutilisation par la population de ferrailles contaminées issues des deux sites d'extraction de l'uranium. Et pense que l'exposition de la population aux poussières radioactives issues des sites miniers, usines et entreposages de résidus, mérite des expertises complémentaires.

ALORS QUE SA POLITIQUE IRAKIENNE SUSCITE UNE OPPOSITION CROISSANTE AUX ETATS-UNIS, LE GOUVERNEMENT BUSH S'EN PREND AUJOURD'HUI AVEC VIOLENCE AUX MOUVEMENTS ANTICAPITALISTES ET ANTIGUERRE AMÉRICAINS, TOUJOURS AUSSI DYNAMIQUES ET INVENTIFS.

Guerre intérieure aux États-Unis

EN DÉCLINANT SON CONCEPT de guerre préventive sur tous les fronts, l'administration Bush a, de fait, déclaré une guerre totale à ses propres citoyens – du moins ceux qui prennent aux sérieux un droit supposé garanti par la constitution: le droit de demander au gouvernement de s'expliquer. Les mouvements de protestation étatsuniens ne sont pas plus importants qu'ailleurs, et ont peut-être même moins d'influence qu'en Europe, du fait du conservatisme des partis politiques américains. John Kerry, par exemple, est à peine plus orienté à gauche que l'UMP. Mais c'est avec la puissance et la brutalité d'un empire que le gouvernement a attaqué ces communautés antimondialisation, anticapitalistes et antiguerre – fonctionnant de manière décentralisée, autonome et horizontale, leur nombre est difficile à évaluer précisément, mais elles restent très minoritaires.

Cette guerre-là, les médias, même les plus progressistes, n'en parlent pas. Mais quasiment tous ceux qui ont été impliqués dans des mouvements de contestation, même les plus inoffensifs, en ont pris conscience rapidement, et ont été les témoins de sa violence.

QUAND LE FBI REPREND DU SERVICE

L'administration Bush s'appuie sur trois tactiques principales: l'infiltration et l'espionnage, la confrontation militaire directe, et le recours à des milices de droite agissant quasiment comme des paramilitaires. Ces méthodes sont facilitées par le silence complice ou le franc soutien de l'*establishment* médiatique, dont nous ne pouvons parler que très rapidement ici. Toute aussi importante est l'alliance des cours fédérales avec des juristes de droite, dont il y aurait beaucoup à dire.

L'infiltration et l'espionnage sont à la fois les méthodes de répression les plus anciennes et les plus récentes. Bien que les États-Unis n'aient pas de services de sécurité intérieure comme c'est le cas en Grande Bretagne avec le M15, le FBI enquête sur l'activité des groupes politiques depuis des années, compilant des dossiers sur M.-L. King, les militants antiguerre aussi bien que sur le KKK. Ce type d'espionnage avait été interdit après la guerre du Vietnam et le scandale du Watergate, mais ces restrictions ont sauté après le 11 septembre.

C'est évidemment lorsque la police décide d'agir que l'espionnage révèle toute son utilité. Les manifestants se heurtent de plus en plus souvent à des obstructions officielles, et à une mobilisation disproportionnée et une violence assumée de la police. Des moyens justifiés par les atteintes à la propriété privée, qui seraient, selon la police, le fait du *Black Block* apparu lors de la «bataille de Seattle» en 1999. Les manifestants sont désormais parqués dans des «zones de libre expression», qui se situent souvent à des centaines de mètres des évènements contre lesquels ils protestent. Toute personne tentant de s'exprimer hors du périmètre ou d'en sortir est systématiquement arrêtée. La définition même de «propriété privée» varie fréquemment selon les lubies des policiers. Des espaces publics comme les parkings d'écoles et les parcs ont ainsi été déclarés zones privées, à la surprise des manifestants.

> c'est avec la puissance et la brutalité d'un empire que le gouvernement a attaqué ces communautés antimondialisation, anticapitalistes et antiguerre

En février 2003, alors qu'un jour de manifestations contre le déclenchement imminent de la guerre en Irak avait été fixé partout dans le monde, la mairie de New York interdit tout type de marche, officiellement pour «raisons de sécurité». Les organisateurs furent contraints d'accepter un rassemblement, au cours duquel les manifestants furent parqués dans une seule rue derrière des barrières en métal. Une fois cet «espace» plein, les manifestants qui n'étaient pas derrière les barrières furent dispersés et traités comme des délinquants. Plus de 300 personnes furent arrêtées. Les policiers étaient pour l'occasion accompagnés d'unités anti-émeutes et armés de gaz au poivre et d'un stock de menottes en plastique. De toutes les manifestations tenues ce jour-là, seule celle de New York rencontra des problèmes. Lors des manifs suivantes, de mauvaises indications furent sciemment données aux manifestants dirigés vers les zones interdites puis arrêtés.

En avril 2003, la police attaqua des manifestants à Oakland, en Californie, avec des balles en caoutchouc et des balles lestées, blessant de nombreuses personnes. Un déploiement de force aussi excessif est maintenant devenu banal. Les policiers s'assoient sur la tête ou la poitrine de manifestants non violents, et utilisent des armes non létales, comme des pistolets paralysants et du gaz au poivre sur des manifestants menottés et entravés. Certains ont même été plus loin, cherchant à arrêter

MOINS DE DROIT, PLUS DE DROITE

À la suite du 11 septembre, et sous couvert de lutte contre le terrorisme, l'administration Bush a brutalement restreint les libertés civiles garanties par la constitution. Le Patriot Act adopté en octobre 2001 par le congrès, en est un premier exemple. Il permet notamment au FBI d'enquêter sur des groupes et citoyens américains pour lutter contre le «terrorisme intérieur», et d'arrêter et de maintenir en détention des étrangers sur la base de simples suspicions. Ces mesures ont été renforcées en 2003 par le Domestic Security Enhancement Act (dit Patriot Act 2). Alors qu'un transfert de pouvoir impressionnant s'opère entre la justice et l'État américain, le gouvernement peut aujourd'hui emprisonner des citoyens sans divulguer leurs noms, leur ôter la nationalité américaine s'ils sont impliqués dans des mouvements de désobéissance civile, et expulser des étrangers en situation régulière en passant outre les décisions des cours fédérales.

des personnes en dehors des manifestations. En novembre 2003, à Brooklyn, des policiers en uniforme exigèrent d'entrer chez un collecteur de fonds des *Anarchist People of Color,* répandant du gaz au poivre et tabassant les participants avec des matraques. Huit personnes furent arrêtées et la police laissa les cent hommes et femmes restants hébétés et blessés.

LE CONTRE-EXEMPLE DE MIAMI

L'attaque la plus violente survint à la fin de l'année 2003, à Miami en Floride, lors d'une conférence visant à établir une zone de libre-échange entre les Amériques. En prévision de ce que l'officier de police John Timoney décrivit comme une invasion de « violents anarchistes voulant détruire la ville », de « voyous », de « crétins » et autres insultes, la plupart des bureaux et commerces furent fermés, et les transports publics suspendus. La mairie interdit les rassemblements de plus de six personnes et de plus de trente minutes, une mesure inconstitutionnelle mais prise trop rapidement pour être rejetée par la justice.

Ne restèrent dans les rues désertées que les policiers armés et les forces blindées, et les manifestants –quelques anarchistes, mais surtout des écologistes, des syndicalistes, des activistes venus du monde entier, des étudiants et des représentants de groupes religieux et autres associations. Au lieu de protéger la zone où avaient lieu les conférences, des brigades volantes de police chargèrent des groupes de manifestants, les matraquant, utilisant des balles en caoutchouc, du gaz lacrymogène, des balles lestées, et autres armes non létales. Des centaines de personnes furent arrêtées dans un climat de violence rarement atteint ces dernières années. Un juge nommé aux procès de manifestants déclara même à la cour qu'il avait été choqué par le comportement de la police. Il dit entre autre avoir vu lui-même la police commettre plus de vingt actes criminels. L'officier Timoney affirma avec prétention que d'autres villes avaient envoyés des représentants pour étudier l'«exemple de Miami». Le maire de la ville se targua d'avoir fait de l'intervention de sa police un modèle de sécurité intérieure –elle aurait presque pu l'être, ce déploiement de force ayant été financé grâce au budget de la guerre en Irak. Un groupe de journalistes triés sur le volet fut même intégré dans des unités de police, exactement comme les journalistes accompagnant les troupes américaines en Irak pour fournir une version des événements avalisée par le gouvernement.

LES CONSÉQUENCES DE LA RÉPRESSION

Depuis, rien n'est arrivé de comparable à la violence de Miami, mais les organisateurs des prochaines manifs s'inquiètent déjà de la présence policière à la convention nationale du Parti Républicain, qui se tiendra en août dans la ville de New York. Des rumeurs circulent sur des *snipers,* des agents du FBI, le recours à l'armée de terre, des projets d'utilisation d'armes prétendues non létales... Quand bien même il n'arrivera rien à New York, les exemples d'Oakland et de Miami font désormais systématiquement craindre l'attaque de la police lors des manifestations, même les plus pacifiques. Et la «démilitarisation de la police» est devenu l'une des revendications des activistes.

Mais les manifestants ne doivent pas seulement craindre la police. De plus en plus de manifs sont la cible de milices de droite, souvent structurées autour de sites Internet comme FreeRepublic.com. Des membres du parti Républicain infiltrés et leurs alliés ont orchestré des manifestations «spontanées» contre Gore lors du fiasco électoral en Floride, et plusieurs éléments laissent à penser que certaines des violences sporadiques attribuées aux antiguerres et aux antimondialisations ont été le fait d'agents provocateurs.

Quand la guerre en Irak a commencé, l'un de nous a assisté à un *die-in* au cours duquel 170 personnes se sont allongées à Manhattan pour barrer la cinquième avenue. Ceux d'entre nous qui étaient rassemblés le long des trottoirs furent systématiquement harcelés, la plupart par des hommes blancs et musclés entre deux âges, tous habillés de la même façon, t-shirts, jeans et casquettes de baseball. Selon des témoins, ces hommes donnèrent des coups de poing à des manifestants, cherchant à provoquer des bagarres, et furent ensuite surpris en compagnie de flics en uniforme. Leur violence était aussi verbale, et des manifestantes furent harcelées sexuellement.

Miami, répression des manifestations contre le FTAA.

Ce type de harcèlements et de violence paramilitaire est encouragé par la violence du discours des politiques. Même si selon les critères politiques européens, très peu de choses distinguent les démocrates des conservateurs américains (il n'y a pas d'extrême gauche parlementaire aux États-Unis), la droite a réussi à diaboliser jusqu'aux plus modestes éléments libéraux[1] au sein du Parti Démocrate. Tel conseiller municipal Californien déclare qu'il souhaiterait avoir une bombe à neutron pour tuer tous les libéraux. Tel autre animateur de radio populaire suggère de tirer sur les immigrés clandestins et de pendre les gauchistes et les homosexuels, tandis qu'un dernier enfonce le clou en affirmant que tous les libéraux sont des traîtres dont l'unique but est de détruire la démocratie américaine. Ce même personnage est l'auteur d'une pièce de théâtre à la gloire de Le Pen, expliquant qu'«en plus de mutiler des jeunes filles et de brûler des synagogues, un des passe-temps favoris des musulmans en France est de voler des voitures, de leur mettre le feu et de les jeter du haut de falaises».

Les radios américaines se délectent de ce genre d'attaques, transformant ainsi des émissions très populaires auprès des ouvriers et des classes moyennes en instruments de propagande. Leurs animateurs sont des invités réguliers et appréciés de la Maison Blanche, confirmant l'existence d'un lien solide entre les projets politiques du gouvernement et les sujets ressassés à la radio. Il est évident que l'utilisation de la radio et l'espionnage, les menaces et les violences policières participent d'un même projet. Impossible de savoir ce qui résultera de cette alliance, mais nous devons nous rappeler qu'il y a dix ans au Rwanda, les médias répétaient sans cesse que les Tutsis étaient de la vermine qu'il fallait éliminer avant qu'ils ne s'en prennent aux Hutus. Les États-Unis ne sont évidemment pas au bord du génocide. Mais le discours haineux de la droite américaine et la transformation croissante de la police en force militaire intérieure laissent augurer des heures sombres pour les dissidents américains.

Michael Steinberg et **Sarah Falkner**

Traduit de l'anglais par **Aurélie**

A VISITER

- www.antiwarnetwork.org
- www.warresisters.org
- http://illegalvoices.org/apoc
- www.anarchistblackcross.org
- www.aclu.org
- www.zmag.org

1. Le terme libéral n'est ici pas employé au sens économique mais au sens politique pour désigner la gauche américaine.

entretien DANS CET ENTRETIEN, FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE, PRÉSIDENT DE SURVIE, S'APPUIE SUR LE GÉNOCIDE RWANDAIS POUR EXPLIQUER LA POLITIQUE FRANÇAISE EN AFRIQUE. À L'OCCASION DE LA SORTIE DE SON DERNIER OUVRAGE «AU MÉPRIS DES PEUPLES», IL FAIT ÉTAT DE L'AVANCÉE DE SES RECHERCHES, APPUYÉES PAR D'AUTRES AUTEURS, ET ACCULE CHAQUE FOIS UN PEU PLUS NOS GOUVERNANTS DE DROITE COMME DE GAUCHE.

le néo-colonialisme franco-africain

Entretien avec **François-Xavier Verschave**
Propos recueillis lors d'un débat organisé par la librairie **Quilombo**, mis en forme par **Fioul**

Qu'appelez-vous la Françafrique ?

De Gaulle a été acculé en 1960 à accorder l'indépendance aux pays d'Afrique, aux anciennes colonies françaises au sud du Sahara. Il décrète une nouvelle légalité internationale, l'indépendance, et décide de faire... exactement le contraire : maintenir la dépendance. Ceci grâce à Jacques Foccart et à ses réseaux. Maintenir la dépendance, cela signifie donc agir illégalement, cela oblige à mettre en place un système caché, inavouable, un ensemble de relations peu visibles. On installe d'abord des gouverneurs à la peau noire, des gens qui pour certains se réclament des services secrets français, comme Omar Bongo, ou qui ont la nationalité française. Il y a d'anciens sergents-chefs de l'armée française, comme Gnassingbé Eyadema, qui viennent assassiner le président légitimement élu du Togo, et d'autres militaires formés dans l'armée française. Donc, un peu partout, on recrute des personnes qui sont complètement prises dans les réseaux d'initiés franco-africains, qui vont se constituer des fortunes dans les paradis fiscaux, à condition de permettre à la France de continuer ses mécanismes coloniaux de pillage des matières premières, et ses grandes manœuvres géopolitiques. À Survie, qui était au départ une association très consensuelle, nous travaillions sur l'efficacité de l'aide publique au développement. Nous disions qu'il fallait qu'elle arrive à destination. Il n'y a pas grand monde qui puisse défendre le contraire. Mais, peu à peu, nous avons mis le nez sur ces mécanismes de pillage. Nous sommes vraiment en face de mécanismes de pillage gigantesques. Au Rwanda, on a tout de suite compris que la France avait soutenu et continuait de soutenir ceux qui avaient commis le génocide. Dès novembre 1994, j'ai publié un livre, «Complicité de génocide. La politique de la France au Rwanda», avec force détails. L'éditeur a voulu rajouter un point d'interrogation à «Complicité de génocide»... Mais on savait déjà beaucoup de choses. En 1995, un rapport accablant de Human Rights Watch a décrit des livraisons d'armes de la France à ceux qui commettaient ou qui venaient de commettre le génocide. Un rapport d'Amnesty International a aussi évoqué ces livraisons d'armes incessantes. La cause, à l'étranger, était entendue : la France était l'alliée des génocidaires. Il n'y a qu'en France qu'on ne l'admet toujours pas.

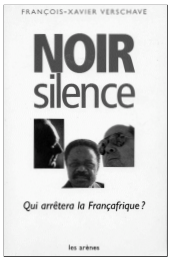
En 1998, un journaliste du *Figaro*, Patrick de Saint-Exupéry, après avoir reçu une série de confidences de militaires écœurés, publiait pour le centenaire du «J'accuse» de Zola une série de quatre articles, de vraies bombes, montrant la complicité militaire très forte de la France avec les responsables du génocide. Le scandale a été tel qu'il a fallu une mission d'information parlementaire pour tenter d'y voir clair – ou de déminer le scandale. Celle-ci, par certains côtés, a bien travaillé, mais quand elle butait sur les questions de complicité active, c'est-à-dire les fournitures d'armes, l'instruction des milices, la manière dont l'opération Turquoise a aidé à «achever le travail» au lieu d'arrêter les miliciens, etc., elle s'est bien gardée d'aller y voir de plus près. Elle a fini par conclure que la France avait fait des erreurs mais qu'elle n'était pas coupable. Récemment, un militaire a dit à un journaliste : «La mission Quilès a bien travaillé, sans quoi nous serions tous devant le Tribunal pénal international d'Arusha».

> La France a fourni le «mode d'emploi» du génocide, dans un pays qui est devenu le terrain d'«expérimentation» de son armée.

Qu'est-ce qui a permis d'avancer, d'y voir un peu plus clair ?

Une conjonction d'éléments. Le premier, c'est le réveil de Saint-Exupéry. Après la mission parlementaire, ce spécialiste de l'Afrique au *Figaro* voulait écrire un livre. On l'a nommé correspondant à Moscou... Cela l'a un peu refroidi. Un jour d'automne 2003, il entend à la radio Dominique de Villepin parler «des génocides» de 1994 au Rwanda. Il faut savoir que «les génocides», le «double génocide», c'est le refrain de ceux qui ont organisé la complicité française dans le génocide des Tutsis, et le mot de passe de la soumission de

A LIRE



Noir silence
F.-X. Verschave
Éd. Les Arènes, 2000.

La Françafrique
F.-X. Verschave
Éd. Stock, 1978.

la classe politique à ce noyau dur. Pourquoi ? Le soutien de la France aux auteurs du génocide étant trop évident, il fallait bien trouver une parade. On a donc matraqué : « Pendant la guerre qui se déroulait au Rwanda, l'adversaire de la France, le FPR (le parti armé des Tutsis exilés quarante ans plus tôt à la suite d'une série de massacres) a commis lui aussi un génocide. » Et donc la France, qui combattait le FPR et son génocide, était toujours la patrie des droits de l'Homme. Cela ne tient pas la route : le FPR a commis des crimes de guerre, et certaines représailles en 1994 et 1997 peuvent être qualifiées de crimes contre l'humanité, mais il n'a jamais entrepris d'exterminer les Hutus – très majoritaires dans le Rwanda actuel, qu'il dirige. Mais revenons à M. de Villepin qui parle à la radio « des génocides » au Rwanda – le mot de passe du négationnisme quant au rôle de la France. Le sang de Saint-Exupéry ne fait qu'un tour. Il prend sa plume, attrape de Villepin par le collet et l'emmène avec lui au Rwanda dans un récit rétrospectif. C'est un livre prodigieux, *L'inavouable*. Ce livre montre plus qu'une complicité ordinaire. Entre-temps, Saint-Exupéry est allé en Argentine et curieusement il a vu là-bas que les méthodes des militaires argentins ressemblaient étrangement à ce qu'il avait observé dans la préparation du génocide au Rwanda. Il a rencontré un chercheur, un personnage passionnant, qui traite de ce dont personne ne traite, les doctrines militaires : Gabriel Périès. Ce dernier a passé un doctorat d'État sur le sujet et a eu accès aux archives de l'École de Guerre. Il y a découvert des choses tout à fait méconnues, ou que nous croyions être de l'histoire ancienne, à savoir Aussaresses, la bataille d'Alger, le quadrillage et le contrôle des populations dans les villes et les campagnes, la torture systématique, la terreur, les éliminations par des escadrons de la mort, les hélicoptères français qui balancent des gens du FLN dans la baie d'Alger, etc. Ces pratiques étaient fondées sur une doctrine qui n'a jamais été rejetée, bien au contraire. Toutes ces horreurs que l'on croyait révolues, et que l'on n'a d'ailleurs toujours pas fini d'inventorier, étaient le fruit d'une doctrine principalement élaborée et enseignée par deux officiers : Lacheroy et Trinquier. Ces officiers, ulcérés par la défaite de la France en Indochine, se sont dit que la guerre moderne consistait à contrôler par la peur des populations quadrillées à tous les niveaux, jusqu'à celui de la cellule familiale. La bataille d'Alger a été considérée par les militaires comme un progrès technique grandiose. De Gaulle avait compris que ce n'était par parce que la France contrôlait les Algériens par la terreur qu'elle allait gagner la guerre en Algérie. Pour avoir négocié la paix, De Gaulle a été considéré comme un traître par ces gens-là et ils ont failli le descendre. Il les a écartés des responsabilités militaires en France, mais il en avait besoin pour l'Afrique noire. Donc ils ont été « recyclés » dans les polices politiques du Gabon, du Cameroun, du Tchad, etc. et ensuite en Amérique latine. Et ils ont continué de proche en proche, par la transmission de leurs traditions au sein des forces spéciales, à entretenir et améliorer leurs doctrines. Saint-Exupéry nous explique que quelques stratèges militaires, qu'il appelle les « apprentis sorciers », se sont manifestés à la fin des années quatre-vingt en disant : « Nous avons encore perfectionné nos méthodes de contrôle des masses. Nous sommes capables de tenir encore un peu mieux les populations, de les entraîner là où nous voulons par les mécanismes de la guerre psychologique, un mélange de peur et de haine. Notre savoir-faire a franchi un palier. »

Que vient faire le Rwanda dans tout cela?

À partir des années soixante-dix, la France a des envies d'Afrique latine. L'Afrique française ne lui suffit plus ! Elle veut étendre son hégémonie néocoloniale sur les anciens pays de colonisation belge ou portugaise. La France s'installe donc au Rwanda. Les Tutsis exilés qui veulent rentrer parlent anglais puisqu'ils sont depuis trente ans dans un pays anglophone, l'Ouganda. Et si ce sont des anglophones, ce sont des ennemis de l'Afrique francophone. Alors, « allons-y, faisons vraiment la guerre, utilisons notre nouveau logiciel de guerre moderne, nos méthodes dernier cri de guerre psychologique ». Tout y est : la désignation de l'ennemi intérieur, la manipulation des foules à travers un concept ultra moderne de radio « Slogans et musique », la « Radio des milles collines » (RTLM), qui arrive à capter son auditoire de manière extraordinaire, et dont les messages de haine vont pousser plus d'un million de personnes à en exterminer un million d'autres. C'est la quatrième arme de destruction massive. Les armes chimiques ont été inventées pendant la guerre de 14-18, l'arme nucléaire pendant celle de 39-45, on a ensuite joué un peu avec l'arme biologique en Afrique du Sud et ailleurs. Mais là, on a trouvé un rapport qualité/prix exceptionnel : RTLM plus les machettes, cela ne coûte pas cher. Il suffit d'enrôler la population... Cela peut paraître incroyable, mais c'est ce qu'affirme Saint-Exupéry : la France a fourni le « mode d'emploi » du génocide, dans un pays qui est devenu le terrain « d'expérimentation » de son armée. Il est difficile d'imaginer qu'un journaliste qui enquête depuis dix ans, qui a une telle réputation (il a reçu le prix Albert-Londres), risque sa crédibilité et sa carrière si les choses qu'il expose ne lui ont pas été expliquées par des sources fiables. Nous sommes donc en face de cette folie incroyable. Les militaires français, depuis Lyautey et les troupes ■■■

AGIR

Les propos de cet entretien ont été recueillis lors d'un débat organisé par la **librairie Quilombo**
ouverte du mardi au vendredi de 14 h à 20 h et le samedi de 11 h à 20 h
23 rue Voltaire
75011 Paris
www.librairie-quilombo.org

coloniales, ont toujours utilisé la manipulation ethnique pour dominer tel ou tel pays, mais là ils sont passés à l'échelle supérieure. Ces troupes coloniales sont devenues les troupes d'infanterie de marine, elles sont toujours au cœur de la présence et des interventions militaires françaises en Afrique et constituent le noyau dur des forces spéciales. Saint-Exupéry nous explique un autre élément d'importance : en France, une sorte de coup d'État a eu lieu en 1992. Ce noyau dur, c'est-à-dire quelques régiments très précis – le 1er RPIMa, qui est aussi le Service action de la DGSE (l'ancien 11e choc), le 2e REP (de la Légion étrangère), différents commandos d'action spéciale, le GIGN, etc. – se sont regroupés en un Commandement des opérations spéciales (le COS) rattaché directement, hors hiérarchie, à l'Élysée. Comme le dit Saint-Exupéry, Mitterrand s'est doté d'une « légion présidentielle ». On peut aussi comprendre que la partie la plus performante mais la moins contrôlée de l'armée (de par ses liens étroits avec les services secrets) s'est autonomisée en flattant l'ego d'un Président vieillissant. Or, la mission parlementaire a tout de même montré qu'en 1992-93, c'était la France qui tenait à bout de bras l'armée rwandaise en déconfiture. Elle menait la guerre avec des gens qui préparaient un génocide. « Nous » étions leurs conseillers stratégiques. La Commission d'enquête citoyenne a montré que, pendant tout le génocide, la France a livré des armes, et qu'après elle a continué a en livrer aux génocidaires, via l'aéroport de Goma qu'elle contrôlait. Certaines de ces armes ont été payées par la BNP et par la Banque de France. La France a exfiltré les chefs génocidaires au moment de l'opération Turquoise. La complicité pendant et après le génocide est énorme.

Si l'on suit Saint-Exupéry, on peut se dire que la France a essayé de tester ses nouvelles armes de manipulation massive... Faisons une hypothèse indulgente : la France aurait été surprise par l'ampleur de la déflagration. Quand on fait une expérience nucléaire, elle peut « diverger », ne pas marcher comme prévu. On veut confiner l'énergie, mais voilà qu'elle explose à la figure des Rwandais. L'indulgence résiste mal. Supposons que l'explosion n'était pas voulue. L'arme explose le 6 avril 1994. La France ne pouvait pas dire qu'elle ne savait pas le risque imminent d'un génocide au Rwanda. Notre Commission d'enquête citoyenne a montré que l'armée et le gouvernement belges connaissaient très précisément le plan de déclenchement du génocide un mois avant. Or, les chefs des services de renseignement français n'ont cessé de répéter : « Nous étions les meilleurs en matière de renseignement sur le Rwanda ». Donc, si les Belges savaient, les Français savaient aussi. Si le déclenchement du génocide faisait partie des scénarios-catastrophes à éviter, les Français se seraient précipités dès le 7 ou le 8 avril pour tenter de l'enrayer – et ils en avaient tous les moyens. Or ils ont fait tout le contraire : le génocide s'est déclenché et ils ont continué d'aider sous toutes les formes les génocidaires, qu'ils ont ensuite exfiltrés trois mois plus tard, après avoir essayé de couper le Rwanda en deux – pour opérer une partition du Rwanda, créer à l'ouest une sorte de Corée du Nord où on aurait conforté le gouvernement génocidaire et préparé la contre-attaque. Tout cela a été démontré pendant la commission d'enquête citoyenne.

Que disent les rescapés ?

Ils racontent entre autres ce qui s'est passé dans les collines de Bisesero, à l'ouest du Rwanda. 50 000 Tutsis y ont résisté pendant deux mois avec des cailloux, des bâtons, etc. Il n'en restait plus que 5 000 à l'arrivée de l'opération Turquoise le 27 juin. Les soldats français se montrent puis se retirent immédiatement en disant qu'ils vont revenir. Ils ne sont revenus que trois jours plus tard. Pendant ce temps a été déclenchée contre eux une très forte offensive des miliciens hutus, avec des moyens sans précédent. Ces attaques ont exterminé une partie des Tutsis survivants. Aujourd'hui, les miliciens repentis et les rescapés disent que non seulement la France n'a pas sauvé les Tutsis mais qu'elle les a fait sortir de leurs cachettes. Elle a amené des miliciens déguisés en infirmiers ou a tiré des coups de feu pour prévenir que le champ était libre, que c'était possible d'aller assassiner les survivants. Des militaires français auraient utilisé toutes sortes de leurres pour débusquer ces derniers et éliminer cette « poche de résistance » inopportune dans le *Hutuland* qu'ils projetaient de créer. D'autres témoignages évoquent des actes sordides que nous ne pouvions imaginer. Des militaires français sont arrivés pour protéger le camp de Nyarushishi, où se trouvaient 8 000 rescapés tutsis. Le but officiel de l'opération Turquoise était de sauver et protéger les derniers survivants du génocide. Des témoignages de miliciens et de rescapés décrivent un accord passé entre des soldats français et les miliciens locaux. Les premiers auraient dit aux seconds : « c'est difficile de vous laisser massacrer les Tutsis parce qu'il y a des satellites qui pourraient photographier la liquidation de ce camp, et cela se saurait. Mais, de temps en temps, on va en faire sortir et vous les livrer. » Les rescapés nous racontent qu'ils n'avaient guère à manger et surtout pas de bois pour faire cuire leur nourriture, et donc qu'il fallait aller en chercher hors du camp. Les soldats français ouvraient la porte. Les rescapés allaient chercher du bois et quand ils revenaient, on les empêchait de rentrer. Les miliciens pouvaient les massacrer. Des femmes rapportent

Questionné sur le Rwanda, Mitterrand a dit qu'« un génocide dans ces pays-là, c'est pas trop important ».

AGIR

Elf, la pompe Afrique (lecture d'un procès)
de **Nicolas Lambert**
Cette pièce de théâtre retrace le procès Elf et met en lumière le pillage réalisé par la multinationale avec ses acteurs et ses complices.

Charlie Noé & Cie
17, rue Florian
93500 Pantin
01 48 44 79 78

que ces militaires les ont violées régulièrement, qu'ils ont fait subir toutes sortes d'exactions ou de supplices aux rescapés du camp de Nyarushishi.
Tout cela ne peut s'expliquer que parce que certaines unités de l'armée française sont depuis toujours dans une logique raciste. Un certain nombre de miliciens disent que les Français de l'opération Turquoise étaient encore plus antitutsis qu'eux. Colette Braeckman, journaliste belge, nous a donné des témoignages qui vont dans le même sens. Par exemple, des officiers de l'armée rwandaise en avaient marre des massacres et voulaient rejoindre le Rwanda. Ils se sont fait traiter de « sales nègres ». Les militaires français leur ont dit qu'ils devraient rester avec leurs alliés naturels, tous ces chefs génocidaires que les Français exfiltraient vers le Congo pour y préparer la contre-attaque. Nous avons réuni et confronté une série d'éléments montrant que juste après le génocide, les Français formaient des miliciens pour poursuivre la guerre. Nous avons examiné le compte-rendu d'une rencontre entre le général Huchon, qui commandait toute la guerre contre le FPR depuis le ministère de la Coopération. Il y est dit que « la guerre sera longue » et que le problème de la France n'est pas que ses alliés soient en train de commettre un génocide, mais que l'image de ces alliés soit si dégradée qu'il devient difficile de les aider.

Tout cela, vous a amené à titrer votre dernier livre « Au mépris des peuples ».

Au début de la colonisation, ce mépris des civilisations et des peuples africains est quasiment universel en Occident. Je vous recommande d'ailleurs le livre extraordinaire de Sven Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes*, qui raconte les origines du racisme européen. Il a été édité par un remarquable éditeur, le Serpent à plumes – qui vient, malheureusement, d'être racheté par un autre éditeur basé à Monaco, un paradis fiscal françafricain, ce qui confirme que les éditions indépendantes et donc ce genre de livres sont menacés.
Il y a ce racisme européen, cette tradition de complaisance française envers le génocide. N'oublions pas que Mitterrand a été décoré de la francisque, qu'il est resté l'ami de Bousquet pratiquement jusqu'à sa mort et qu'il a eu des complaisances de tous ordres envers un certain nombre de nettoyages ethniques en Europe et ailleurs. Questionné sur le Rwanda, Mitterrand a dit, selon Saint-Exupéry, qu'« un génocide dans ces pays-là, c'est pas trop important ». Son conseiller Afrique, Bruno Delaye, a dit à une délégation d'associations que c'était ainsi que les Africains se comportaient. Pendant toute la guerre et le génocide au Rwanda, la désinformation et notamment celle du *Monde* ont joué un rôle majeur. Les reporters du *Monde* qui parlaient de génocide ont été censurés. On ne cessait de dire que c'était la guerre, et non un génocide. J'ai été en procès contre Pasqua en 1999 parce que j'avais écrit qu'il avait échangé Carlos contre un soutien au nettoyage ethnique au Sud-Soudan. Cela l'embêtait : les Sud-Soudanais étant catholiques, c'était mauvais pour son image. J'ai été condamné à lui verser un franc symbolique pour la raison suivante : selon le tribunal, tout ce que j'avais dit était vrai sauf que j'aurais dû attribuer au gouvernement français tout entier ce que j'attribuais à Pasqua. Dont acte ! Pasqua a invité des témoins au cours du procès, dont le directeur de la DST (Direction de la sécurité du territoire) qui a monté l'opération Carlos. Cet ancien haut responsable des services secrets français a dit que l'exfiltration de Carlos avait été, techniquement, une très grande réussite. Et d'ajouter : « Dans ces cas-là, on met le génocide entre parenthèses. » Ces vies-là, d'Africains, ne sont « pas très importantes ».
L'histoire de la Françafrique, c'est l'histoire du mépris des peuples, de leurs cultures et de leurs civilisations, de l'extorsion des richesses dont ils sont légitimement propriétaires.
On peut leur coller n'importe quel dictateur abruti, cela n'a aucune importance puisque ces peuples n'ont pas de valeur aux yeux d'un certain nombre de personnes qui nous gouvernent. Chirac a volé au moins cent milliards de francs durant sa carrière, c'est le plus grand voleur français depuis Louis XIV. Il en a volé sur les marchés publics en Île-de-France et une grande partie en Afrique, c'est le pivot de la Françafrique. Mais il n'est pas le seul, beaucoup d'écuries politiques se sont servies abondamment. Et il n'y a pas que les Français, il y a aussi les Américains, les Anglais, les Russes... Il serait tout de même temps de comprendre que cette politique raciste, cette politique de mépris des peuples non seulement va nous revenir à la figure, mais qu'elle nous humilie profondément, nous citoyens français. C'est pourquoi nous devons nous aussi nous dresser contre cette politique.

En ce qui concerne l'écho médiatique de vos propos, il me semble qu'un certain journal devrait s'en faire l'écho mais, visiblement, ne le fait pas beaucoup. C'est « Le Monde diplomatique ». Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

J'ai été publié pour la dernière fois dans *Le Monde diplomatique* en 1995. La réponse est simple, il y a au *Monde diplomatique* comme d'ailleurs au *Canard enchaîné* une tendance souverainiste. Cette tendance consiste à dire qu'il ne faut pas affaiblir la France en étant trop précis sur ses crimes économiques et politiques en Afrique parce que ce serait l'affaiblir dans sa lutte contre les Américains. Autrement dit, pour lutter contre les Américains, il faut faire, ou laisser faire de la sous-CIA. Ce n'est pas notre option à Survie. ■

AGIR

Survie

Survie est une organisation non gouvernementale qui s'était donné pour objectif de lutter contre la faim dans le monde. Au fil des années et de son évolution, l'ONG s'est « tournée vers une autre priorité, conforme au principe d'Hippocrate, le père de la médecine : "d'abord ne pas nuire" car la Françafrique corrompt ou pervertit presque toutes les avancées attendues de l'aide au développement. » explique F.-X. Verschave. Clairement, pour Survie, « l'Aide publique au développement sert à alimenter les "comptes en Suisse" des dictateurs africains et partis politiques français et à subventionner le développement des multinationales ». Campagnes, débats, revues, livres, manifestations sont régulièrement organisés par Survie dans tout l'hexagone pour dénoncer cet état de fait. Près d'une vingtaine de collectifs locaux existent.

Survie
210, rue St Martin
75003 Paris
www.survie-france.org
01 44 61 03 25

AU-DELÀ DU COMMERCE ÉQUITABLE

AGIR

Mut Vitz, un café rebelle et zapatiste
Le Comité de Soutien aux Indiens d'Amériques importe régulièrement du café par paquets de 250 g de café au prix de 3 euros.
cafesolidaire@club-internet.fr ou **CSIA 21ter rue Voltaire, 75011 Paris**

Huile d'olive de Palestine
La CNT fait venir fréquemment de l'huile d'olive de Palestine vendue au prix de 7 euros. Cette démarche s'accompagne d'un travail politique sur le terrain.
Entre ici et là-bas 21 ter rue Voltaire 75011 Paris

LE COMMERCE ÉQUITABLE est composé d'acteurs divers, ce qui rend sa lisibilité difficile. Il est critiquable à maints égards (voir encadré). Sa pratique intègre de nombreuses limites. Il n'a pas pour but de détruire les échanges marchands, qui caractérisent les sociétés occidentales, mais d'en changer la donne. Si son ambition de transformation sociale est très limitée, certains acteurs essaient de faire du commerce équitable une véritable arme politique. Nous nous limiterons ici à la présentation de quelques démarches qui nous paraissent intéressantes dans la dimension politique qu'elles proposent.

LES ÉCHANGES, UNE ARME POLITIQUE

L'association Minga cherche à resocialiser l'acte marchand. Elle définit son action comme la participation à la construction et au développement d'actions économiques. Elle intègre l'exigence d'équité économique et sociale tout au long des filières dans un fonctionnement démocratique. Faire du commerce équitable n'est pas seulement aider les pays du Sud mais chercher à ce que tout le secteur d'activités, ici comme là-bas, soit concerné par le refus de la précarité, par la création d'emplois et de richesse partagée. Enfin, le souci de la qualité des produits et des services proposés se fait dans le cadre de circuits courts et de proximité. Artisans du monde, autre acteur, insiste sur son rôle éducatif pour informer les consommateurs et essayer de modifier en profondeur les règles des commerces conventionnels. L'objectif n'est pas de vendre pour être solidaire mais de donner un sens politique aux produits.

UNE SOLIDARITÉ DANS LE TEMPS

La notion de juste prix – produits plus chers sur nos étals – plus que de permettre aux paysans du Sud de gagner plus d'argent, offre une stabilité dans la mise en place de projets. L'économie capitaliste est marquée par l'instabilité, le risque, le changement. Le commerce équitable assure une ressource durable pour les paysans. Les avances faites, à l'inverse des grandes surfaces qui payent leurs marchandises 90 jours après réception, permettent au producteur de ne pas s'endetter. Ce souci de l'autonomie des fournisseurs, d'une meilleure démocratie grâce à une autre répartition des richesses et du pouvoir sont leurs bases de travail. Depuis peu, une réflexion sur la nécessité de relocaliser l'économie en favorisant des circuits courts voient le jour avec des projets d'échange Sud-Sud.

DÉVELOPPER LE BIO

De nouvelles réflexions sur la production bio de tissu se développent aussi. Des sociétés qui importent des vêtements du commerce équitable travaillent à l'utilisation de coton biologique. La culture biologique du coton évite l'usage massif de pesticides, de défoliants dangereux et d'insecticides (pour 4% de surfaces cultivées dans le monde, cette culture utilise 25% des insecticides !) De plus, le coton nécessite des quantités importantes d'eau dans des pays où elle est précieuse. Lors de sécheresses, les producteurs endettés par l'achat des intrants agricoles doivent migrer vers les villes. Faire du commerce équitable doit passer par des productions qui n'hypothèquent pas notre avenir.

La nécessité de défendre et d'harmoniser les pratiques des différents acteurs du commerce équitable a conduit à la création, en 1997, de la Plate-forme française pour le commerce équitable. Andines l'a récemment quitté. Ce départ est à relier avec la mise en circulation d'un manifeste de Minga qui dénonce les pratiques commerciales de groupes comme Max Havelaar. Ils rappellent que «soit le commerce équitable est réduit délibérément à une des formes de la politique sociale du libéralisme, faisant prévaloir les œuvres caritatives sur les droits sociaux, soit il est au contraire un véritable enjeu de société». **Rimso**

DE NOMBREUSES LIMITES...

LA CRITIQUE du commerce équitable est souvent celle du label Max Havelaar, requin du milieu qui travaille même avec Mac Do. Si Max Havelaar n'existait pas, le commerce équitable ne serait quand même pas un idéal. Ce commerce se fonde sur une charte. Or, son respect est souvent douteux. Il ne s'agit pas de porter une accusation du type «menteur !» mais bien de soulever la limite que représente une charte. Par exemple, on s'y enorgueillit d'assurer un préfinancement aux producteurs. Sur le terrain, nombre de paysans ne savent même pas que c'est possible ! De même, le travail s'effectuerait avec des coopératives démocratiques dont on ne connaît pas en fait le fonctionnement. La rémunération irait directement dans les poches du petit paysan alors qu'elle passe d'abord dans celle de la coopérative... Dans une société capitaliste, le label ne nous assure rien du tout.

Des limites écologiques se posent. Quel intérêt d'importer des fleurs congelées du Kenya ? La décroissance est un enjeu primordial aujourd'hui. Développer les échanges internationaux à outrance, même par souci de solidarité, est-ce une solution viable à long terme ? La réduction des dégâts écologiques du transport devrait nous préoccuper tout autant.

Enfin, la rémunération plus élevée est le faire-valoir du commerce équitable. Or, elle est même critiquée par des paysans du Sud. Les paysans sont ainsi incités à produire toujours plus de café, alors que la planète en surproduit. Faudrait-il boire toujours plus de café pour être véritablement solidaire ! Ensuite, elle met le producteur sous dépendance du consommateur. On se souvient à une plus grande échelle du drame pour certains pays comme Cuba ou la Finlande lors de la chute de l'URSS. Ils avaient alors perdu leur plus fidèle importateur. Développer une autonomie des paysans du Sud serait sans doute plus important que de rendre cette partie du monde dépendante de l'évolution économique de nos contrées.

DEPUIS 1995, **Babylon Circus** se démène sur les scènes françaises et étrangères: le groupe est indéniablement mû par une énergie féroce qui se traduit par des concerts hauts en couleur et forts en gueule. Cette année, le groupe sort un troisième album, justement nommé **« Dances of resistance »**, qui ne déroge pas à ce principe: c'est un creuset compilant diverses influences et diverses ambiances trouvant leurs origines dans le ska, le reggae, les musiques de l'Est mais aussi dans les musiques orientales traditionnelles, dans la chanson française et même dans le jazz! Les textes, alternativement chantés en français et en anglais s'avèrent dans l'ensemble corrosifs à souhait et dénoncent une société devenue autiste et égoïste, dominée par le capitalisme et par un pouvoir dément. Le groupe a, de toutes façons, des accointances très nettes avec la scène radicale et ne manque pas de soutenir diverses causes ou diverses luttes: **Babylon Circus** est un groupe engagé, issu de la scène alternative française.

Originaires de Lyon, les musiciens ont voulu construire un véritable collectif au sein duquel règne une solidarité affichée – et des pratiques inhérentes à la notion de collectif... –: dix-huit personnes (musiciens et techniciens) fondent le groupe et le font vivre au gré des concerts et des occasions de faire «de la musique et du bruit», comme ils le scandent dans ce nouvel album. S'ouvrant sur une salve de slogans, petits aperçus de manifestation, **«Dances of resistance»** annonce la couleur ou plutôt les couleurs au rythme des percussions et au son des cuivres et des cordes qui déferlent telle une joyeuse débandade musicale, tel un joyeux bordel. Car, comme le souligne, l'oxymore contenu dans le nom du groupe, **Babylon Circus** est à la fois sérieux et engagé mais aussi porté par la fête et par la magie, prêt à entraîner son public enthousiaste dans une atmosphère dominée par la magie mais aussi par la chaleur humaine, par la chaleur des mots.

«Dances of resistance» est un album éminemment travaillé qui a été réalisé par Laurent Jaïs (qui a déjà œuvré aux côtés de Manu Chao ou des Wampas....) lequel a su rendre avec acuité la folie du *live* et la rage joyeuse inhérente à ce collectif.

Le groupe se démarque aussi par sa patte graphique et par les couleurs illustrant les pochettes de ses disques, une façon de plonger l'auditeur dans la fête, la joie, autant de concept qui leur sont chers. Cependant, une étoile rouge émaille toujours le logo: la politique est loin d'être absente même si la fête reste largement prégnante. **Flo**

LES MEMBRES DU GROUPE BABYLON CIRCUS

RETOUR SUR...

LE GROUPE OCTOBRE

De 1933 à 1936, en région parisienne, la troupe du Groupe Octobre a montré de manière exemplaire comment le théâtre peut suivre l'action sociale et politique, à travers l'agit-prop et le théâtre d'actualité. Baptisée ainsi en hommage à la révolution russe, cette «belle équipe» d'amateur-e-s (étudiant-e-s, petit-e-s employé-e-s, chômeurs-euses, artistes...) qui veulent tous «faire la révolution», se rend dans les cafés, les usines, les coopératives... pour répandre les idées antimilitaristes, anticléricales, anticapitalistes; bref, encourager le ferment d'une révolte qui gronde alors sous la misère. Grâce à l'humour féroce et la poésie surréaliste de Jacques Prévert, âme du Groupe, elle réussit à toucher un public populaire avec des textes forts et exigeants. Ses spectacles attaquent les collusions entre le patronat et les magnats de l'information («Vive la presse», 1932), dénoncent la guerre (en particulier la boucherie de 14-18), la patrie, la famille («La Bataille de Fontenoy», 1932). En 1936, le Groupe accompagne l'euphorie du Front Populaire, autant pour célébrer les conquêtes sociales toutes fraîches que pour encourager la lutte qui continue: «Le Tableau des Merveilles» est ainsi joué dans les rayons des grands magasins en grève. Jacques Prévert écrit aussi des chœurs parlés en réaction immédiate à l'actualité: la montée du nazisme ou la condamnation inique de neufs Noirs Américains. Les représentations, gratuites, sont émaillées de sketches, chansons et poèmes auxquels participent les artistes, nombreux, qui gravitent autour du Groupe Octobre.

Soutenue par le PC à travers la Fédération du théâtre ouvrier français – elle remporta un premier prix de l'Olympiade de théâtre ouvrier à Moscou –, la troupe ne suivit jamais les directives du parti, à l'image de Prévert, foncièrement anarchiste et rétif à tout «encartage». Avec le retour de bâton qui suivit l'été 1936, le Groupe Octobre s'est dissout, dans le cinéma notamment. Des films comme «L'Affaire est dans le sac» ou «Le Crime de monsieur Lange» conservent des traces de cette aventure militante et artistique historique. Leila

A LIRE

Michel Fauré
Le Groupe Octobre
Éd. Bourgois, 1977.

Jacques Prévert
Spectacle
Éd. Gallimard, 1973.

NOUVEAUTÉS

MEDIA CRISIS

Peter W atkins
traduction de
Patrick Watkins
Éd. Homnisphères
Collection Savoirs
Autonomes,
2004, 270 p.

«Tu mens à la caméra, tu mens à ta mère, tu mens à tout le monde», sous-titrage du photogramme en couverture résume parfaitement **Media crisis**. Essai unique en son genre de Peter Watkins, cinéaste anglais hors-norme (**La Bombe**, **Punishment Park**, **La Commune**), **Media crisis** est à la fois une analyse critique des mass media audiovisuels et une plate-forme de propositions. A l'attention de ceux qui ont, comme Peter Watkins, envient de se battre pour l'émergence d'un véritable processus alternatif dans le champ du médium audiovisuel. Théoriciens des médias, mandarins universitaires et autres pseudo-critiques de la télévision et du cinéma, s'abstenir.

L'IMAGINATION DÉROBÉE

Ronald Creagh
Atelier de création
libertaire, 2004,
216 p.

On savait le pouvoir exploiteur et dominateur, mais le comble de son aliénation est peut être le bourrage de crâne qui formate notre imagination collective. La publicité, le temps ou la démocratie sont autant de champs de l'imaginaire qui construisent utopies, mythes et idéologies. Dans ce recueil de textes, où droit et économie ne sont pas épargnés, Ronald Creagh nous propose de «décoloniser les imaginations et expérimenter des milliers de vie».

LETTRE À JULES

Jann-Marc
Rouillan
Éd. Agone,
2004, 105 p

Le livre commence par un hommage au révolutionnaire du début du siècle Jules Bonnot. Militant d'Action directe, incarcéré depuis 1987, Jann-Marc Rouillan décrit l'histoire révolutionnaire dans laquelle il s'inscrit. Le livre se poursuit dans le maquis espagnol. Voilà qui fera grincer les dents de ceux pour qui : «la lutte armée est "d'une autre époque"» et qui préfèrent, comme le dit l'auteur «les révolutionnaires des temps jadis».

LA RÉVOLUTION MEXICAINE

Ricardo
Florès Magon
Éd. Spartacus
2004, 224 p.

[4e de couv] A partir de 1876, le Mexique connaît une longue période de croissance des investissements étrangers et de développement des infrastructures nécessaires à l'expansion du capitalisme. Durant celle-ci, le régime de Porfirio Diaz devient de plus en plus centralisateur et brutal. En réponse, l'opposition se radicalise. Parmi celle-ci, le Parti libéral mexicain (PLM), fondé en 1901, va devenir au fil des années l'artisan de la révolution sociale. R. Florès Magon est l'un des acteurs les plus importants de ce mouvement, se réclamant de l'anarchisme communiste et du syndicalisme révolutionnaire des IWW. Ce volume rassemble des articles écrits entre 1911 et 1916 dans «Regeneration», l'organe du PLM, dont la devise était «Tierra y libertad.»

REVUES

DÉCROISSANCE

LE JOURNAL DE LA JOIE DE VIVRE
N°1 • février 2004 • 132 p.

Sur un thème central peu mis en avant et décrié au profit de l'oxymore qu'est le «développement durable», l'équipe de «Casseurs de pub», élargie à tout un panel de penseurs-euses et militant-e-s écologistes radicaux, sort un bimestriel au format «Charlie hebdo», la radicalité et la rupture nette avec l'idéologie développementiste en plus. Le premier numéro (mars 2004), un peu léger, nous rappelle quelques données préoccupantes sur l'état de la planète et de ses ressources. A lire et à faire lire donc.
www.antipub.net/cdp

DISSIDENCES

n°14/15 • oct. 2003/janv. 2004
160 p. • 10 euros

Créé en 1998 le **Bulletin des études sur les mouvements révolutionnaires** a adopté le titre **Dissidences** en 2000. Il est né de la volonté de «jeunes chercheurs, le plus souvent (...) de concevoir un outil collectif d'information et de recherche sur l'extrême gauche». Leur déclaration d'intention stipule : «il s'agit en quelque sorte d'une revue engagée, mais non partisane, qui essaie de maintenir un rapport distancié avec ses objets d'étude tout en maintenant une "sympathie critique" constructive à leur rencontre». Chaque numéro semestriel (à peu près) s'articule autour d'un dossier. Le dernier numéro, le 14/15 traite du mouvement révolutionnaire chilien, le précédent des «Révolutionnaires en seconde guerre mondiale», le prochain de «Révolution, lutte armée et terrorisme». Autour du dossier, des articles dressent un état de la recherche universitaire sur les mouvements révolutionnaires. Les notes de lecture constituent un des points fort de la revue. Elles sont nombreuses et variées et leurs auteurs apportent une critique souvent pertinente et documentée. Nous sommes donc l'objet d'étude de ces universitaires, ça peut irriter, mais pour une fois ils connaissent leur sujet et adoptent une posture claire qui leur permet d'être un outil utile pour l'histoire de nos mouvements.

DÉCOLONISER L'IMAGINAIRE

Serge Latouche
Éd. Parangon, 2004, 173 p.

Le dernier ouvrage de Serge Latouche aborde la mondialisation avant tout comme une emprise idéologique qui empêche la pensée de toutes alternatives. « Décoloniser l'imaginaire » devient donc nécessaire, et ce en s'appuyant sur toutes les alternatives ici ou là-bas. Refusant d'aborder le développement au Sud comme un phénomène déconnecté des réalités du Nord, il montre comment les mécanismes capitalistes en vigueur ici sont les mêmes là-bas.

POLITIQUES DE LA NATURE

Bruno Latour
Éd. La découverte 2004 (1ère éd. 1999), 384 p.

La dénonciation du bicaméralisme », ou séparation illusoire entre une chambre de la nature et une autre de la société, est le pivot de l'ouvrage. Comment faire entrer les sciences (et les scientifiques) dans un jeu démocratique, s'ils prétendent révéler de purs faits, indépendants de toute valeur, alors que leurs travaux induisent nécessairement nombres de valeurs et notions sociales. Que faire, se demande-t-on alors ? De l'écologie politique, répond Latour, en la réinventant du même coup.

COLLECTION

COLLECTION DE L'HUILE SUR LE FEU

Éd. L'Insomniaque, 1 euro.

Cette collection publie tous les mois un petit livre-brochure d'une vingtaine de pages à la présentation agréable, les réflexions d'un, d'une, de plusieurs membres de la Troupe des Non-Travailleurs ou d'une personne proche d'elle. Les textes vont droit au but et ont comme fil directeur quelques tranches de vies, plus ou moins « militantes », relatives aux sujets abordés qui vont de la répression sécuritaire à la désertion du travail salarié en passant par la « prohibition » galopante du tabac.

Dernières parutions
n°7, **Désertion, plan social**, Jean-Pierre Levaray.
n°8, **Non, je ne serai pas maton**, Zé Migro.
n°9, **Via libre ! Textes sur Cesare Battisti**, réunis par Agora.

INCONTOURNABLE

EXTERMINEZ TOUTES CES BRUTES

Sven Lindqvist • Éd. Le Serpent à plumes • 1999 • 238 p.

Auteur suédois, Sven Lindqvist écrit des essais sur les entreprises de destruction massive ; ils prennent des formes originales. Exterminez toutes ces brutes traite de la question des génocides. Se mêlent récit de voyage – Lindqvist est un grand voyageur -, réflexions et courtes histoires sur les expéditions coloniales. Le fil conducteur de l'ouvrage est une étude du fameux livre de Joseph Conrad « Au cœur des ténèbres », dont le titre reprend une phrase prononcée par un des personnages. Le lecteur découvre ces œuvres qui se prétendaient civilisatrices sur le continent africain mais qui se révélaient être une véritable politique d'extermination justifiée par les théories racistes émergeant en Europe. Ces entreprises coloniales ont préparé le terrain à ce qui donnera au XXe siècle l'Holocauste. Ce livre nous plonge au cœur de la pensée raciste européenne, il en découvre les aspects les plus hallucinants et les justifications les plus folles, à la fois réflexion sur l'impérialisme du XIXe siècle et tentative de comprendre ce qui a permis la Shoah.

LITTÉRATURE

NYCTHÉMÈRE

Jean-Bernard Pouy
Les Contrebandiers éditeurs 2004, 185 p.

Pas vraiment un polar, le dernier né de Pouy est très ancré dans notre paysage politique. Les règlements de compte entre les différentes « maisons » y sont sanglants, mais cela reste de la littérature, et c'est drôle et jubilatoire. A noter qu'il s'agit d'un des premiers titres d'une nouvelle maison d'édition indépendante.

BANDE DESSINÉE

GEN

James Vance et Dan Burr
Éd. Vertige graphic • 2003 • 208 p.

Gen d'Hiroshima, est un manga aux allures naïves (dans ses dessins et ses dialogues) mais qui fait pas mal cogiter sur les difficultés rencontrées par un un pacifiste en temps de guerre ainsi et sur le courage qu'ont certaines personnes d'affronter la cruauté de la nature humaine en temps de crise.

LA CRITIQUE DU TRAVAIL A L'ECRAN

L'USINE ET LE SYNDICALISME ont toujours été à l'honneur dans le cinéma français, plus particulièrement documentaire. L'histoire du documentaire a, en France, partie liée avec celle de l'extrême gauche. Il suffit pour s'en convaincre de compter le nombre de maisons de production documentaire issues de collectifs de «ciné-lutte» ou utilisant la caméra dans une perspective militante.
L'usine et les luttes ouvrières ont toujours eu la faveur des caméras (à défaut des salles...). Le renouveau de ce cinéma est d'ailleurs assuré avec brio ces dernières années: la récente sortie en salle de plusieurs documentaires est révélatrice d'un intérêt nouveau pour la question.
S'il existe un thème fortement novateur dans le cinéma engagé de ces dernières années, et qui mérite donc une mise en valeur toute particulière, c'est bien celui de la remise en cause de la centralité du travail dans nos vies. Les premières critiques sur la place du travail salarié surgissent dès les années soixante-dix avec les débats sur le revenu garanti ou la gratuité des services sociaux, dans un mouvement post-situationniste et anti-productiviste. Ce nouveau cinéma surgit dans la lignée de ces critiques théoriques, interrogeant la place centrale du travail salarié dans la société et dans la formation de l'identité personnelle. On ne peut que souhaiter qu'il s'agisse d'une lame de fond permettant d'imaginer la destruction de l'exploitation salariale au profit de la puissance du travail socialement utile et libéré du capitalisme... Pirouli

LES DIGGERS DE SAN FRANCISCO
Film documentaire d'**Alice Gaillard** et **Céline Déransart**, 1998, 54 min.
À San Francisco dans les années soixante, les Diggers ont organisé des repas gratuits pour lesquels ils récupéraient ou volaient de la nourriture, célébré «la mort de l'argent», organisé des fêtes géantes, etc. Une partie d'entre eux était issue d'une troupe de théâtre de rue qui pratiquait le happening subversif, les autres viennent de la rue et de la révolte délinquante. Mais leur inventivité se retrouve surtout dans des pratiques hors du commun. Faisant comme si la société était libre, ils s'organisaient pour vivre leur liberté... et vivaient donc libres!

PEAU NEUVE
Film français d'**Emilie Deleuze**, 1999, 96 min.
Samuel Le Bihan interprète superbement un testeur de jeu vidéo qui décide de quitter son travail et de se séparer de sa femme et sa fille pour découvrir quelque chose de plus «vrai»: la conduite des pelleteuses. Film tout en finesse sur la place du travail dans une vie et la relation aux autres qu'il induit, **Peau neuve** est une leçon de cinéma autant que de solidarité.

LA MOITIE GAUCHE DU FRIGO
Film québécois de **Philippe Falardeau**, 2000, 90 min.
Filmé comme un documentaire, La moitié gauche du frigo aborde la place du travail dans notre société: l'économie contemporaine se nourrit de l'exploitation et des licenciements, tout en diffusant une idéologie travailliste visant à mettre au pas les masses salariales. Les multiples jeux de caméra-miroir en font un film assez délicieux, qui malmène avec humour les prétentions spectaculaires contemporaines en les confrontant à un discours anti-salariat plutôt grinçant.

VIOLENCE DES ÉCHANGES EN MILIEU TEMPÉRÉ
Film français de **Jean-Marc Moutout**, 2002, 99 min.
La violence des échanges que décrit Moutout est celle du travail salarié, aussi bien chez les cadres que chez les ouvrier-e-s. Ce milieu tempéré est aussi bien le climat de nos latitudes que celui qui règne dans l'entreprise de consulting où travaille le protagoniste principal: tout y est violence contenue et malversation; non pas par corruption, mais de façon systémique et systématique. Quelle éthique de fond le travail salarié autorise-t-il? Aucune. Moutout nous décrit un rouleau compresseur d'autant plus effrayant qu'il est peut-être en-deçà de la réalité. Un film magistral.

ATTENTION DANGER TRAVAIL
Film documentaire de **Pierre Carles, Christophe Coello** et **Stéphane Goxe**, 2003, 109 min.
Attention Danger Travail mêle des extraits de divers films (dont **Volem rien foutre al pais**, le prochain film de Pierre Carles, abordant la question du refus du travail précaire dans le sud de la France) et d'entretiens avec des chômeurs et chômeuses volontaires et heureux-ses, aussi bien que des patrons du Medef. On comprend alors comment l'idéologie travailliste et salariale n'est rien d'autre que le fer de lance d'un patronat qui entend bien remettre tout le monde au travail pour exploiter plus efficacement.

PORTRAIT

Laurent Cantet, chroniqueur social de l'intimité

Laurent Cantet est né en 1961. Ses deux premiers courts métrages porteront déjà une empreinte liée au cinéma social comme **Tous à la manif'** où un jeune serveur travaillant dans le café de son père assiste puis participe à la préparation d'une manifestation lycéenne. Dans **Ressources humaines**, un jeune commercial vient travailler en stage dans l'entreprise où son père est ouvrier. Le salariat à l'aube des 35 heures, ainsi que la lutte syndicale et les licenciements sont au cœur de ce superbe film, où les relations entre père et fils évoluent parallèlement à celles entre cols bleus et cols blancs. **L'emploi du temps** consacre la finesse de la caméra de Cantet. A l'inverse du cinéma spectaculaire qui romance et dépolitise les moments historiques les plus forts, il réalise un film politique à partir d'un fait divers: l'affaire Romand (un homme s'est fait passer pour médecin auprès de sa famille pendant plusieurs années). Cantet conserve le paysage social du film pour faire du protagoniste principal un être qui nous touche tous et toutes: un rebut de la société travailliste qui ne peut se mouler dans les carcans contemporains du salariat.
Les films de Cantet sont très forts: ils échappent aux grands théorèmes sociaux des Cabrera et consorts sans pour autant tomber dans une psychologisation à la Rohmer.
Le travail et l'analyse sociale du mal-être sont toujours au premier plan, alors que les relations père-fils sont le double-fond sur lequel se peignent les paysages de Cantet. Ses films se démarquent toujours à l'intersection du public et du privé, en interrogeant ces zones troubles que l'on imagine étanches, et dont on sait pourtant l'interaction permanente. Cinéaste de l'intimité, chroniqueur du social, analyste de l'Œdipe familial, critique du salariat, Cantet semble promis à de grandes réalisations.